

Covid-19 **Pandémie**

de crise de civilisation capitaliste

● CLIMAT ● BIODIVERSITÉ ● ÉCONOMIE ● CHINE ● UNION EUROPÉENNE ●

● AMÉRIQUE DU SUD ● ALTERNATIVE EN DÉBAT : LA GRATUITÉ ●

● MICHEL LEQUENNE (1921-2020) ●

Un inprecor bien particulier !

Confinement, fermeture de l'imprimerie Rotographie, réduction des services postaux, fermeture des librairies... la réalisation de ce fascicule d'*Inprecor* sort de l'ordinaire.

Ne pouvant pas l'imprimer normalement ni assurer que les exemplaires postés parviendront dans des délais raisonnables aux abonnés-e-s, vous recevez ce numéro double par courriel, sous format PDF. À celles et ceux dont nous n'avons pas l'adresse courriel, nous tenterons de l'envoyer par la poste sous forme de photocopies.

Et n'hésitez pas à faire circuler ce PDF exceptionnel sur les réseaux sociaux, pour faire connaître la revue et susciter des soutiens et abonnements. Car *Inprecor* a vraiment besoin d'aide pour tenir durant cette crise sanitaire, produite par le mode de production capitaliste !

Sommaire

mars-avril 2020 n° 672/673

Éditorial

Pandémie, capitalisme et climat Daniel Tanuro 3

Notes de lectures

S. TOMBAZOS – Crise mondiale et reproduction du capital Didier Epszajn 6

Covid-19 & Économie

• *La pandémie du capitalisme, le coronavirus et la crise économique* Éric Toussaint 7
• *Les banques sont des armes de destruction massive* Éric Toussaint 11

Covid-19 & Chine

• *Contagion sociale : Guerre de classe microbiologique en Chine* revue Chuang 14
• *Les protestations collectives reprennent avec la reprise du travail* China Labour Bulletin 26

Covid-19 et après...

Covid-19, le capitalisme et la fin de la normalité Jaime Pastor 27

Covid-19 & Union européenne

• *Union européenne, une nouvelle déception* Manuel Garí et Fernando Luengo 29
• *Face à la pandémie de Covid-19, nos vies valent plus que leurs profits* IV^e Internationale – Déclaration européenne 31

Covid-19 & IV^e Internationale

Protégeons nos vies, pas leurs profits IV^e Internationale (17 mars 2020) 34

Amérique du Sud

De la crise du « progressisme » au progrès des crises Luís Rangel 37

Notes de lectures

F. GAUDICHAUD, M. MODONESI, J.R. WEBER – Fin de partie ?
Amérique latine : Les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019) Didier Epszajn 41

Alternative en débat

• *La gratuité – pour penser le socialisme et l'abondance* Gérard Vaysse 43
• *Matière à réflexion pour une économie du don (puissance et limites)* G. V. 48

Les Nôtres : Michel Lequenne

• *Hommage à Michel Lequenne (1921-2020)* Catherine Samary 53
• *Michel Lequenne, un trotskiste singulier* Micheal Löwy 54
• *Un entretien avec Michel Lequenne, le « surréaliste du comité central »* Uraz Aydin 56

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
 - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
 - Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
 - Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Merci
à Sonia Mitralias
pour le dessin qui
illustre la « une »

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Bureau exécutif
de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent
pas nécessairement le point de vue
de la rédaction. Leur reproduction est
autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de
7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimerie spéciale de l'éditeur

Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Pandémie, capitalisme et climat

Par
Daniel Tanuro*

1. Cette pandémie est un véritable événement (avec un É majuscule !), un événement historique : il y aura un avant et un après à l'échelle mondiale, pas tellement par rapport au nombre de victimes, même si ce nombre est important, il sera sans doute nettement inférieur à celui de la grippe « espagnole » après la Première Guerre mondiale, qui avait causé plus de 20 millions de morts. On en est heureusement loin aujourd'hui.

Ce qui donne à l'événement une portée historique, c'est que la machine capitaliste à profits est quasiment arrêtée à l'échelle mondiale, parce qu'il y a une petite chose qui n'est même pas un animal, qui est un virus, à peine une forme du vivant, qui détraque toute la machine et qui menace la santé des gens. Il faut donc protéger la vie, il faut protéger les malades, il faut les soigner, il faut protéger aussi la main-d'œuvre pour l'économie capitaliste. Et cette crise très très profonde intervient dans un contexte particulier : elle intervient au moment où le capitalisme avait commencé une récession déjà en 2019. Cette récession avait commencé et la pandémie l'amplifie de façon absolument extraordinaire.

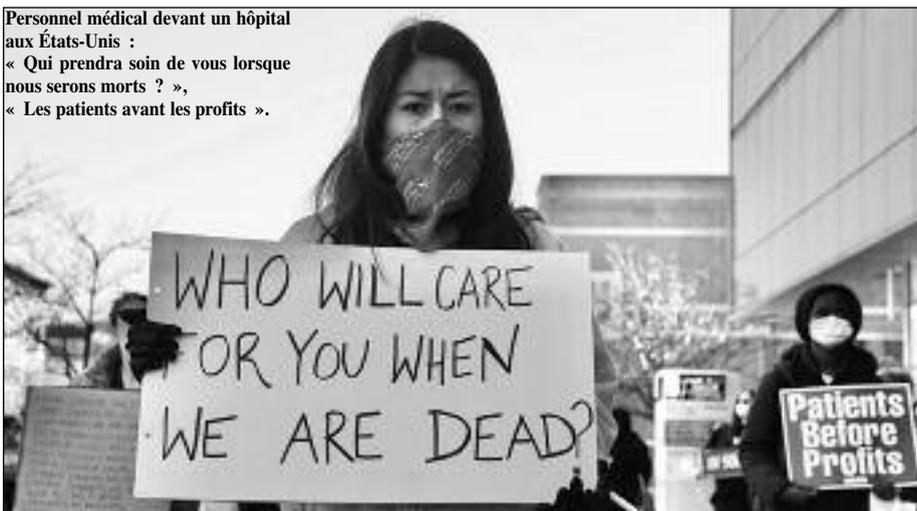
Un point important est que cette situation déplace le focus médiatique et politique :

- En temps normal, de quoi nous parle-t-on ? On nous parle de la croissance du PIB, de la balance des paiements, on nous parle de l'inflation, du taux de change, des taux d'intérêt, etc. Tous des indicateurs abstraits de l'accumulation du profit capitaliste, de l'accumulation de valeur abstraite...

- Et aujourd'hui, avec cette pandémie, le focus est tout à fait différent : l'attention politique, médiatique est focalisée complètement sur le travail des infirmières et infirmiers, leur surcharge de travail, sur les malades qui meurent, ceux qui guérissent, sur le travail des éboueurs ou du personnel dans les magasins d'alimentation, le sort des personnes confinées, des non-confinés, etc.

En résumé, en temps normal on nous

Personnel médical devant un hôpital aux États-Unis :
« Qui prendra soin de vous lorsque nous serons morts ? »,
« Les patients avant les profits ».



parle de l'abstraction de la non-vie, et actuellement on nous parle de la vie et de la mort c'est-à-dire du vivant. Il y a là un changement très important au niveau de l'ambiance idéologique générale, changement sur lequel nous reviendrons.

2. L'épidémie n'est pas une régression vers les épidémies des temps anciens, ce n'est pas un retour vers la peste noire du Moyen Âge par exemple, c'est tout autre chose. Il y a plusieurs décennies que se multiplient des viroses d'un type particulier. On a connu le sida tout d'abord, puis le zika, puis la peste porcine, la grippe aviaire, le chikungunya, l'ébola, le MERS-Cov, le SRAS-1 en 2002, maintenant le SARS-COV2, toutes ces viroses ont pour particularité qu'elles naissent dans des environnements naturels détraqués, agressés, ou dans des élevages industriels. Ce sont ce qu'on appelle des zoonoses, c'est-à-dire que le virus qui vit chez des animaux saute la barrière des espèces et contamine Homo sapiens. Il y a donc une origine de cette pandémie tout à fait nouvelle et spécifique par rapport à celles du passé.

Le virus lui-même est un produit des contradictions du capitalisme. Le mode de diffusion de l'épidémie est également particulier, l'épidémie va très vite, elle a très vite été mondiale – les épidémies du passé n'étaient jamais mondiales, elles étaient conti-

nentes – et elle se diffuse grâce évidemment aux moyens de communication modernes, en particulier les transports aériens, et elle se diffuse d'autant plus vite que l'humanité est regroupée dans d'énormes cités, des mégapoles, comme Wuhan elle-même, qui est une ville de plusieurs millions d'habitants.

Ces deux facteurs-là, l'origine particulière du virus et son mode de diffusion, signifient qu'on n'a pas de virus archaïques, on n'a pas d'épidémie archaïque, on a au contraire, pour parler comme Bruno Latour, des épidémies modernes, des épidémies de l'Anthropocène.

3. Il ne s'agit pas uniquement d'une crise sanitaire, il y a évidemment un aspect de crise sanitaire qui est aigu et très important, mais cette crise sanitaire fait partie en fait d'une crise écologique et sociale beaucoup plus vaste. En fait, la crise du Covid-19

* Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV^e Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *L'Impossible Capitalisme vert* (la Découverte, Paris 2010). Nous publions ici la retranscription de son rapport présenté le 1^{er} avril 2020 lors d'une vidéoconférence de la Gauche anticapitaliste de Belgique. On peut l'écouter, ainsi que les questions-réponses que nous n'avons pas reproduit : <https://www.facebook.com/gaucheanticapitaliste/videos/530976537793375/>

Éditorial

est la première crise globale – sociale, écologique et économique – de l'Anthropocène.

Il y a des scientifiques qui, depuis quelques années, au début des années 2000, se sont mis à étudier ce qu'on appelle la grande accélération et le changement global, ils ont identifié les paramètres de la soutenabilité de l'existence humaine sur cette terre :

- ① le changement climatique ;
- ② le déclin de la biodiversité ;
- ③ les ressources en eau douce ;
- ④ la pollution chimique ;
- ⑤ la pollution atmosphérique aux particules fines ;
- ⑥ l'état de la couche d'ozone ;
- ⑦ l'état des cycles de l'azote et du phosphore ;
- ⑧ l'acidification des océans ;
- ⑨ l'occupation des sols ;
- ⑩ la couche d'ozone.

En conclusion de leur rapport, remis en 2015, ces scientifiques ont estimé que le plafond de la soutenabilité était franchi pour 4 de ces paramètres : le climat, la biodiversité, l'azote et les sols. Pour reprendre un langage biblique, on pourrait dire que ces quatre paramètres sont les quatre cavaliers de l'apocalypse anthropocène et la pandémie que nous sommes en train de vivre nous envoie un message, elle nous signale que ces quatre cavaliers sont rejoints par un cinquième qui est aujourd'hui le risque épidémique.

4. Ce risque épidémique ne tombe pas du ciel, c'est une menace connue. Car nous avons la chance aujourd'hui de bénéficier d'un progrès des sciences absolument extraordinaire avec des capacités d'anticipation qui sont magnifiques. Les scientifiques nous ont prévenu-es des risques – non seulement d'une épidémie en général mais même très précisément du risque d'une épidémie de ce type-là. Après l'épidémie du SRAS, qui était déjà un coronavirus, en 2002, plusieurs scientifiques sont arrivés à ces conclusions qui ont été traduites dans des rapports officiels, notamment deux rapports à l'Assemblée nationale française (2005 et 2009), qui pointaient la grande probabilité de voir se répéter une nouvelle épidémie comme celle du SRAS, provoquée par une zoonose, un virus qui saute la barrière des espèces, qui est d'origine animale et qui se répand au sein de l'espèce Homo sapiens. L'OMS, elle-même, pas plus tard que 2018, dressait une liste des menaces sanitaires qui pèsent sur le globe avec une série d'agents pathogènes connus, dans laquelle elle avait inséré une maladie X, parce que l'OMS estimait probable l'apparition d'un pathogène inconnu, capable de provoquer une épidémie aux conséquences

très graves, une perturbation complète de la société à l'échelle mondiale, et l'OMS estimait probable que ce nouvel agent pathogène soit encore du type coronavirus.

Nous sommes donc dans un scénario connu, comme celui du changement climatique, pour lequel il y a plus de 50 ans que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme en disant que si nous continuons à envoyer des gaz à effet de serre dans l'atmosphère on va déséquilibrer complètement le système climatique et que ça pourrait avoir des conséquences absolument dramatiques. Là aussi, les gouvernements n'en tiennent absolument pas compte, comme on le sait, et les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter – sauf maintenant, avec la pandémie elles se réduisent substantiellement.

Le comble de l'absurdité ou de l'aveuglement des décideurs politiques, c'est que, concernant la pandémie, en 2003, des chercheurs belges et français sont arrivés à la conclusion que les coronavirus constituent une catégorie très stable de virus et qu'il serait donc possible assez facilement de trouver un traitement qui serait valable non seulement pour le SRAS-1 mais aussi pour d'autres coronavirus qui viendraient après. Ils estimaient le coût de ces recherches à 200 ou 300 millions d'euros. Il leur fallait bien évidemment des subsides publics qu'ils n'ont pas obtenus, parce que les gouvernements considèrent que la recherche sur les médicaments appartient à l'industrie pharmaceutique, alors que celle-ci ne fait pas de recherche pour le bien de l'humanité ou la santé publique mais pour le profit. Il lui faut donc un marché et des clients solvables. Or l'épidémie de SRAS était passée, il n'y avait donc plus de marché, plus de clients, donc on n'a pas fait la recherche. Cela illustre la marque de l'attitude politique des décideurs et des responsables économiques face aux grandes menaces écologiques, dont la pandémie fait désormais partie. C'est cette incapacité de prendre compte ce qui est connu et les avertissements qui leurs sont lancés.

Cette surdité, ou cet aveuglement, est due, premièrement, au fait que les décideurs politiques sont complètement subordonnés au diktat des impératifs capitalistes du profit à court terme, ils ont donc le « nez dans le guidon ». Deuxièmement, il y a une raison plus idéologique, c'est qu'ils sont intoxiqués eux-mêmes par l'idéologie du capitalisme, l'idéologie néolibérale : ils considèrent que les lois du marché sont plus fortes que les lois de la biologie pour le virus ou que les lois de la physique pour ce qui est du changement climatique. Ils considèrent que les lois de leur système économique sont des lois naturelles supérieures et que le marché va

tout régler en cas de problème. Or on constate plus que jamais que le marché ne règle pas tout : si l'on compte commander des masques en Chine pour protéger des soignants chez nous mais que la Chine est bloquée en raison de la pandémie, il n'y a plus de masques et on ne protège pas les soignants ni la population, c'est aussi simple que cela.

5. La gestion de la pandémie : tous les politiques aujourd'hui sont obligés de se résoudre à cette gestion, même ceux qui ne croyaient pas devoir le faire, comme Trump, Johnson ou Rutte, qui voulaient laisser le virus se répandre et la collectivité s'immuniser. Même ceux-là sont obligés de faire machine arrière de façon précipitée. En effet, ne rien faire – comme ils le préconisaient au départ – non seulement coûtera plus cher financièrement au système capitaliste, mais aussi leur coûtera très cher à eux électoralement et, par exemple pour Trump, ce n'est pas une considération mineure, loin s'en faut. Donc ils nous disent tous la même chose : que c'est une question de bien commun, et qu'il faut tous être unis autour de nos dirigeants éclairés pour combattre le virus.

Bien évidemment, il faut respecter les consignes de sécurité : rester confiné, respecter la distanciation physique (plutôt que sociale)... Ne pas le faire serait irresponsable mais respecter les consignes de sécurité ne signifie pas qu'il faut se soumettre à la logique politique derrière ces consignes.

Cette logique, c'est une logique de classe, de capitalisme pur et dur. La première priorité de cette logique c'est de réduire au minimum l'impact de la pandémie sur le secteur productif, là où on fait du profit, qui est le cœur de l'économie capitaliste et c'est la raison pour laquelle on va envoyer les ouvriers au travail dans des secteurs qui ne sont pas de production essentielle. La deuxième priorité de cette gestion de la pandémie c'est de ne pas remettre en cause la politique antisociale, les plans d'austérité qu'ils imposaient jusqu'à maintenant, surtout dans le secteur des soins, d'où la surcharge de travail de tous les personnels dans ces secteurs. Évidemment la condition pour que cette équation puisse alors s'équilibrer c'est de mettre le couvercle sur toutes les activités sociales, ou culturelles ou personnelles qui ne relèvent pas de ces catégories, d'où le lockdown et le confinement.

Il y a aussi une préoccupation politique qui s'ajoute à ces considérations, à savoir que tous les gouvernements (ou la plupart d'entre eux) sont confrontés à une terrible crise de légitimité, les gens n'y croient plus

et veulent du changement. La pandémie offre aux dirigeants une possibilité de se présenter comme chefs de guerre – comme le fait Macron à la télévision. Des mécanismes de pouvoir fort s'instituent avec comme prétexte la lutte contre la pandémie. Le cas d'école c'est Orban en Hongrie, qui s'est institué dictateur pour la gestion de l'épidémie. On est dans la logique décrite par Michel Foucault : la biopolitique couplée au « *surveiller et punir* ». Il s'agit d'un sérieux avertissement car la pandémie est grave, mais n'a rien à voir en comparaison avec l'impact du changement climatique, si on a un basculement vers un cataclysme climatique avec une montée du niveau des océans de 2 ou 3 mètres. Mais la gestion de la pandémie nous donne une image de ce que serait la gestion capitaliste d'une situation de ce genre, qu'ils n'auront évidemment pas vu venir, et qu'ils seront obligés de gérer, et ils redonneront la priorité aux mêmes genres de moyens, priorité à la production, mettre sous le boisseau les libertés, la vie sociale, la vie culturelle, et, au nom de la lutte contre le fléau, s'accorder des pouvoirs spéciaux : créer un État fort.

6. L'objectif stratégique de la gestion sanitaire est évidemment de relancer la machine capitaliste, qui est pour l'instant complètement en panne du fait de la pandémie. La situation va déboucher sur une crise économique d'une très grande ampleur, pire que la crise financière en 2007-2008. Aujourd'hui, les gouvernements, pour faire face à la situation, doivent lâcher du lest dans leurs politiques néolibérales : l'Union européenne a mis au frigo le pacte de stabilité budgétaire et ses objectifs de zéro dettes/zéro déficit. Ils sont obligés d'aller même plus loin, ils sont obligés de remettre en cause non seulement un certain nombre de dogmes néolibéraux mais même de mettre en cause un certain nombre de règles capitalistes, par exemple la sacro-sainte liberté d'entreprendre pour les entreprises : on évoque des nationalisations, des réquisitions. Autrement dit il faut sauver le capitalisme mis en danger par le capital.

Cela ne signifie absolument pas qu'il y aurait déjà rupture avec le néolibéralisme et a fortiori avec le capitalisme, cela signifie au contraire que se prépare une offensive sociale de très grande ampleur, à laquelle les classes populaires doivent se préparer à riposter.

Je me limite ici à l'impact écologique de la relance de l'économie capitaliste. Cet impact est très dangereux. François Gemenne – membre du GIEC, coauteur de *l'Atlas de l'Anthropocène* (1) – n'a pas tort quand il déclare que la crise du coronavirus est une catastrophe climatique. Car le dis-

cours qu'on va nous tenir est celui de la priorité à l'économie, à la relance, en prenant le prétexte de l'emploi. Donc, pour relancer l'économie, il faudra donner du mou aux objectifs climatiques, assouplir des réglementations environnementales qui sont trop rigides, etc. Mais François Gemenne n'a pas raison non plus, car tout cela n'est pas dû au coronavirus, au contraire cette crise aujourd'hui nous prouve qu'on pourrait réduire assez radicalement les émissions de CO₂ d'environ 7 % par année à condition de produire et de transporter moins de marchandises sur la planète. Le danger ne vient pas de la crise du coronavirus mais de la réponse capitaliste à cette crise. Et il est d'autant plus grand que la crise du coronavirus sert de prétexte ou de paravent pour répondre à une crise économique qui avait commencé avant la pandémie.

Nous devons nous préparer à une attaque très dure car ils vont mettre en balance, comme c'est très souvent le cas dans le capitalisme, l'emploi d'une part et la défense de l'environnement d'autre part. Cependant il y a une contradiction très importante dans cette volonté d'offensive : c'est que la volonté de relancer et de donner la priorité au capital et à sa rentabilité va à l'encontre du sentiment dans la population, qui pense qu'on est allé trop loin avec l'économie, le profit, qu'on a oublié le social, la santé, les soins aux gens. Cette contradiction constitue un obstacle majeur pour l'offensive capitaliste que les gouvernements veulent mener.

Parce que « *prendre soin* » à la lumière de la crise de la pandémie ça prend un contenu très concret aujourd'hui. Il s'agit d'éviter d'autres pandémies qui pourraient être plus graves et qui auraient la même origine dans la destruction des écosystèmes.

7. La conclusion coule de source : si nous voulons éviter d'autres pandémies, il faut sortir de l'agrobusiness, de l'élevage industriel, il faut arrêter la déforestation, il faut une réforme urbaine de longue haleine qui déconstruit toutes ces mégapoles et qui construit des villes plus interconnectées avec des milieux naturels ou semi-naturels. Pour lutter contre les pandémies il faut surtout de l'eau propre, à laquelle des centaines de millions de gens n'ont pas accès. L'eau doit être publique et ne pas servir à irriguer les plantations agro-industrielles. De même, si on veut instituer des systèmes de santé robustes, capables de faire face aux nouvelles pandémies de l'Anthropocène, il faut les refinancer radicalement. Pour ce faire, il faut faire payer les actionnaires et annuler la dette dans les pays du sud. Quarante-six



pays consacrent plus d'argent aux intérêts sur la dette qu'aux soins de santé. L'annulation de la dette est une condition sine qua non de lutte contre les pandémies.

Il y a aussi le changement climatique lui-même : on sait que la fonte du permafrost va fort probablement libérer des virus ou bactéries anciens qui vont se répandre par le biais des ouvriers qui travaillent dans des mines dans ces régions. C'est pourquoi il faut absolument respecter l'objectif fixé à Paris de 1,5 °C de réchauffement maximum, donc socialiser l'énergie et la finance.

Bref, il s'agit de tirer sur le fil du « *prendre soin* » – une thématique développée par les (éco)féministes – pour dévier l'ensemble des objectifs anticapitalistes. Il s'agit de reformuler l'alternative écosocialiste en partant de ce point de vue, en partant de ce changement majeur : aujourd'hui les gens tirent de la crise la conclusion qu'il faut donner une priorité beaucoup plus forte à la santé, au bien-être, au prendre-soin et qu'il faut pour cela mettre les moyens sur la table. Cela représente un tournant stratégique majeur, car depuis des décennies les écosocialistes sont confrontés à un problème : la lutte écologique, bien que sociale à long terme, apparaît comme en contradiction avec le bien-être social à court terme. Ici, avec ce changement majeur, l'irruption du « *prendre soin* », les deux problématiques se superposent, le social et l'écologique coïncident. Mener le combat social, c'est mener une lutte écologique.

C'est ce tournant qu'il faut essayer de saisir et dont il faut voir l'opportunité. Ça a des conséquences tout de suite et il faut commencer maintenant cette lutte, en luttant contre ce système et les projets productivistes comme la 5G, en luttant pour que la santé soit mise définitivement hors du marché, refinancée, que l'industrie pharmaceutique soit confisquée, que les banques soient socialisées, etc. ■

1^{er} avril 2020

1. François Gemenne, Aleksandar Rankovic, *Atlas de l'Anthropocène* (préface de Jan Zalasiewicz, postface de Bruno Latour), Presses de Sciences Po, Paris 2019, 25,00 €

« Crise » de réaction capitaliste, « crise » d'une réponse néolibérale à la crise des années 1970

J e choisis de mettre l'accent sur quelques éléments développés par Michel Husson dans sa préface, qui discute de temporalités dans le fonctionnement du système capitaliste, « ces trois rythmes fondamentaux sont la valorisation, l'accumulation et la réalisation de la valeur », des formes phénoménales de la plus-value et des moments de l'imaginaire social, de catégories abstraites et d'analyse des crises, du fétichisme...

Tout en explicitant les notions utilisées, il propose une approche en termes de discordance. Tous ces points seront particulièrement développés par Stavros Tombazos. J'en cite quelques-uns : le redressement du taux de profit mais pas du taux d'accumulation, la baisse des salaires et l'augmentation de la consommation en pourcentage de la richesse créée, le refus d'une interprétation mono-causale de la crise, le rôle des instruments financiers dans la crise financière, l'énorme accumulation de droits de tirage sur la richesse future, les tares du système euro, la rarefaction des lieux d'investissements rentables...

Michel Husson souligne aussi le ralentissement des gains de productivité : « *Voilà pourquoi la reproduction néolibérale du capital survit de manière précaire, c'est-à-dire avec l'appui de politiques monétaires qui créent de nouvelles "bulles" si bien que "nous vivons dans l'impasse d'un schéma de reproduction, dans lequel prévaut le capital-argent, dont l'existence n'est possible que par des régressions économiques et sociales périodiques"* ».

Une remarque. Il est tout à fait possible de suivre les principales analyses de l'auteur, sans connaissances approfondies en matière de critique d'économie politique, de concepts « marxistes ». L'auteur explique les termes utilisés, précise les passages de l'abstrait au concret, illustre les études par des petits graphes synthétiques qui font bien ressortir les tendances à l'œuvre.

Les temps du capital, faut-il le rappeler, sont des temps sociaux, les contradictions à l'œuvre sont toujours historiquement situées, les réponses à une crise participent à la production de la suivante...

Dans son avant-propos à l'édition française, Stavros Tombazos explique le choix d'un petit volume. « *L'objectif était de présenter, de manière aussi méthodique que possible, l'ordre des notions et des données empiriques qui me semblent nécessaires à l'interprétation de la crise actuelle ; une crise économique bien sûr, mais aussi une crise de reproduction sociale et d'hégémonie politique, une crise écologique et civilisationnelle* ». L'auteur précise son rapport à Karl Marx, à la critique de l'économie politique, au décryptage de la « marchandise » et un « univers social avec sa rationalité bien spécifique, ses fétiches, ses croyances métaphysiques, rêves et cauchemars, fantasme et spectres ». Et aussi sa conception de la « neutralité » : « *La "neutralité scientifique" relève de la naïveté dans le meilleur des cas, du mensonge ou de l'hypocrisie dans le pire* »...

« *Le capitalisme n'existe jamais de manière générale et abstraite, mais toujours de manière particulière et concrète, c'est-à-dire de manière historique* ». L'auteur précise que les « lois générales et diachroniques

du capitalisme se manifestent toujours dans un contexte de règles et de pratiques qui sont historiquement volatiles, permettant ainsi la périodisation de l'ère capitaliste » et discute du « néolibéralisme » comme « mode de régulation » et des explications sur les fondements des crises.

Stavros Tombazos aborde la problématique des « ondes longues », les crises périodiques et les explications fournies par Karl Marx, la place de la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit ». Il souligne un fait peu étudié, « le taux de profit diverge de plus en plus du taux d'accumulation du capital » et donc la hausse du ratio plus-value/investissement. L'auteur discute, entre autres, du schéma néolibéral de reproduction du capital et en fait ressortir les tendances et les contradictions, de l'articulation des rythmes économiques, de la transformation d'« une partie de la plus-value non investie en capital fixe » en « crédit accordé aux ménages ouvriers qui ont emprunté pour consommer, augmentant ainsi leur taux d'endettement », de l'accumulation insoutenable de

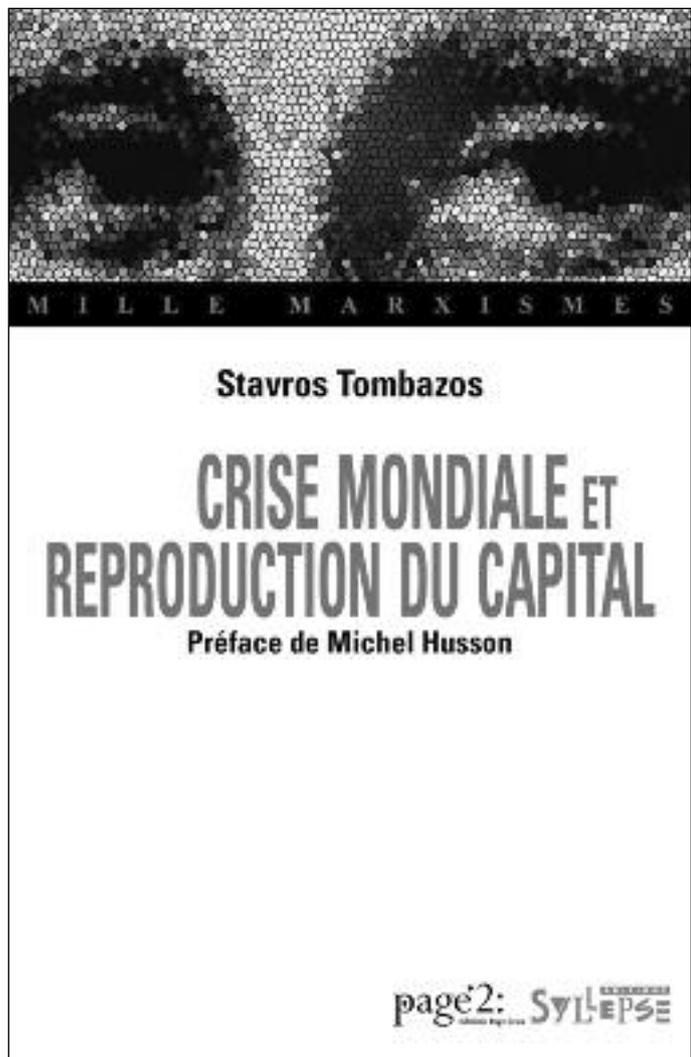
dettes privées, des produits dérivés et de la transformation du risque individuel en risque social, du rythme extrêmement lent de l'augmentation de la productivité du travail, du « dividende » comme « subdivision du profit industriel ou de la plus-value totale ». Il rappelle que « le capital-argent, en tant qu'entité apparemment autonome, ne produit pas de valeur ».

Il examine l'« autonomisation » de certains actifs de leur valeur réelle, leur « valeur toxique » – l'expérimentation monétaire actuelle et sans précédent dans l'histoire économique : « *Depuis le début des années 1980, les politiques néolibérales transformant l'ancien mode de régulation keynésien ont également transformé les caractéristiques des crises : la crise des années 1970 était due à la baisse du taux de profit. La crise actuelle est due au ralentissement structurel du rythme de réalisation de la valeur par rapport au rythme de valorisation de la valeur. La crise actuelle, dans laquelle le risque de déflation est toujours présent, est la crise de la réponse néolibérale à la crise des années 1970, dans laquelle le risque d'inflation a prévalu* ».

En conclusion, l'auteur souligne, entre autres, la discipline imposée par le capital-argent, les nouvelles exigences concernant la rentabilité du capital industriel (« la logique à court terme du capital-argent s'impose à la logique à long terme du capital productif »), le rôle du capital fictif, le maintien artificiel de la reproduction néolibérale « mais sans assurer des taux d'accumulation du capital industriel ou de croissance du PIB satisfaisants et avec des effets pervers qui pourraient bientôt prendre la forme de nouvelles crises majeures du capital financier », la préservation du système assurée par la régression sociale...

Le capitalisme ne peut garantir la satisfaction des besoins sociaux. « Ces besoins sociaux, dans le monde développé, nécessitent une nouvelle répartition du temps de travail social en faveur des services dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé, de la gestion créative des loisirs, de la gestion écologique globale, etc. »

Didier Epsztajn



* Stavros Tombazos : *Crise mondiale et reproduction du capital*, éditions Syllepse et page2, Paris et Lausanne 2020, 10,00 euros.

La pandémie du capitalisme, le coronavirus et la crise économique

Par
Éric Toussaint*

La pandémie du coronavirus constitue un gravissime problème de santé publique et les souffrances humaines que la diffusion du virus va provoquer seront énormes. Il atteint des pays du Sud global (1) dont le système de santé publique, déjà faible ou très fragile, a été terriblement mis à mal par quarante ans de politiques néolibérales, et les décès risquent d'être très nombreux.

Utilisant le prétexte de la nécessaire austerité budgétaire pour rembourser la dette publique, les gouvernements et les grandes institutions multilatérales comme la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et les banques régionales telle la Banque africaine de développement ont généralisé des politiques qui ont détérioré les systèmes de santé publique : suppression d'effectifs dans le secteur de la santé, précarisation des contrats de travail, suppression de lits d'hôpitaux, fermeture de structures de santé de proximité, augmentation du coût de la santé tant au niveau des soins que des médicaments, sous-investissements dans les infrastructures et les équipements, privatisation de différents secteurs de la santé, sous-investissement public dans la recherche et le développement de traitements au profit des intérêts de grands groupes privés pharmaceutiques...

C'est vrai en Afrique, en Asie, en Amérique latine et Caraïbe et dans les pays de l'ancien bloc de l'Est (Russie et aux autres ex-républiques de la défunte URSS, Europe centrale et orientale).

Mais cela concerne aussi de toute évidence des pays comme l'Italie, la France, la Grèce et d'autres pays d'Europe. Et aux États-Unis, où 89 millions de personnes n'ont pas de véritable couverture de santé comme le dénonce Bernie Sanders, que va-t-il se passer ? À la date du 29 mars où ces lignes sont écrites, on dénombrait aux États-Unis plus de 128 000 cas de coronavirus et un bilan de 2 300 décès recensés.

Les grands médias et les gouvernements mettent l'accent sur les différences de taux de mortalité en fonction de l'âge mais ils se

gardent bien d'attirer l'attention sur les différences de classe et sur comment la mortalité due à la pandémie du coronavirus va affecter les êtres humains selon leurs revenus et leur patrimoine, et donc selon la classe sociale à laquelle ils appartiennent. Se mettre en quarantaine ou accéder à un service de réanimation quand on a plus de 60 ans et qu'on est pauvre, ce n'est pas du tout la même chose que quand on est riche.

Il y aura également la fracture entre les pays qui ont, malgré les politiques néolibérales, maintenu mieux que d'autres leur système de santé publique et ceux qui sont allés le plus loin dans les atteintes à la qualité des services publics de santé.

La crise boursière et financière

Alors que les grands médias et les gouvernements affirment constamment que la crise boursière est provoquée par la pandémie de coronavirus, j'ai insisté sur le fait que tous les éléments d'une nouvelle crise financière étaient réunis depuis plusieurs années et que le coronavirus constituait l'étincelle ou le détonateur de la crise boursière et non la cause. Bien que certaines personnes y aient vu une tentative de nier l'importance du coronavirus, je maintiens mon affirmation. La quantité de matières inflammables dans la sphère de la finance a atteint la saturation depuis plusieurs années et on savait qu'une étincelle pouvait et allait provoquer l'explosion : on ne savait pas quand l'explosion aurait lieu et ce qui la provoquerait mais on savait que cela allait venir. Il fallait donc agir pour l'éviter et cela n'a pas été fait. De nombreux auteurs de la gauche radicale ont annoncé cette crise qui venait, parmi lesquels Michael Roberts, Robert Brenner et François Chesnais. Depuis 2017, j'ai régulièrement publié des articles sur le sujet. Avec le CADTM et d'autres, nous avons affirmé qu'il fallait rompre radicalement avec le capitalisme.

Un premier grand choc boursier a eu lieu en décembre 2018 à Wall Street et sous pression d'une poignée de grandes banques privées et de l'Administration de Donald Trump, la Réserve fédérale (Fed) des États-Unis avait

recommencé à baisser ses taux et avait été applaudie par les quelques grandes firmes privées qui dominent les marchés financiers. La frénésie de l'augmentation des valeurs boursières a repris de plus belle et les grandes entreprises ont continué à racheter leurs propres actions en bourse pour amplifier le phénomène. Profitant de la baisse des taux, les grandes entreprises privées ont augmenté leur endettement, et les grands fonds d'investissement ont augmenté le rachat d'entreprises de toute sorte, y compris industrielles, en recourant à l'endettement.

Ensuite, de nouveau à Wall Street à partir de septembre 2019, il y a eu une très grosse crise de pénurie de liquidité dans un marché financier pourtant gorgé de liquidité. Une crise de liquidité alors qu'il y a profusion de liquidité, ce n'est qu'un paradoxe apparent (2). Il s'agissait d'une crise grave et la Réserve fédérale est intervenue massivement en injectant au total des centaines de milliards de dollars pour tenter d'éviter l'ef-

* Éric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM international) et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France, est l'auteur des livres *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible* (Syllepse, Paris, 2020) ; le *Système dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation* (Les liens qui libèrent, 2017) ; *Bancocratie* (ADEN, Bruxelles 2014) ; *Procès d'un homme exemplaire* (Éditions Al Dante, Marseille 2013) ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui* (Le Cerisier, Mons 2010). Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique* (Le Seuil, Paris 2012) et *La dette ou la vie* (Aden/CADTM, Bruxelles 2011). Il a coordonné les travaux de la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec, qui a fonctionné sous les auspices du Parlement entre avril et octobre 2015. Cet article a paru d'abord le 18 mars 2020 sur le site du CADTM (<http://www.cadtm.org/La-pandemie-du-capitalisme-le-coronavirus-et-la-crise-economique>). Il a été actualisé par l'auteur le 29 mars.

1. L'expression « *Sud global* » est de plus en plus fréquemment utilisée pour désigner ce que l'on qualifie couramment de « *tiers monde* » ou « *pays en voie de développement* » : un ensemble de pays partageant « *un ensemble de vulnérabilités et de défis* ». (NDLR).

2. Cf. É. Toussaint, « *Panique à la Réserve fédérale et solutions à la crise* », *Inprecor* n° 666/667 d'août-octobre 2019.

Covid-19 & Économie

fondrement des marchés. Elle a également gardé dans son bilan plus de 1 300 milliards de dollars de produits structurés toxiques qu'elle avait achetés aux banques en 2008 et 2009 car elle était persuadée à juste titre que si elles les mettaient en vente sur le marché secondaire des dettes, leur prix s'effondrerait et entraînerait une grande crise financière et des faillites bancaires. Si la Fed a fait cela, ce n'est pas pour défendre l'intérêt général, c'est pour défendre les intérêts du grand capital, c'est-à-dire du « 1 % » le plus riche de la société. La Banque centrale européenne (BCE) et les autres grandes banques centrales (Royaume-Uni, Japon, Suisse, Chine...) ont appliqué grosso modo le même type de politique et elles portent une responsabilité très importante dans l'accumulation de matières inflammables dans la sphère financière (3).

On a assisté à une énorme augmentation de création de capital fictif et dans chaque crise financière une partie importante de ce capital fictif doit « disparaître » car cela fait partie du fonctionnement normal du système capitaliste. Le capital fictif est une forme du capital, il se développe exclusivement dans la sphère financière sans véritable lien avec la production. Il est fictif au sens où il ne repose pas directement sur la production matérielle et sur l'exploitation directe du travail humain et de la nature. Comme le dit l'économiste français membre d'ATTAC Jean-Marie Harribey : « *Les bulles éclatent quand le décalage entre valeur réalisée et valeur promise devient trop grand et que certains spéculateurs comprennent que les promesses de liquidation profitable ne pourront être honorées pour tous, en d'autres termes, quand les plus-values financières ne pourront jamais être réalisées faute de plus-value suffisante dans la production.* » (4)

Je réaffirme que la pandémie de coronavirus ne constitue pas la cause réelle et profonde de la crise boursière qui a éclaté au cours de la dernière semaine de février 2020 et qui se poursuit. Cette pandémie constitue

le détonateur, l'étincelle. Des événements graves d'une autre nature auraient pu constituer cette étincelle ou ce détonateur. Par exemple, une guerre déclarée et chaude entre Washington et l'Iran ou une intervention militaire directe des États-Unis au Venezuela. La crise boursière qui s'en serait suivie aurait été attribuée à la guerre et ses conséquences. De même, j'aurais affirmé que cette guerre, dont les conséquences seraient très graves, sans contestation possible, aurait constitué l'étincelle et pas la cause profonde. Donc même s'il y a un lien indéniable entre les deux phénomènes (la crise boursière et la pandémie du coronavirus), cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faut pas dénoncer les explications simplistes et manipulatoires selon lesquelles c'est la faute au coronavirus. Cette explication mystificatrice est un leurre destiné à détourner l'attention de l'opinion publique des 99 % du rôle joué par les politiques menées en faveur du Grand Capital à l'échelle planétaire et de la complicité des gouvernements en place.

Bien sûr, l'ampleur du recul de la production dans les mois qui suivent mars 2020 sera sans précédent par rapport aux crises de 70 dernières années. Elle sera énorme.

La crise dans le secteur de la production a précédé la pandémie du coronavirus

Mais la crise dans le secteur de la production avait commencé dès l'année 2019 à une grande échelle. Non seulement la crise financière était latente depuis plusieurs années et la poursuite de l'augmentation des prix des actifs financiers (actions en bourse, titres de la dette privée ou publique...) en constituait un indicateur très clair mais en plus une crise dans le secteur de la production avait commencé bien avant la diffusion du virus de Covid-19 en décembre 2019, avant la fermeture d'usines en Chine en janvier 2020 et avant la crise boursière de fin février 2020.

On a assisté au cours de l'année 2019 au démarrage d'une crise de surproduction de marchandises notamment dans le secteur automobile avec une chute massive des ventes d'automobiles en Chine, en Inde, en Allemagne, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays. Cela a provoqué une réduction de la production d'automobiles. Il y avait également surproduction dans le secteur de la fabrication des équipements et des machines-outils en Allemagne, un des 3 principaux producteurs mondiaux dans cette branche. Il y avait une très forte réduction de la croissance industrielle chinoise ce qui a eu de graves conséquences pour les pays qui

exportent vers la Chine des équipements, des automobiles, des matières premières. Au cours du second semestre 2019, une récession s'est déclenchée dans le secteur de la production industrielle en Allemagne, en Italie, au Japon, en Afrique du Sud, en Argentine... dans plusieurs secteurs industriels aux États-Unis.

Pour rappel, au cours de la dernière semaine de février 2020, les principales bourses de valeurs de la planète (aux Amériques, en Europe et en Asie) ont connu une chute très importante qui a oscillé entre 9,5 et 12 %, la pire semaine depuis octobre 2008.

Les banques centrales en pompiers pyromanes

Je reprends le fil des événements là où je l'avais laissé le 4 mars 2020 (5), le lendemain de la décision de la Réserve fédérale des États-Unis de baisser de 0,5 % son taux d'intérêt directeur.

Le 3 mars 2020, la Fed décide de fixer son taux directeur dans une fourchette de 1 % à 1,25 %, c'est une baisse de 0,50 %, c'est la plus forte au cours des dernières années car jusqu'ici la Fed baissait son taux par palier de 0,25 %. Face à la poursuite de la dégringolade des bourses et notamment des banques qui sont au bord de la faillite, la Fed a décidé une nouvelle baisse le 15 mars 2020 en frappant encore plus fort que le 3 mars. Cette fois-ci, elle a baissé son taux de 1 %. Donc, depuis le 15 mars, le nouveau taux d'intérêt directeur de la Fed se situe dans une fourchette de 0 à 0,25 %. Les banques sont donc encouragées à augmenter les dettes.

La Fed ne s'est pas contentée de baisser les taux d'intérêt, elle a recommencé à injecter sur le marché interbancaire une masse énorme de dollars car les banques, une fois de plus, ne se font plus confiance et répugnent à se prêter de l'argent. Le président de la Fed a déclaré que son institution avait programmé d'injecter dans les semaines qui viennent plus de 1 000 milliards de dollars de liquidité sur les marchés à court terme, notamment le marché du *repo* (6) sur lequel elle est déjà intervenue massivement entre septembre et décembre 2019. Le marché du *repo* désigne le mécanisme par lequel les banques se financent pour une courte durée : elles mettent en pension (*repo*) des titres qu'elles possèdent et s'engagent à les racheter rapidement. Par exemple, elles déposent pour 24 heures en pension (c'est-à-dire en garantie ou en collatéral de l'emprunt qu'elles effectuent) des titres du Trésor des États-Unis ou des obligations d'entreprises qui ont une note AAA. En échange de ces titres, elles obtiennent du cash à un taux

3. Cf. « La crise de la politique des banques centrales dans la crise globale », CADTM : <http://www.cadtm.org/La-crise-de-la-politique-des-banques-centrales-dans-la-crise-globale>

4. Jean-Marie Harribey, « La baudruche du capital fictif, lecture du Capital fictif de Cédric Durand », *Les Possibles* n° 6, Printemps 2015.

5. Cf. « Non, le coronavirus n'est pas le responsable de la chute des cours boursiers », CADTM : <http://www.cadtm.org/Non-le-coronavirus-n-est-pas-le-responsable-de-la-chute-des-cours-boursiers>

6. *Repo* est la contraction utilisée aux États-Unis pour l'expression « Sale and Repurchase Agreement », ou accord de rachat ou opération de pension, importants instruments financiers du marché monétaire. En français on parle de pension livrée ou pension de titres.

BlackRock, un exemple

BlackRock est au niveau mondial le plus grand fonds mutuel de placement. BlackRock opère au niveau mondial avec 70 bureaux dans 30 pays et des clients dans 100 pays. En janvier 2020, BlackRock gérait des actifs d'une valeur totale de 7 400 milliards de dollars. À la date du 17 mars 2020, la valeur des actifs de BlackRock aurait été diminuée de 1 400 milliards de dollars. Toujours au début 2020, ses actifs se répartissaient en deux grandes catégories : 55 % sous forme d'actions, 34 % sous forme d'obligations, le reste étant marginal. Sur le plan géographique, les États-Unis représentent 61 % du total des actifs, l'Europe 31 % et l'Asie 8 %. En 2012, elle a exercé ses droits de vote au sein de 14 872 assemblées générales d'actionnaires, dont 3 800 aux États-Unis.

BlackRock a racheté pendant la crise bancaire de 2008 un département important de la banque britannique Barclays (avant cela il avait acheté une partie de Merrill Lynch). En 2014, BlackRock était le principal actionnaire de la principale banque américaine JP Morgan (avec 6,1 % du capital), le premier actionnaire d'Apple (avec 5,1 %), de Microsoft (avec 5,5 %), d'Exxon Mobil (5,4 %), de Chevron (6,2 %),

de Royal Dutch Shell (4,9 %), de Procter & Gamble (5,4 %), de General Electric (5,5 %) et de Nestlé (3,7 %). Il était le deuxième actionnaire en ordre d'importance de la société de Warren Buffet, Berkshire Hathaway (BlackRock détient 6,8 % de son capital). Il était aussi le deuxième actionnaire de Google (5,8 %), de Johnson & Johnson (5,6 %), de la quatrième plus grosse banque US, Wells Fargo (5,4 %), de Petrochina (6,8 %). BlackRock était le troisième actionnaire de Walmart (2,6 %) et de Roche (2,0 %). Il était également le quatrième actionnaire de Novartis (3,0 %). Les 17 entreprises qui viennent d'être citées ont une position dominante dans leur secteur respectif d'activité. Ces 17 mastodontes sont les plus grandes sociétés en termes de capitalisation boursière sur le plan mondial. Il faut ajouter que BlackRock possède une société de gestion de risques appelée Aladdin qui conseille des sociétés financières détenant des actifs pour un montant total de 11 000 milliards, et qu'elle détient des actions de Moody's et de McGraw Hill (propriétaire de Standard & Poor's), deux des plus importantes agences de notation au niveau international.

Comme indication supplémentaire de l'influence de BlackRock, on peut prendre en compte le nombre de communications téléphoniques que Tim Geithner, secrétaire d'État aux

Finances des États-Unis après la crise de 2008, pendant l'administration de Barack Obama, a eues avec Larry Fink, patron de ce fonds de placement. Tim Geithner a eu 49 fois Larry Fink au téléphone entre le 1er janvier 2011 et le 30 juin 2012. Pendant la même période, il a eu 17 communications avec Jamie Dimon, patron de JP Morgan, 13 avec Lloyd Blankfein, patron de Goldman Sachs, 5 avec Brian Moynihan, patron de Bank of America ainsi qu'avec James Gorman le patron de Morgan Stanley...

Il est intéressant de mentionner que BlackRock a été chargé par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) d'auditer les banques grecques en 2014.

En 2016, BlackRock était actionnaire au sein de 18 sociétés du CAC 40 (Atos, BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société Générale, Sanofi, Michelin, Safran, Teleperformance, Total...).

BlackRock détient aussi 5 % du groupe bancaire Santander, la principale banque espagnole.

En 2019, BlackRock détenait 4,81 % de la principale banque d'Allemagne, la Deutsche Bank, ce qui en fait le principal actionnaire.

Malgré les tentatives de BlackRock de se présenter comme un investisseur « durable », BlackRock est le plus grand investisseur au monde dans les centrales au charbon, détenant des actions 56

sociétés de centrales au charbon. Via les sociétés dont il est le principal actionnaire, BlackRock possède plus de réserves de pétrole, de gaz et de charbon que tout autre investisseur. Ses réserves totales s'élevaient à 9,5 gigatonnes d'émissions de CO₂, soit 30 % des émissions totales liées à l'énergie à partir de 2017. Le 10 janvier 2020, un groupe d'activistes climatiques s'est précipité dans les bureaux parisiens de BlackRock France pour peindre les murs et les sols avec des avertissements et des accusations sur la responsabilité de l'entreprise dans les crises climatiques et sociales actuelles.

Le 14 janvier 2020, le PDG de BlackRock, Larry Fink, a déclaré que la durabilité environnementale serait un objectif clé pour les décisions d'investissement. BlackRock a annoncé qu'elle allait vendre pour 500 millions de dollars d'actifs liés au charbon et créer des fonds qui éviteraient les stocks de combustibles fossiles, deux mesures qui modifieraient radicalement la politique d'investissement de l'entreprise.

BlackRock détient aussi des parts dans les principales sociétés de fabrications d'armes aux États-Unis.

La Fed a désigné fin mars 2020 Larry Fink, le patron de BlackRock, comme conseiller principal sur le programme de sauvetage qu'elle met en pratique.

bourse brésilienne a dévissé de 13 %. Les bourses européennes ont chuté une fois de plus : Londres a perdu 4 %, Paris et Francfort ont perdu plus de 5 %, Milan 6 %, Bruxelles 7 %, Madrid 8 %. En Asie-Pacifique : le Nikkei à Tokyo a baissé de 2,5 %, les bourses chinoises ont perdu entre 3 et 4 %, la bourse indienne a plongé de 8 %, la bourse australienne a perdu 9,5 %. La débâcle continue.

En moins d'un mois, entre le 17 février et le 17 mars 2020 inclus, les bourses de valeur ont subi une véritable purge : à New York, le Dow Jones industrial a perdu 32 %, le S&P500 des 500 principales entreprises a perdu 24 % de sa valeur. À Londres, le Footsie a dégringolé de 31 %, à Francfort, le Dax a chuté de 37 % ! À Bruxelles, le Bel 20 a plongé de 41 %. Le CAC 40 a perdu 36,5 %. La bourse de Madrid (IBEX 35) a perdu 38 %, celle de Lisbonne (PSI20) a perdu 31,5 %. La bourse brésilienne a perdu 28 %, celle de Buenos Aires : plus de 30 % de perte. La bourse indienne a perdu 25,5 %. La bourse d'Afrique du Sud (JSE) a

perdu 35 %. RTS, la bourse de Moscou a perdu 40 %. Le BIST 100 de Turquie a plongé de 28 %. À Tokyo, le Nikkei a perdu 28 %. À Hong Kong, le Hang Seng a perdu 21 %. À Sydney, la bourse australienne ASX a perdu 26 %. Seule la bourse de Shanghai limite les pertes, ne baissant « que » de 7 %. Si la bourse de Shanghai s'en tire mieux que toutes les autres bourses de la planète, c'est grâce au soutien apporté, sous l'injonction du gouvernement, par les entreprises d'État chinoises et les fonds publics. Ils ont reçu l'ordre d'acheter systématiquement des actions en bourse en pleine crise du coronavirus pendant que d'autres vendaient.

En résumé, entre le 17 février et le 17 mars, toutes les bourses de la planète ont subi des pertes très importantes comparables ou supérieures à ce qui s'était passé lors des précédentes grandes crises boursières de 1929, de 1987 et de 2008.

Qui se débarrasse en masse des actions ?

Les grands marchés boursiers sont dominés par une centaine de grands groupes pri-

vés, leurs actionnaires font partie du 1 %, voire même du 0,1 %. Ces grands groupes privés jouent un rôle dans le déclenchement de la crise boursière et son extension.

Parmi eux on trouve une trentaine de grandes banques, une dizaine de grands fonds d'investissement (parmi lesquels BlackRock, Vanguard, State Street et Pimco jouent un rôle clé), il faut y ajouter les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon), de grands conglomérats industriels, une petite dizaine de grandes sociétés pétrolières, quelques grands fonds de pension...

Cette poignée de grands capitalistes et les états-majors de leurs entreprises sont fortement interconnectés car il y a systématiquement des participations croisées (c'est-à-dire qu'une banque peut être actionnaire d'entreprises industrielles et vice versa ; les fonds d'investissement comme BlackRock détiennent évidemment des participations dans toutes les grandes sociétés privées). Ils se sont rendu compte que la fête allait finir et qu'il était temps fin février 2020 d'engranger la différence entre ce qu'ils ont payé au cours des deux ou trois dernières années pour acheter des actions, et l'apogée de la

7. *Financial Times*, « World's three biggest fund houses shed \$2.8tn of assets » (publié le 15 mars 2020).

Les banques sont des armes de destruction massive

Par
Éric Toussaint*

fête boursière du début 2020. Ils se sont mis à vendre en obtenant au départ un très bon prix. Puis, suivant un effet moutonnier, tous les grands actionnaires et tous les acteurs des marchés financiers se sont mis à vendre en engrangeant une bonne plus-value avant que la chute des prix devienne telle que le prix de vente des actions soit tombé plus bas que le niveau d'avant le début de la bulle. Entre-temps les plus gros et les plus rapides ont engrangé des gains considérables.

L'important pour un grand actionnaire est de vendre quand le prix n'a pas encore trop baissé, donc de vendre un maximum le plus vite possible, ils utilisent d'ailleurs des logiciels programmés pour vendre des actions dès qu'un mouvement de vente atteint un certain palier, d'où des journées avec des chutes considérables suivies le lendemain de remontée car ceux qui ont vendu la veille au début de la chute peuvent se dire que cela vaut le coup de racheter des actions à un prix inférieur de 5 % ou de 10 %, voire de 20 %, que le prix auquel ils les ont vendues en début de séance la veille.

Cela explique la succession de journées noires, suivies de journées de remontée. Ce qui est certain c'est que, malgré les remontées momentanées, la tendance générale est à une véritable purge. La bulle boursière éclate sous nos yeux.

Le plongeon des bourses a pris une telle ampleur que, au bout du compte, les grands groupes qui ont lancé le processus de ventes massives voient diminuer leurs actifs. Ils ont peut-être fait des gains en spéculant à la baisse puis à la hausse mais, à ce stade de la crise, la valeur totale de leurs actifs a fortement diminué. Le *Financial Times* fournit une estimation en ce qui concerne les trois fonds d'investissement les plus importants, BlackRock, Vanguard et State Street, dont la valeur boursière des actifs aurait baissé de 2 800 milliards de dollars en un peu moins d'un mois (7). 2 800 milliards de dollars, c'est 10 % de plus que le PIB annuel de la France. Selon le journal financier, alors qu'en début d'année les actifs détenus par BlackRock avaient atteint le chiffre astronomique de 7 400 milliards de dollars, le plongeon des bourses a réduit ceux-ci de 1 400 milliards. Par ailleurs, la valeur boursière de BlackRock a baissé de 28 % en un mois à la date du 15 mars 2020. Les actifs de Vanguard avaient atteint 6 200 milliards et ont subi une réduction de 800 milliards jusqu'au 15 mars 2020.

Il faut une authentique révolution pour modifier radicalement la société dans son mode de vie, son mode de propriété, son mode de production. Cette révolution aura lieu seulement si les victimes du système ent-

rent en auto-activité, s'auto-organisent et dégagent le 1 % des différents centres du pouvoir pour créer un véritable pouvoir démocratique. Une révolution écologiste-socialiste autogestionnaire et féministe est nécessaire. ■

29 mars 2020

Les actions des banques ont plongé partout dans le monde depuis la mi-février 2020. Si les grands actionnaires se débarrassent en priorité des actions des banques, c'est qu'elles sont parmi les plus risquées. Les banques sont en très mauvaise santé, contrairement au discours officiel. Attention, ne nous méprenons pas. Les banques en tant qu'institution sont en mauvaise santé mais cela ne veut pas dire que leurs grands actionnaires et leurs dirigeants n'en tirent pas d'importants revenus. Au contraire, une des raisons pour lesquelles les banques sont en mauvaise santé réside dans le fait que les grands actionnaires et les principaux dirigeants pompent un maximum de fric sur les revenus des banques.

Les banques ont distribué tout au long des dernières années des dividendes très importants à leurs actionnaires. Leurs dirigeants sont très grassement payés. Mais il y a une manière indirecte de faire gagner de l'argent aux grands actionnaires : le rachat d'actions de la banque.

Les banques rachètent leurs propres actions afin d'enrichir leurs grands actionnaires

Une des techniques employées par les grandes banques pour augmenter les revenus et le patrimoine des actionnaires consiste à racheter leurs actions en bourse. Ces dernières années, elles y ont eu recours systématiquement, notamment aux États-Unis à une échelle massive. Si les cours boursiers des banques ont atteint des sommets jusque début février 2020, c'est parce que les diri-

geants des banques, avec l'accord des grands actionnaires, ont fait en sorte que les banques rachètent leurs actions et cela très souvent grâce aux liquidités qui leur sont apportées généreusement par les banques centrales à un coût nul ou dérisoire. À qui les banques ont-elles racheté leurs actions ? À leurs grands actionnaires pardi. Cela procure un très gros revenu à ceux-ci. Expliquons les choses simplement. Prenons l'exemple d'un gros actionnaire qui a acheté un paquet d'actions dont le prix à l'unité est de 70. Si le cours a grimpé jusqu'à 100, et que le gros actionnaire vend une partie des actions à sa propre banque, il empoche 100 pour chaque action, donc 30 de plus que ce qu'il avait payé. Dans certains pays, les « plus-values » sur les actions ne sont même pas taxables sous le prétexte qu'il faut encourager les bourses !

Il est même plus intéressant pour les gros actionnaires de revendre les actions à leur(s) banque(s) – je mets au pluriel car les grands actionnaires sont actionnaires de plusieurs banques – que de toucher des dividendes qui sont susceptibles d'être plus taxés qu'une plus-value sur les actions. Disons que les grands actionnaires combinent les deux revenus : ils revendent une partie de leurs actions en engrangeant une plus-value, et pour les autres actions, ils touchent leur dividende.

L'annonce par l'entreprise qu'elle va racheter ses propres actions est généralement bien perçue par les actionnaires car les sociétés proposent souvent une « prime », c'est-à-dire un prix de rachat supérieure au dernier cours de clôture de l'action visée. De quoi inciter les actionnaires à garder leurs titres et à les apporter à l'offre de rachat, ce qui a en plus l'avantage de faire (re)bondir la cotation du titre en bourse.

Le fait pour la banque de racheter ses propres actions (et donc de les supprimer) lui offre un autre avantage : le volume des

* Nous reproduisons ici une version modifiée et actualisée par l'auteur de l'article paru d'abord sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/Pour-affronter-la-crise-capitaliste-multidimensionnelle-il-faut-exproprier-les>

Covid-19 & Économie

actions en circulation diminue et, du coup, le ratio entre le montant de dividendes distribués et le volume des actions en circulation augmente. La « rentabilité » ou le rendement augmente, ce qui crée artificiellement une demande pour les actions encore en circulation, elles se revendent plus cher à la bourse et la cotation de la banque augmente.

Comme l'écrit le *Financial Times*, expert en la matière : « Les rachats d'actions sont neutres, en théorie, pour la valeur d'une entreprise car chaque dollar remis aux actionnaires est un dollar de moins dans son bilan. Cependant, une réduction du nombre d'actions en circulation augmente le bénéfice par action – ce qui peut souvent faire monter les prix – tout en augmentant la rémunération des dirigeants. » (1)

Il faut noter qu'entre début 2009 et fin septembre 2019, les grandes banques des États-Unis ont consacré 863 milliards de dollars aux rachats de leurs propres actions (2). Après le secteur dominé par Google, Apple, Amazon, Facebook qui a procédé à des rachats d'actions pour un montant de 1 394

milliards de dollars, le secteur bancaire aux États-Unis est celui qui a racheté le plus grand volume d'actions, beaucoup plus que le secteur industriel ou que les secteurs de l'énergie et des biens primaires. Le total des rachats tous secteurs confondus a atteint aux États-Unis plus de 5 250 milliards de dollars pendant la même période. C'est un des facteurs principaux de la bulle boursière. Le même phénomène est observable sur les autres continents avec les mêmes effets.

Alors que les bourses sont censées être le lieu où les entrepreneurs capitalistes réunissent des capitaux supplémentaires par la vente de leurs actions afin de développer leurs entreprises, elles opèrent en réalité comme des temples de la spéculation où les entreprises viennent racheter leurs propres actions afin de favoriser leurs grands actionnaires. C'est une des raisons pour lesquelles il faudrait fermer les bourses.

Il s'agit là de mouvements purement artificiels du capital fictif (3). Mais l'illusion peut durer des années. Et c'est ce qui vient de se passer.

Cela ne pouvait pas durer éternellement. Depuis deux ou trois ans, de nombreux économistes hétérodoxes et plusieurs organismes internationaux annonçaient la fin prochaine du cycle haussier du marché boursier

car il était évident qu'une bulle spéculative s'y était développée et qu'elle allait éclater. À partir de la mi-février 2020, suite à l'extension de l'épidémie du coronavirus et ses effets sur la locomotive chinoise, les grands actionnaires ont considéré que la fête était terminée et ont décidé brutalement de vendre en très grande quantité des paquets d'actions. Ils ont été les premiers à vendre et à empocher un maximum de gains. De nombreux fonds de pension et fonds d'investissement ont suivi et ont donné des ordres de vente entraînant une dégringolade brutale du cours des actions.

Avec la crise de février-mars 2020, les banques étasuniennes ont annoncé à la mi-mars qu'elles cessaient de racheter leurs propres actions car, selon le *Financial Times*, la poursuite des rachats risquait de heurter l'opinion publique. Le 27 mars, la BCE a annoncé qu'elle demandait aux deux cents plus grandes banques de la zone euro de renoncer pour une période limitée dans le temps à racheter leurs actions.

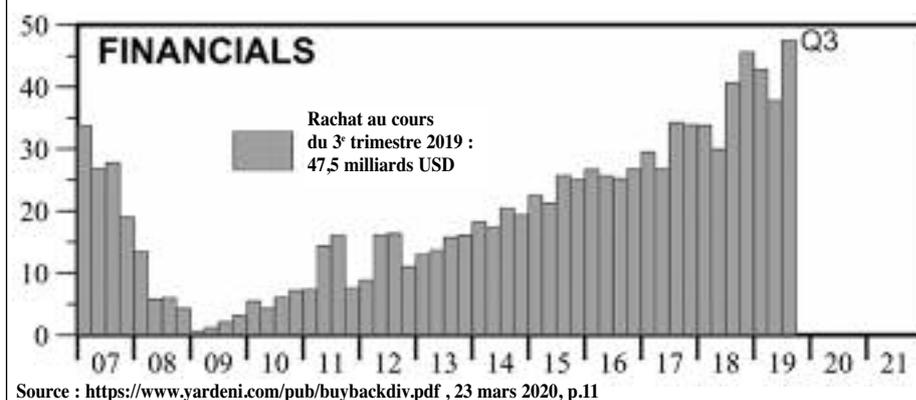
Au cours du mois de mars 2020, les discours des dirigeants des grandes banques centrales qui se voulaient rassurants ont produit l'effet inverse. Les détenteurs d'actions des banques se sont dit que si les banques centrales annonçaient des mesures aussi

1. *Financial Times*, « Bank-led freeze on stock buybacks could spread across US market », <https://www.ft.com/content/b1fa1688-68f6-11ea-a3c9-1fe6fedcca75>, 20 mars 2020

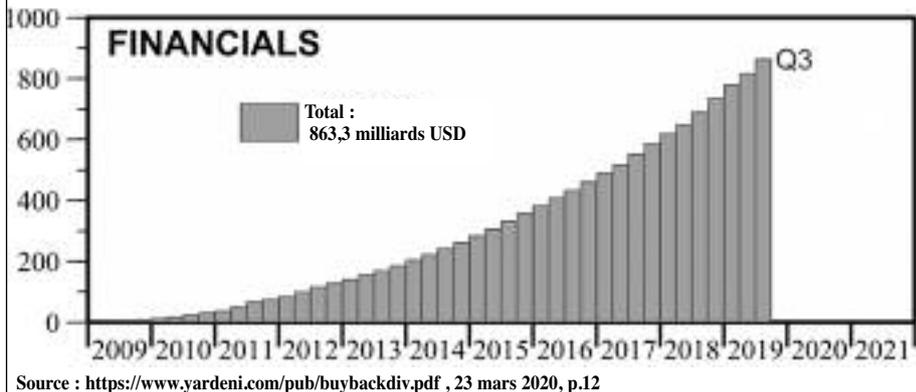
2. S&P 500 Buybacks & Dividends – buybackdiv.pdf : <https://www.yardeni.com/pub/buybackdiv.pdf>, 23 mars 2020, Graphique/Figure 15 « Financials ».

3. « Le capital fictif est une forme de capital (des titres de la dette publique, des actions, des créances) qui circule alors que les revenus de la production auxquels il donne droit ne sont que des promesses, dont le dénouement est par définition incertain » (Entretien avec Cédric Durand réalisé par Florian Gulli, *La Revue du projet* : <http://projet.pcf.fr/70923>). Selon Michel Husson, « le cadre théorique de Marx lui permet l'analyse du "capital fictif", qui peut être défini comme l'ensemble des actifs financiers dont la valeur repose sur la capitalisation d'un flux de revenus futurs : "On appelle capitalisation la constitution du capital fictif" (Karl Marx, *Le Capital*, Livre III). Si une action procure un revenu annuel de 100 £ et que le taux d'intérêt est de 5%, sa valeur capitalisée sera de 2000 £. Mais ce capital est fictif, dans la mesure où "il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le proces réel de mise en valeur du capital" (Karl Marx, *Le Capital*, Livre III) » (Michel Husson, « Marx et la finance : une approche actuelle », *À l'Encontre*, décembre 2011, <https://alencontre.org/economie/marx-et-la-finance-une-approche-actuelle.html>). Pour Jean-Marie Harribey : « Les bulles éclatent quand le décalage entre valeur réalisée et valeur promise devient trop grand et que certains spéculateurs comprennent que les promesses de liquidation profitable ne pourront être honorées pour tous, en d'autres termes, quand les plus-values financières ne pourront jamais être réalisées faute de plus-value suffisante dans la production. » (Jean-Marie Harribey, « La baudruche du capital fictif, lecture du Capital fictif de Cédric Durand », *Les Possibles* n° 6, Printemps 2015 : <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/debats/article/la-baudruche-du-capital-fictif>).

Graphique 1 : Les banques rachètent leurs propres actions
Évolution entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 3^e trimestre 2019



Graphique 2 : Montants cumulés des rachats d'actions par les banques
entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 3^e trimestre 2019



imposantes, c'est que l'heure était vraiment grave et qu'il ne fallait pas perdre une minute pour revendre ce qui pouvait être vendu avant que les prix baissent encore plus. Toute l'augmentation de valeur des actions des banques des dernières années a été annulée. Mais entre-temps, les grands actionnaires ont « pris leurs profits », comme on dit dans le jargon des commentateurs de bourse. Ils ont revendu des paquets d'actions en empochant la différence entre le prix d'achat qu'ils ont payé au début de la bulle boursière et le début du mouvement de vente pendant la saison des soldes et des liquidations. Ils ont trouvé pour acheteurs des fonds d'investissement et des *hedge funds* (4) à la recherche de prix bradés. Les gros actionnaires n'ont pas tout vendu : maintenant que le prix des actions a très fortement baissé, ils gardent ce qu'ils n'ont pas vendu, cela leur permet de préserver leur poids déterminant dans la banque (avec 4 à 6 % des actions, un grand actionnaire peut contrôler une société qu'elle soit une banque ou une autre société). Ces gros actionnaires attendent que les gouvernements et les banques centrales « avec leur plan d'aide » entraînent une remontée des prix dans les mois qui viennent. Ici, il convient de préciser qu'il est beaucoup trop tôt pour faire des prévisions sur la durée de cette crise et sur le temps qu'il faudra pour que les marchés boursiers repartent durablement à la hausse. Cela peut durer quelques mois comme cela peut durer plusieurs années. En plus de la durée de la pandémie, de la durée de la crise dans le secteur de la production, des événements sociaux et politiques peuvent également influencer fortement sur le calendrier.

Dans l'immédiat, les banques vont déclarer des pertes et ne paieront pas d'impôt. Elles vont recevoir à profusion de nouveaux cadeaux des gouvernements et des banques centrales. Attention, il faut faire une différence entre les grands actionnaires des banques qui font des profits et les banques comme telles qui voient fondre leur capital, dégringoler le cours de leurs actions et annoncer des pertes et, qui sait, pour certaines d'entre elles la faillite. À noter que les banques étatsuniennes viennent de se vanter auprès de leurs actionnaires qu'elles avaient réalisé de très importants gains grâce aux ventes massives d'actions en bourse au cours du premier trimestre de 2020. Il faut savoir que les banques touchent des commissions sur les ventes d'actions tous secteurs confondus. Plus les actions changent de propriétaires sur les marchés boursiers et plus les banques gagnent d'argent même si les valeurs boursières chutent. Selon le *Financial Times* du 26 mars 2020, les

revenus des banques des États-Unis en ce qui concerne les activités de marché ont augmenté de 30% en février-mars 2020. Cette augmentation concerne les 12 plus grandes banques. Cela ne les empêchera pas de déclarer des pertes sur leurs activités globales de manière à ne pas payer d'impôts.

Les grands actionnaires considèrent la banque comme une source optimale de revenus quitte à l'amener au bord de la faillite. Ils sont convaincus que la ou les banques dont ils sont actionnaires sont trop grandes pour faire réellement faillite. Ils savent que les autorités publiques dirigées par leurs amis du gouvernement et de la banque centrale apporteront leur aide aux banques pour les sauver avec l'argent du contribuable. Ils sont les premiers en cas de dégringolade du cours des actions à se débarrasser d'une bonne partie de celles-ci mais ils en gardent une quantité telle qu'ils pourront toujours contrôler la situation. Les grands actionnaires sont protégés par la loi qui considère que la responsabilité de l'actionnaire se limite aux actions qu'il détient dans l'entreprise. Même si les grands actionnaires sont responsables de pertes énormes, tout ce qu'ils risquent c'est de perdre leur mise. Or ils n'ont pas tous leurs œufs dans un même panier, ils sont actionnaires dans de multiples sociétés de différents secteurs et leur fortune est aussi diversifiée. Une grande partie de leur patrimoine est composé d'actifs plus solides que des actions : des biens immobiliers, des biens artistiques de grande valeur, de l'or, des yachts, des avions...

Comme je l'ai expliqué dans de précédents articles (5) il faut ajouter que les grands actionnaires (et d'autres spéculateurs) jouent aux montagnes russes quand les marchés boursiers sont très agités. Le jour où le marché est à la baisse, en début de séance, les actionnaires vendent des paquets d'actions et au cours de la journée ou le lendemain matin si le marché repart à la hausse, ils sont les premiers à racheter des actions quand le prix est au plus bas. C'est ainsi qu'on assiste à des jours où les cours boursiers dégringolent suivis de jours où ils remontent de manière éphémère. Mais présentement la tendance est très clairement à la dégringolade et les grands actionnaires se défont de grands paquets d'action.

Évolution du cours des actions des banques

● En Europe, entre le 17 février et le 12 mars 2020, les prix des actions des banques européennes ont littéralement plongé, en majorité les pertes se situent entre 30 et 45 %. Dans le cas de Natixis (qui a été sauvée de la

faillite au cours de la crise précédente), la chute est de 54 %.

Pendant la même période, les actions des principales banques scandinaves ont également chuté fortement (chute de 24 % à 38 % selon les cas).

● Aux Amériques, les actions des 8 plus grandes banques étatsuniennes ont chuté de 23 % à 34 % selon les cas. Les banques canadiennes ont également chuté mais moins que leurs voisines. Les actions des principales banques du Mexique, de Colombie, du Brésil, du Chili et d'Argentine ont aussi dégringolé et cela a continué par la suite.

● En Asie, toutes les grandes banques des principaux pays ont également chuté en bourse. La chute des banques chinoises est nettement plus limitée que celle du reste du monde mais attention cette chute avait commencé dès le mois de janvier. Ce sont les banques japonaises qui ont dégringolé le plus.

● En Afrique, les actions des banques des 4 principales économies ont également chuté. Les banques du Nigeria ont été les plus touchées par la chute des prix des actions.

On voit très clairement que ce sont les actions des banques européennes qui ont le plus baissé entre le 17 février et le 13 mars 2020.

Pour affronter la crise capitaliste multidimensionnelle, il faut exproprier les banquiers et socialiser les banques

Les gouvernements et les autorités bancaires mentent systématiquement à propos du bulletin de santé des banques. Les grands

4. Les *hedge funds*, contrairement à leur nom qui signifie couverture, sont des fonds d'investissement non cotés à vocation spéculative, qui recherchent des rentabilités élevées et utilisent abondamment les produits dérivés, en particulier les options, et recourent fréquemment à l'effet de levier (voir supra). Les principaux *hedge funds* sont indépendants des banques, quoique fréquemment les banques se dotent elles-mêmes de *hedge funds*. Ceux-ci font partie de la finance de l'ombre (ou fantôme, ou système bancaire parallèle) à côté des *Special Purpose Vehicle* (SPV, nom générique des véhicules de financement créés dans le cadre des opérations de titrisation) et des *Money market funds* (sociétés financières des États-Unis et d'Europe, très peu ou pas du tout contrôlées ni réglementées car elles n'ont pas de licence bancaire). Les *hedge funds* ont joué un rôle d'éclaircisseur dans les dernières crises financières : spéculant à la baisse, ils persuadent le gros du bataillon de leur clairvoyance et créent ainsi une prophétie spéculative auto-réalisatrice.

5. Cf. l'article publié en p.7 de ce numéro d'*Inprecor* ainsi que É. Toussaint, « Non, le coronavirus n'est pas le responsable de la chute des cours boursiers » (<https://cadtm.org/Non-le-coronavirus-n-est-pas-le-responsable-de-la-chute-des-cours-boursiers>).

médias relayent ce discours mensonger car ils sont largement dépendants des banques qui financent une partie de la publicité dont ils vivent. Certains banquiers ou grands actionnaires de banques sont propriétaires de grands médias ou d'agences comme Bloomberg qui informent sur la situation des marchés financiers. Les plans de sauvetages mis en pratique par les banques centrales ne visent pas à répondre aux besoins urgents des populations affectées par la pandémie du coronavirus. Que ce soit en Europe, aux États-Unis ou au Japon, les aides financières massives octroyées par les banques centrales visent principalement à protéger et à sauver les grands actionnaires des banques privées en particulier et le système de domination capitaliste en général.

Il est fondamental de dire la vérité sur les banques et de réussir à convaincre de plus en plus de personnes qu'il faut exproprier les grands actionnaires des banques, c'est-à-dire les capitalistes propriétaires des banques. L'expropriation doit se faire sans indemnité et doit permettre de créer un véritable service public de l'épargne, du crédit et des assurances sous contrôle citoyen. C'est ce que le CADTM appelle la socialisation complète des banques et des assurances.

Cette mesure doit faire partie d'un programme plus vaste qui comporte la suspension du paiement de la dette suivie de l'annulation des dettes illégitimes qu'elles soient privées ou publiques, la fermeture des bourses, la création d'un véritable service national de santé publique gratuit, l'expropriation sans indemnité des entreprises pharmaceutiques et des laboratoires privés de recherche et leur transfert dans le secteur public sous contrôle citoyen, l'expropriation sans indemnité des entreprises du secteur de l'énergie (pour pouvoir réaliser de manière planifiée la lutte contre la crise écologique) et bien d'autres mesures radicales et fondamentales, dont des mesures d'urgence pour améliorer tout de suite les conditions de vie de la majorité de la population.

La riposte nécessaire à la pandémie du coronavirus doit être l'occasion de promouvoir une authentique révolution pour modifier radicalement la société dans son mode de vie, son mode de propriété, son mode de production, dans les valeurs qui inspirent les comportements. Cette révolution aura lieu seulement si les victimes du système entrent en auto-activité, s'auto-organisent et délogent ou expulsent le 1 % et ses larbins des différents centres du pouvoir pour créer un véritable pouvoir démocratique. Une révolution écologiste-socialiste autogestionnaire et féministe est nécessaire. ■

29 mars 2020

Contagion sociale : Guerre de classe microbiologique en Chine

Par
la revue Chuang*

Wuhan – à côté de Chongqing, de Nanjing et de Nanchang ou de Changsha, de grandes villes historiques situées le long ou à proximité de la vallée du Yangtsé – est familièrement connue comme l'une des « quatre fournaies » chinoises à cause de son été humide et étouffant. Parmi ces quatre villes, Wuhan est cependant aussi parsemée de fournaies au sens littéral. L'énorme complexe urbain est une concentration des industries de l'acier, du béton et autres, liées à la construction, son paysage est parsemé des hauts-fourneaux à refroidissement lent des dernières aciéries appartenant à l'État, maintenant frappées par la surproduction, ce qui les amène à réduire une nouvelle fois leurs effectifs – une restructuration générale en vue de la privatisation – et qui a donné lieu à plusieurs grandes grèves et manifestations au cours des cinq dernières années. La ville est essentiellement la capitale de la construction en Chine, ce qui signifie qu'elle a joué un rôle particulièrement important dans la période qui a suivi la crise économique mondiale, puisque ce sont les années où la croissance chinoise a été stimulée par l'injection de fonds d'investissement dans des projets d'infrastructure et d'immobilier. Wuhan a non seulement alimenté cette bulle avec son offre excédentaire de matériaux de construction et d'ingénieurs civils, mais elle est aussi devenue, ce faisant, une ville en plein essor immobilier. Selon nos propres calculs, en 2018-2019, la

* *Chuang* (l'image d'un cheval franchissant une porte, qui signifie : pour se libérer – attaquer, charger, pour percer, entrer ou sortir de force, agir avec impétuosité ; (chuanguan) : pour exécuter un blocus ; (chuang-zuò) : assister à un festin sans être invité) est une revue et un collectif formé par des militant·es qui vivent ou voyagent en Chine continentale depuis la fin des années 1980. Cet article collectif a été publié en anglais, le 26 février 2020, sur le blog de Chuang : <http://chuangcn.org/2020/02/social-contagion/> (Nous avons repris, en la corrigeant sérieusement, la traduction française parue sur le site *Des nouvelles du front* : <https://dndf.org/?p=18327>).

superficie totale consacrée aux chantiers de construction à Wuhan était équivalente à la taille de l'île de Hong Kong.

Mais aujourd'hui, cette fournaise, ce moteur de l'économie chinoise de l'après-crise, semble se refroidir à l'instar des hauts-fourneaux. Ce processus était déjà bien engagé, mais la métaphore n'est plus seulement économique, puisque la ville autrefois animée a été fermée pendant plus d'un mois, ses rues étant vidées par décision gouvernementale : « *La plus grande contribution que vous puissiez apporter c'est de ne pas vous rassembler, de ne pas provoquer le chaos* », peut-on lire en gros titre du *Guangming Daily*, journal du département de la propagande du Parti communiste chinois. Aujourd'hui, les nouvelles grandes avenues de Wuhan et les étincelants bâtiments de verre et d'acier qui les couronnent sont tous froids et creux, alors que l'hiver s'annonce avec le Nouvel An lunaire et que la ville stagne sous la contrainte de la quarantaine. S'isoler est un bon conseil pour quiconque se trouve en Chine, où l'épidémie du nouveau coronavirus (récemment rebaptisé SRAS-CoV-2 et sa maladie Covid-19) a déjà tué plus de personnes que son prédécesseur, l'épidémie de SRAS de 2003. Le pays tout entier est verrouillé, comme il l'était pendant le SRAS. Les écoles sont fermées et les gens sont enfermés chez eux dans tout le pays. Presque toute l'activité économique s'est arrêtée pour la fête du Nouvel An lunaire le 25 janvier, mais la pause a été prolongée d'un mois pour freiner la propagation de l'épidémie. Les fourneaux de la Chine semblent avoir cessé de chauffer, ou du moins avoir été réduits à des charbons ardents. Mais d'une certaine manière, la ville est devenue un autre type de fournaise, car le coronavirus enfièvre une masse de sa population.

Le début de cette épidémie a été à tort imputé à toutes sortes de causes, à commencer par la thèse conspirationniste d'une propagation voulue et/ou accidentelle d'une souche de virus par l'Institut de virologie de Wuhan – une affirmation douteuse diffusée par les réseaux sociaux, notamment par les



messages paranoïaques de Hong Kong et de Taïwan sur Facebook, mais désormais soutenue par des organes de presse conservateurs et des intérêts militaires en Occident –, jusqu'à la propension des Chinois à consommer des aliments « sales » ou « étranges », puisque l'épidémie de virus serait liée à des chauves-souris ou à des serpents vendus dans un « marché de produits frais », semi-illégal, spécialisé dans la faune sauvage et d'autres animaux rares (bien que, selon des recherches récentes, ce ne soit pas sa première source). Ces deux grands thèmes témoignent du bellicisme et de l'orientalisme qui caractérisent les reportages sur la Chine, et un certain nombre d'articles ont souligné ce fait fondamental. Mais même ces critiques ont tendance à se concentrer uniquement sur les questions de la perception du virus dans la sphère culturelle, passant beaucoup moins de temps à creuser les dynamiques beaucoup plus brutales qui se cachent sous la frénésie médiatique.

Une variante un peu plus complexe comprend au moins les conséquences économiques, même si elle exagère les répercussions politiques potentielles pour l'effet rhétorique. Nous trouvons ici les suspects habituels, qui vont des politiciens faucons de guerre et tueurs de dragons jusqu'aux propagandistes du libéralisme : les journaux, depuis *National Review* jusqu'au *New York Times*, ont déjà laissé entendre que l'épidémie pourrait

entraîner une « crise de légitimité » du PCC, malgré le fait qu'il y ait à peine une odeur de soulèvement dans l'air. Mais le noyau de vérité de ces prédictions réside dans leur compréhension des dimensions économiques de la quarantaine – ce qui ne pouvait guère être perdu pour les journalistes ayant des portefeuilles d'actions plus épais que le crâne. Car le fait est que, malgré l'appel du gouvernement à s'isoler, les gens pourraient bientôt être obligés de « se rassembler » pour s'occuper des besoins de la production. Selon les dernières estimations initiales, l'épidémie entraînera déjà un ralentissement du taux de croissance du PIB de la Chine, à 5 % cette année, en dessous de son taux déjà faible de 6 % l'an dernier, le plus bas depuis trois décennies. Certains analystes ont déclaré que la croissance du premier trimestre pourrait baisser de 4 % au moins, et que cela pourrait déclencher une sorte de récession mondiale. Une question auparavant impensable a été posée : qu'advient-il réellement de l'économie mondiale lorsque la fournaise chinoise commencera à refroidir ?

En Chine même, la trajectoire finale de cet événement est difficile à prévoir, mais ce moment a déjà déclenché un processus collectif rare de remise en question et de réflexion de la société. L'épidémie a directement infecté plus de 80 000 personnes (selon l'estimation la plus prudente), mais

elle a provoqué un choc dans la vie quotidienne sous le capitalisme pour 1,4 milliard de personnes, piégées dans un moment d'autoréflexion précaire. Ce moment, bien que rempli de peur, a amené tout le monde à se poser simultanément des questions profondes : Que va-t-il m'arriver ? À mes enfants, ma famille et mes amis ? Aurons-nous assez de nourriture ? Serai-je payé ? Vais-je payer un loyer ? Qui est responsable de tout cela ? D'une manière étrange, l'expérience subjective ressemble un peu à celle d'une grève de masse – mais qui, dans son caractère non spontané, de haut en bas et, surtout, dans son hyper-atomisation involontaire, illustre les énigmes fondamentales de notre propre actualité politique étranglée, aussi clairement que les véritables grèves de masse du siècle précédent ont élucidé les contradictions de leur époque. La quarantaine est donc comme une grève vidée de ses caractéristiques communes, mais néanmoins capable de provoquer un choc profond à la fois sur le plan psychique et économique. Ce seul fait la rend digne de réflexion.

Bien sûr, la spéculation sur la chute imminente du PCC est une absurdité, l'un des passe-temps favoris du *New Yorker* et de *The Economist*. Pendant ce temps, les protocoles médiatiques normaux sont en cours : les articles de presse ouvertement racistes publiés dans les médias traditionnels

Covid-19 & Chine

sont contrés sur le web par un essaim d'articles de réflexion qui polémiquent contre l'orientalisme et d'autres facettes de l'idéologie. Mais la quasi-totalité de cette discussion reste au niveau de la description – ou, au mieux, de la politique de confinement et des conséquences économiques de l'épidémie – sans se pencher sur la question de savoir pourquoi ces maladies sont apparues, et encore moins sur pourquoi elles sont devenues des pandémies. Cependant, même cela n'est pas tout à fait suffisant. Ce n'est pas le moment pour un simple exercice de « *Scoobi-Doo marxiste* », consistant à enlever le masque du méchant pour révéler que, oui, en effet, c'est le capitalisme qui a causé le coronavirus depuis le début ! Ce ne serait pas plus subtil que ces commentateurs étrangers reniflant le changement de régime. Bien sûr, le capitalisme est coupable – mais comment, exactement, la sphère socio-économique est-elle en interface avec la sphère biologique, et quelles leçons plus profondes peut-on tirer de toute cette expérience ?

En ce sens, l'épidémie offre deux occasions de réflexion :

❶ Premièrement, il s'agit d'une ouverture instructive dans laquelle nous pourrions passer en revue des questions substantielles sur la manière dont la production capitaliste se rapporte au monde non humain à un niveau plus fondamental – comment, en bref, le « *monde naturel* », y compris ses substrats microbiologiques, ne peut être compris sans référence à la manière dont la société organise la production (parce que les deux ne sont pas, en fait, séparés). En même temps, cela nous rappelle que le seul communisme digne de ce nom est celui qui inclut le potentiel d'un naturalisme pleinement politisé.

❷ Deuxièmement, nous pouvons également utiliser ce moment d'isolement pour notre propre réflexion sur l'état actuel de la société chinoise. Certaines choses ne deviennent claires que lorsque tout s'arrête de manière inattendue, et un tel ralentissement ne peut que rendre visibles des tensions jusqu'alors occultées.

1. Une grande partie de ce que nous allons expliquer dans cette section est simplement un résumé plus concis des arguments de Robert G. Wallace, destiné à un public plus large et sans qu'il soit nécessaire de « *faire valoir* » les arguments d'autres biologistes par l'exposé d'une argumentation rigoureuse et de preuves étendues. Pour ceux qui voudraient contester les preuves de base, nous nous référons tout au long du texte aux travaux de Wallace et de ses collègues.

2. Robert G. Wallace, *Big Farms Make Big Flu : Dispatches on Infectious Disease, Agribusiness, and the Nature of Science*, éd. Monthly Review Press, 2016, p. 52.

Nous allons donc explorer ces deux questions, en montrant non seulement comment l'accumulation capitaliste produit de tels fléaux, mais aussi comment le moment de la pandémie est lui-même un exemple contradictoire de crise politique, rendant visibles aux gens les potentiels et les dépendances invisibles du monde qui les entoure, tout en offrant une excuse supplémentaire pour étendre les systèmes de contrôle encore plus loin dans la vie quotidienne.

La production de fléaux

Le virus SRAS-CoV-2, à l'origine de l'actuelle épidémie Covid-19, comme ses prédécesseurs – le SRAS-CoV de 2003, la grippe aviaire et la grippe porcine avant lui – a germé au carrefour de l'économie et de l'épidémiologie. Ce n'est pas une coïncidence si tant de ces virus ont pris le nom d'animaux. La propagation de nouvelles maladies à la population humaine est presque toujours le produit de ce que l'on appelle le transfert zoonotique, qui est une façon technique de dire que ces infections passent des animaux aux humains. Ce saut d'une espèce à l'autre est conditionné par des éléments tels que la proximité et la régularité des contacts, qui construisent tous l'environnement dans lequel la maladie est forcée d'évoluer. Lorsque cette interface entre l'homme et l'animal change, elle modifie également les conditions dans lesquelles ces maladies évoluent. Sous les « *quatre fournaises* », se trouve donc plus fondamentalement ce qui sous-tend les centres industriels du monde : la cocotte-minute évolutive de l'agriculture et de l'urbanisation capitalistes. Cela fournit le moyen idéal permettant la naissance des fléaux toujours plus dévastateurs, leur transformation et leurs sauts zoonotiques, et finalement leur agressive arrivée dans la population humaine. À cela s'ajoutent des processus tout aussi intensifs qui se produisent en marge de l'économie, où des souches « *sauvages* » sont rencontrées par des personnes poussées à des incursions agro-économiques toujours plus profondes dans les écosystèmes locaux. Le coronavirus le plus récent, dans ses origines « *sauvages* » et sa propagation soudaine à travers un noyau fortement industrialisé et urbanisé de l'économie mondiale, représente les deux dimensions de notre nouvelle ère de fléaux politico-économiques.

L'idée de base est ici développée de manière très approfondie par des biologistes de gauche comme Robert G. Wallace, dont le livre *Big Farms Make Big Flu* (Les grandes fermes font les grandes gripes), publié en 2016, établit de manière exhaustive le lien

entre l'agrobusiness capitaliste et l'étiologie des récentes épidémies allant du SRAS à Ebola (1). Ces épidémies peuvent être regroupées en deux catégories, la première trouvant son origine au cœur de la production agro-économique, et la seconde autour d'elle. En retraçant la propagation du H5N1, également connu sous le nom de grippe aviaire, il a résumé plusieurs facteurs géographiques clés pour les épidémies qui ont leur origine dans le noyau productif : « *Les territoires ruraux de nombreux pays parmi les plus pauvres sont aujourd'hui caractérisés par une agro-industrie non réglementée qui côtoie les bidonvilles périurbains. La transmission incontrôlée des virus dans les zones vulnérables augmente la variation génétique avec laquelle le H5N1 peut développer des caractéristiques spécifiques à l'homme. En se propageant sur trois continents, le H5N1, qui évolue rapidement, entre également en contact avec une variété croissante d'environnements socio-écologiques, y compris des combinaisons locales spécifiques de types d'hôtes prévalents, de modes d'élevage de la volaille et de mesures de santé animale* » (2).

Cette propagation est, bien sûr, alimentée par les circuits mondiaux des marchandises et les migrations régulières de la main-d'œuvre qui définissent la géographie économique capitaliste. Le résultat est « *une sorte de sélection croissante par la voie humaine* » par laquelle le virus dispose d'un plus grand nombre de voies d'évolution en un temps plus court, permettant à ses variantes les plus adaptées de surpasser les autres.

Mais c'est un point facile à faire valoir, et déjà couramment dans la presse grand public : la « *mondialisation* » permet la propagation plus rapide de ces maladies – avec toutefois un élément supplémentaire important, à savoir que ce processus de circulation même stimule également la mutation plus rapide du virus. Cependant, le fond de la question c'est qu'avant que la circulation n'améliore la résilience de ces maladies, la logique de base du capital permet de prendre des souches virales auparavant isolées ou inoffensives et de les placer dans des environnements hyperconcurrentiels qui favorisent les caractéristiques spécifiques à l'origine des épidémies, telles que la rapidité du cycle de vie des virus, la capacité de saut zoonotique entre les espèces porteuses et la capacité à faire évoluer rapidement de nouveaux vecteurs de transmission. Ces souches tendent à se distinguer précisément par leur virulence. En termes absolus, il semble que le développement de souches plus virulentes aurait l'effet inverse, puisque le fait de tuer l'hôte



plus tôt donne moins de temps au virus pour se propager. Le rhume est un bon exemple de ce principe, en maintenant généralement des niveaux d'intensité faibles qui facilitent sa diffusion dans la population. Mais dans certains environnements, la logique inverse a beaucoup plus de sens : lorsqu'un virus a de nombreux hôtes de la même espèce à proximité, et surtout lorsque ces hôtes peuvent déjà avoir des cycles de vie raccourcis, l'augmentation de la virulence devient un avantage pour l'évolution.

Là encore, l'exemple de la grippe aviaire est un exemple frappant. Wallace souligne que des études ont montré « l'absence de souches endémiques hautement pathogènes dans les populations d'oiseaux sauvages, qui sont pourtant la source principale de presque tous les sous-types de grippe » (3), alors que les populations domestiques rassemblées dans les fermes industrielles semblent avoir un lien évident avec ces épidémies, pour des raisons évidentes : « La culture de monocultures génétiques d'animaux domestiques supprime les pare-feu immunitaires qui pourraient être disponibles pour ralentir la transmission. Des populations plus nombreuses et plus denses facilitent des taux de transmission plus élevés. Ces conditions de promiscuité diminuent la réponse immunitaire. Le haut débit, qui fait partie de toute production industrielle, fournit un approvisionnement continuellement renouvelé de sujets sensibles, le carburant de l'évolution de la virulence » (4).

Et, bien sûr, chacune de ces caractéristiques est un prolongement de la logique de la concurrence industrielle. En particulier, le rythme rapide du « débit » dans de tels contextes a une dimension éminemment biologique : « Dès que les animaux industriels atteignent le bon volume, ils sont tués.

Les infections grippales présentes doivent atteindre rapidement leur seuil de transmission chez un animal donné (...) Plus les virus sont produits rapidement, plus les dommages causés à l'animal sont importants... » (5). Ironiquement, la tentative de réprimer de tels foyers par des abattages massifs – comme dans les cas récents de peste porcine africaine qui ont entraîné la perte de près d'un quart de l'approvisionnement mondial en viande de porc – peut avoir pour effet involontaire d'augmenter encore plus cette pression de sélection, induisant ainsi l'évolution de souches hyper-virulentes. Bien que de telles épidémies se soient historiquement produites chez des espèces domestiquées, souvent à la suite de périodes de guerre ou de catastrophes environnementales, qui ont accru la pression sur les populations de bétail, l'augmentation de l'intensité et de la virulence de ces maladies a indéniablement suivi la propagation de la production capitaliste.

Histoire et étiologie

Les fléaux sont en grande partie l'ombre de l'industrialisation capitaliste, tout en agissant comme son signe avant-coureur. Les cas évidents de variole et d'autres pandémies introduites en Amérique du Nord sont trop simples pour servir d'exemple, car leur intensité a été renforcée par la séparation à long terme des populations par la géographie physique – et ces maladies avaient, quoi qu'il en soit, déjà acquis leur virulence grâce aux réseaux mercantiles précapitalistes et à l'urbanisation précoce en Asie et en Europe. Si nous regardons plutôt l'Angleterre, où le capitalisme est d'abord apparu dans les campagnes par l'expulsion massive des paysans, remplacés par des monocultures de bétail, nous voyons les premiers exemples de

ces fléaux distinctement capitalistes. Trois pandémies différentes se sont produites dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, de 1709 à 1720, de 1742 à 1760 et de 1768 à 1786. À l'origine de chacune d'entre elles il y avait le bétail importé d'Europe, infecté par les pandémies précapitalistes normales qui ont suivi les guerres. Mais en Angleterre, le bétail avait commencé à être concentré d'une nouvelle façon, et l'introduction des stocks infectés allait donc déferler dans la population de façon beaucoup plus agressive qu'ailleurs en Europe. Ce n'est donc pas un hasard si les foyers étaient centrés dans les grandes laiteries de Londres, qui fournissaient un environnement idéal pour l'intensification du virus.

En fin de compte, les foyers ont été contenus grâce à un abattage sélectif précoce à petite échelle, combiné à l'application de pratiques médicales et scientifiques modernes – essentiellement similaires à la manière dont ces épidémies sont jugulées aujourd'hui. C'est le premier exemple de ce qui deviendra un modèle, imitant celui de la crise économique elle-même : des effondrements de plus en plus intenses qui semblent placer tout le système au bord du précipice, mais qui sont finalement surmontés grâce à une combinaison de sacrifices massifs qui libèrent le marché/population, et une intensification des progrès technologiques – dans ce cas, les pratiques médicales modernes et des nouveaux vaccins, qui arrivent souvent de manière insuffisante et trop tard, mais contribuent tout de même à éponger les dégâts causés par la dévastation.

Mais cet exemple de la patrie du capitalisme doit aussi être associé à une explication des effets que les pratiques agricoles capitalistes ont eues sur sa périphérie. Si les pandémies de bétail de l'Angleterre capitaliste précoce ont été contenues, les résultats ont été bien plus dévastateurs ailleurs. L'exemple ayant eu le plus grand impact historique est probablement celui de l'épidémie de peste bovine en Afrique, qui a eu lieu dans les années 1890. La date en elle-même n'est pas une coïncidence : la peste bovine avait frappé l'Europe avec une intensité qui suivait de près la croissance de l'agriculture à grande échelle, et n'a été freinée que par les progrès de la science moderne. Mais la fin du XIX^e siècle a vu l'apogée de l'impérialisme européen, incarné par la colonisation de l'Afrique. La peste bovine a été introduite d'Europe en Afrique de l'Est avec les Italiens,

3. Ibid, p. 56.

4. Ibid, p. 56-57.

5. Ibid, p. 57.

Covid-19 & Chine

qui cherchaient à rattraper les autres puissances impériales en colonisant la Corne de l'Afrique par une série de campagnes militaires. Ces campagnes se sont pour la plupart soldées par un échec, mais la maladie s'est ensuite propagée dans la population bovine indigène et a fini par se frayer un chemin jusqu'en Afrique du Sud, où elle a dévasté l'économie agricole capitaliste de la colonie, tuant même les troupeaux sur le domaine de l'infâme suprématisse blanc autoproclamé Cecil Rhodes. L'effet historique le plus important a été indéniable : en tuant jusqu'à 80 % à 90 % du bétail, la peste a provoqué une famine sans précédent dans les sociétés essentiellement pastorales de l'Afrique subsaharienne. Ce dépeuplement a été suivi par la colonisation envahissante de la savane par les épineux, qui a créé un habitat pour la mouche tsé-tsé, porteuse de la maladie du sommeil et empêchant le pâturage du bétail. Après la famine, cela a limité le repeuplement de la région, permettant de poursuivre l'expansion des puissances coloniales européennes sur le continent.

Outre le fait qu'elles ont périodiquement provoqué des crises agricoles et produit les conditions apocalyptiques qui ont aidé le capitalisme à s'étendre au-delà de ses premières frontières, de tels fléaux ont également hanté le prolétariat au cœur du monde industrialisé lui-même. Avant de revenir sur les nombreux exemples plus récents, il convient de noter une fois encore que l'épidémie de coronavirus n'a rien de spécifiquement chinois. Les raisons pour lesquelles tant d'épidémies semblent survenir en Chine ne sont pas d'ordre culturel, c'est une question de géographie économique. Cela est parfaitement clair si l'on compare la Chine aux États-Unis ou à l'Europe lorsque ces derniers étaient des plaques tournantes de la production mondiale et de l'emploi industriel de masse (6). Et le résultat est essentiellement identique, avec les mêmes caractéristiques. Les décès de bétail dans les campa-



gnes allaient de pair dans les villes avec de mauvaises pratiques sanitaires et une contamination généralisée. C'est ce qui a été au centre des premiers efforts progressistes des libéraux pour réformer les zones ouvrières, comme en témoigne la réception du roman d'Upton Sinclair, *la Jungle*. Écrit à l'origine pour documenter la souffrance des travailleurs immigrés dans l'industrie de la viande, il a été utilisé par des libéraux plus riches, préoccupés par les atteintes à la santé et les conditions généralement insalubres dans lesquelles leur propre nourriture était préparée.

Cette indignation libérale face à « l'insalubrité », avec tout le racisme qu'elle implique, définit encore ce que nous pourrions considérer comme l'idéologie automatique de la plupart des gens lorsqu'ils sont confrontés aux dimensions politiques de quelque chose comme les épidémies de coronavirus ou de SRAS. Mais les travailleurs ont peu de contrôle sur les conditions dans lesquelles ils travaillent. Plus important encore, s'il est vrai que des conditions insalubres s'échappent de l'usine par la contamination des denrées alimentaires, cette contamination n'est en réalité que la pointe de l'iceberg. De telles conditions sont la norme routinière pour ceux qui y travaillent ou qui vivent dans les colonies prolétariennes voisines, et ces conditions induisent un déclin de la santé au niveau de la population qui offre des conditions encore meilleures pour la propagation des nombreux fléaux du capitalisme. Prenez, par exemple, le cas de la grippe dite espagnole, l'une des épidémies les plus meurtrières de l'histoire. Il s'agit de l'une des premières épidémies de grippe H1N1 (liée à des épidémies plus récentes de grippe porcine et aviaire), et on a longtemps supposé qu'elle était en quelque sorte qualitativement différente des autres variantes de la

grippe, étant donné son nombre élevé de décès. Bien que cela semble être vrai en partie (en raison de la capacité de la grippe à provoquer une réaction excessive du système immunitaire), des analyses ultérieures de la littérature et des recherches épidémiologiques historiques ont montré qu'elle n'était peut-être pas beaucoup plus virulente que d'autres souches. Au contraire, son taux de mortalité élevé était probablement dû principalement à la malnutrition généralisée, à la surpopulation urbaine et aux conditions de vie généralement insalubres dans les zones touchées, ce qui a encouragé non seulement la propagation de la grippe elle-même, mais aussi la culture de surinfections bactériennes en plus de l'infection virale sous-jacente (7).

En d'autres termes, le bilan de la grippe « espagnole », bien que dépeint comme une aberration imprévisible du virus, a été bien renforcé par les conditions sociales. Pendant ce temps, la propagation rapide de la grippe a été rendue possible par le commerce mondial et la guerre mondiale, à l'époque centrée autour des impérialismes qui ont survécu à la Première Guerre mondiale, évoluant rapidement. Et nous retrouvons une fois de plus une histoire désormais familière sur la façon dont une telle souche mortelle de grippe a été produite en premier lieu : bien que l'origine exacte soit encore quelque peu obscure, on suppose maintenant qu'elle provient de porcs ou de volailles domestiques, probablement au Kansas. L'époque et le lieu sont remarquables, car les années qui ont suivi la guerre ont été une sorte de point d'inflexion pour l'agriculture américaine, qui a vu l'application généralisée de méthodes de production de plus en plus mécanisées et de type industriel. Ces tendances n'ont fait que s'accroître dans les années 1920, et l'application massive de technologies

6. Cela ne veut pas dire que les comparaisons entre les États-Unis et la Chine d'aujourd'hui ne sont pas également instructives. Comme les États-Unis ont leur propre secteur agro-industriel massif, ils contribuent eux-mêmes de manière considérable à la production de nouveaux virus dangereux, sans parler des infections bactériennes résistantes aux antibiotiques.

7. Cf. Brundage J.F., Shanks G.D., « What really happened during the 1918 influenza pandemic ? The importance of bacterial secondary infections », *The Journal of Infectious Diseases*, vol. 196, n° 11, décembre 2007, pp. 1717-1718, ainsi que la réponse de l'auteur en pp. 1718-1719 ; Morens D.M., Fauci A.S., « The 1918 influenza pandemic : Insights for the 21st century », *The Journal of Infectious Diseases*, vol. 195, n° 7, avril 2007, pp. 1018-1028.

comme la moissonneuse-batteuse a entraîné à la fois une monopolisation progressive et un désastre écologique, dont la combinaison a abouti à la crise du *Dust Bowl* (8) et à la migration massive qui a suivi. La concentration intensive de bétail qui marquera plus tard les fermes industrielles n'était pas encore apparue, mais les formes plus basiques de concentration et de production intensive qui avaient déjà créé des épidémies de bétail dans toute l'Europe étaient désormais la norme. Les épidémies anglaises de bétail au XVIII^e siècle ont été le premier cas de peste bovine nettement capitaliste, et l'épidémie de peste bovine de l'Afrique des années 1890 le plus important des holocaustes épidémiologiques de l'impérialisme. La grippe « espagnole » peut être considérée comme le premier fléau du capitalisme qui s'est abattu sur le prolétariat.

L'âge d'or

Les parallèles avec l'actuel cas chinois sont évidents. Covid-19 ne peut être compris sans prendre en compte la manière dont les dernières décennies de développement de la Chine, au sein du système capitaliste mondial et à travers lui, ont façonné le système de santé du pays et l'état de la santé publique en général. L'épidémie, aussi nouvelle soit-elle, est donc similaire à d'autres crises de santé publique qui l'ont précédée et qui ont tendance à se produire avec presque la même régularité que les crises économiques. Elles sont considérées de la même manière par la presse populaire – comme s'il s'agissait d'événements aléatoires, des « cygnes noirs », totalement imprévisibles et sans précédent. Mais la réalité, c'est que ces crises sanitaires suivent leurs propres schémas de récurrence, chaotiques et cycliques, rendus plus probables par une série de contradictions structurelles de la production et de la vie prolétarienne sous le capitalisme. Comme dans le cas de la grippe espagnole, le coronavirus a pu s'installer et se propager rapidement grâce à une dégradation générale des soins de santé de base de la population. Mais précisément parce que cette dégradation a eu lieu au milieu d'une croissance économique spectaculaire, elle a été occultée par la splendeur des villes étincelantes et des innombrables usines. Cependant, en Chine les dépenses consacrées aux services publics tels les soins de santé et l'éducation restent extrêmement faibles, et la plupart des dépenses publiques ont été consacrées aux infrastructures en briques et en mortier : les ponts, les routes et l'électricité bon marché pour la production.

Pendant ce temps, la qualité des pro-

duits du marché intérieur est souvent dangereusement médiocre. Pendant des décennies, l'industrie chinoise a produit des exportations de haute qualité et de grande valeur, fabriquées selon les normes les plus élevées pour le marché mondial, comme les iPhones et les puces d'ordinateur. Mais les biens laissés à la consommation sur le marché intérieur ont des normes épouvantables, ce qui provoque régulièrement des scandales et une profonde méfiance de la part du public. Ces nombreux cas font indéniablement écho à *la Jungle* de Sinclair et à d'autres contes de l'Amérique de l'âge d'or. Le scandale du lait à la mélamine de 2008 – cas récent le plus connu – a fait une douzaine de morts et des dizaines de milliers d'hospitalisations (même si des centaines de milliers de personnes ont été touchées). Depuis lors, plusieurs scandales ont régulièrement secoué le public : en 2011, lorsque l'on a découvert que des huiles de gouttière recyclées à partir de pièges à graisse (entre autres des égouts) étaient utilisées dans des restaurants, ou en 2018, lorsque des vaccins défectueux ont tué plusieurs enfants, puis un an plus tard, lorsque des dizaines de personnes ont été hospitalisées après avoir reçu de faux vaccins contre les infections à papillomavirus humain (HPV). Les histoires moins agressives sont encore plus nombreuses et constituent une toile de fond familière pour quiconque vit en Chine : soupe instantanée en poudre coupée avec du savon pour réduire les coûts, entrepreneurs qui vendent des porcs morts de causes mystérieuses aux villages voisins, scandales concernant des magasins de rue les plus susceptibles de vous rendre malade.

Avant l'intégration du pays au système capitaliste mondial, des services de soins de santé en Chine étaient fournis (principalement dans les villes) dans le cadre du système de prestations des entreprises ou (principalement mais pas exclusivement dans les campagnes) par des cliniques locales de soins de santé dotées d'un personnel abondant de « *médecins aux pieds nus* », le tout fourni gratuitement. Les succès des soins de santé de « *l'ère socialiste* », tout comme ceux de l'éducation de base et de l'alphabétisation, ont été suffisamment importants pour que même les critiques les plus sévères du pays aient dû les reconnaître. La bilharziose, qui a frappé le pays pendant des siècles, a été essentiellement éradiquée dans une grande partie de son noyau historique, pour revenir en force une fois que le système de santé socialiste a commencé à être démantelé. La mortalité infantile a chuté et, malgré la famine qui a accompagné le Grand Bond en avant, l'espérance de vie est passée de 45 à 68 ans entre 1950 et le

début des années 1980. Les vaccinations et les pratiques sanitaires générales se sont généralisées, et les informations de base sur la nutrition et la santé publique, ainsi que l'accès aux médicaments rudimentaires, étaient gratuits et accessibles à tous. Pendant ce temps, le système des médecins aux pieds nus a permis de diffuser des connaissances médicales fondamentales, bien que limitées, à une grande partie de la population, contribuant ainsi à la mise en place d'un système de santé solide, partant de la base, dans des conditions de grande pauvreté matérielle. Il convient de rappeler que tout cela s'est produit à une époque où la Chine était plus pauvre, par habitant, que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne d'aujourd'hui.

Depuis lors, la combinaison de la négligence et de la privatisation a considérablement dégradé ce système, au moment même où l'urbanisation rapide et la production industrielle non réglementée de biens ménagers et de denrées alimentaires ont rendu d'autant plus nécessaire la généralisation des soins de santé, sans parler des réglementations en matière d'alimentation, de médicaments et de sécurité. Aujourd'hui, les dépenses publiques de la Chine en matière de santé s'élèvent à 323 dollars par habitant, selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé. Ce chiffre est faible, même parmi les autres pays à « *revenu moyen supérieur* », et il représente environ la moitié des dépenses du Brésil, du Bélarus et de la Bulgarie. La réglementation est minimale, voire inexistante, ce qui a donné lieu à de nombreux scandales du type de ceux mentionnés. En attendant, les effets de tout cela sont ressentis le plus fortement par les centaines de millions de travailleurs « *migrants* », pour lesquels tout droit aux soins de santé de base s'évapore complète-

8. Le *Dust Bowl* (« *bassin de poussière* ») est une région englobant l'Oklahoma, le Kansas, le Texas ainsi que des parties du Colorado et du Nouveau-Mexique, touchée dans les années 1930 par la sécheresse et une série de tempêtes de poussière provoquant une catastrophe écologique et agricole. Ces plaines du Sud étaient à l'origine des prairies où paissaient les bisons, peuplées par des nomades Amérindiens. L'irrégularité des précipitations, les sols légers et les vents forts ne s'y prêtent pas aux activités agricoles. Le faible coût de la terre et les progrès du machinisme agricole ont conduit à la transformation de ces millions d'hectares de prairies en champs labourés pour la monoculture des céréales. La sécheresse des années 1931-1937 a laissé ces terres à nu, exposées au soleil et aux vents qui ont emporté la couche de la terre arable, provoquant d'effroyables tempêtes de poussière qui ont détruit les récoltes et les pâturages et enseveli les habitations et le matériel agricole. Environ trois millions de fermiers ont été forcés de quitter la région.



ment lorsqu'ils quittent leur ville natale rurale (où, dans le cadre du système hukou, ils sont des résidents permanents indépendamment de leur localisation réelle, ce qui signifie que les services publics subsistants ne leur sont pas accessibles ailleurs).

En apparence, les soins de santé publics étaient censés être remplacés à la fin des années 1990 par un système plus privatisé (bien que géré par l'État) dans lequel une combinaison de contributions des employeurs et des employés permettrait de fournir des soins médicaux, des pensions et une assurance logement. Mais ce régime d'assurance sociale a souffert d'un sous-financement systématique, à tel point que les cotisations des employeurs prétendues « obligatoires » sont souvent tout simplement ignorées, laissant l'écrasante majorité des travailleurs payer de leur poche. Selon les dernières estimations nationales disponibles, seulement 22 % des travailleurs migrants avaient une assurance médicale de base. L'absence de cotisations au système d'assurance sociale n'est cependant pas simplement un acte malveillant de la part de patrons individuellement corrompus, mais s'explique plutôt en grande partie par le fait que les faibles marges bénéficiaires ne laissent aucune place aux prestations sociales. Dans nos propres calculs, nous avons constaté que prélever des cotisations d'assurance sociale impayées dans un centre industriel comme Dongguan réduirait de moitié les bénéfices industriels et pousserait de nombreuses entreprises à la faillite. Pour combler ces lacunes massives, la Chine a mis en place un régime complémentaire de soins médi-

caux pour les retraités et les travailleurs indépendants, qui ne versent que quelques centaines de yuans par personne et par an en moyenne.

Ce système médical en détresse produit ses propres tensions sociales terrifiantes. Plusieurs membres du personnel médical sont tués chaque année et des dizaines sont blessés lors d'attaques de patients en colère ou, plus souvent, de membres de la famille de patients qui meurent sous leurs soins. L'attaque la plus récente a eu lieu la veille de Noël, lorsqu'un médecin de Pékin a été poignardé par le fils d'un patient qui pensait que sa mère était morte à cause de mauvais soins à l'hôpital. Une enquête menée auprès des médecins a révélé que 85 % d'entre elles et eux avaient été victimes de violences au travail, et une autre, réalisée à partir de 2015, a indiqué que 13 % des médecins en Chine avaient été agressés physiquement l'année précédente. Les médecins chinois voient quatre fois plus de patients par an que les médecins américains, tout en étant payés moins de 15 000 dollars par an, ce qui est inférieur au revenu par habitant (16 760 dollars). Aux États-Unis, le salaire moyen d'un médecin (environ 300 000 dollars) est presque cinq fois plus élevé que le revenu par habitant (60 200 dollars). Avant sa fermeture en 2016 et l'arrestation de ses créateurs, le projet de blog de Lu Yuyu et Li Tingyu, aujourd'hui disparu, a enregistré au moins quelques grèves et protestations de travailleurs médicaux chaque mois (9). En 2015, dernière année complète de leurs données méticuleusement collectées, il y a eu 43 événements de ce type. Ils ont également enregistré des dizaines de protestations menées par des membres de la famille des patients contre les « incidents de traitement médical » chaque mois, dont 368

en 2015.

Dans de telles conditions de désinvestissement public massif du système de santé, il n'est pas surprenant que Covid-19 se soit imposé si facilement. Si l'on ajoute à cela le fait que de nouvelles maladies transmissibles apparaissent en Chine au rythme d'une tous les un à deux ans, les conditions semblent réunies pour que de telles épidémies se poursuivent. Comme dans le cas de la grippe « espagnole », les conditions de la santé publique, généralement mauvaises pour la population prolétarienne, ont permis au virus de prendre pied et, à partir de là, de se propager rapidement. Mais, encore une fois, il n'est pas seulement question de sa diffusion. Nous devons également comprendre comment le virus lui-même a été produit.

Il n'y a pas de nature sauvage

Dans le cas de l'épidémie actuelle, l'histoire est moins simple que celle des cas de grippe porcine ou aviaire, qui sont si clairement associés au cœur du système agro-industriel. D'une part, les origines exactes du virus ne sont pas encore tout à fait claires. Il est possible qu'il provienne de porcs, qui sont l'un des nombreux animaux domestiques et sauvages faisant l'objet d'un trafic sur le marché de Wuhan qui semble être l'épicentre de l'épidémie, auquel cas la cause pourrait être plus proche des cas ci-dessus qu'il n'y paraîtrait autrement. La plus grande probabilité, cependant, semble indiquer que le virus provient de chauves-souris ou peut-être de serpents, qui sont tous deux habituellement récoltés dans la nature. Même dans ce cas, il existe cependant une relation, car la diminution de la disponibilité et de la salubrité de la viande de porc due à l'épidémie de peste porcine africaine a fait que la demande accrue de viande a souvent été satisfaite par ces marchés traditionnels vendant de la viande de gibier. Mais sans le lien direct avec l'élevage industriel, peut-on vraiment dire que ces mêmes processus économiques sont complices de cette épidémie particulière ?

La réponse est oui, mais d'une manière différente. Là encore, Wallace indique non pas une mais deux voies principales par lesquelles le capitalisme contribue à la gestation et au déclenchement d'épidémies toujours plus meurtrières. La première, décrite ci-dessus, est le cas directement industriel, dans lequel les virus sont engendrés dans des environnements industriels qui ont été entièrement subsumés dans la logique capitaliste. Mais la seconde voie est le cas indirect, qui se produit via l'expansion et l'extraction capitaliste dans l'arrière-pays, où

9. Voir la rubrique « Picking Quarrels » dans la revue *Chuang* n° 2 : <http://chuangcn.org/journal/two/picking-quarrels/>

des virus jusqu'alors inconnus sont essentiellement récoltés dans des populations d'animaux sauvages et distribués le long des circuits du capital mondial. Les deux ne sont pas entièrement séparés, bien sûr, mais il semble que ce soit la deuxième voie qui décrit le mieux l'émergence de l'épidémie actuelle (10). Dans ce cas, la demande accrue d'animaux sauvages pour la consommation, l'usage médical ou une variété de fonctions culturellement significatives – comme dans le cas des chameaux et du coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV) – construit de nouvelles chaînes mondiales de marchandises « sauvages ». Dans d'autres cas, des chaînes de valeur agro-écologiques préexistantes s'étendent simplement dans des sphères auparavant « sauvages », modifiant les écologies locales et l'interface entre l'humain et le non-humain.

Wallace explique clairement plusieurs dynamiques qui créent des maladies graves, bien qu'il s'agisse de virus qui existaient déjà dans l'environnement « naturel ». L'expansion de la production industrielle elle-même « pourrait conduire à ce que des aliments sauvages, de plus en plus capitalisés, pénètrent profondément dans l'environnement naturel, ce qui entraînerait le dragage d'une plus grande variété d'agents pathogènes potentiellement proto-pandémiques ». En d'autres termes, à mesure que l'accumulation de capital englobe de nouveaux territoires, les animaux seront poussés dans des zones jusque-là moins accessibles où ils entreront en contact avec des souches de maladies auparavant isolées. Et ces animaux eux-mêmes deviennent des cibles de la marchandisation car « même les espèces les plus sauvages sont intégrées dans les chaînes de valeur agricoles ». De même, cette expansion pousse les humains à se rapprocher de ces animaux et de ces environnements, ce qui « pourrait accroître l'interface (et ses répercussions) entre les populations sauvages non humaines et la ruralité nouvellement urbanisée ». Cela donne au virus plus de possibilités et de ressources pour muter de manière à lui permettre d'infecter les humains, augmentant la probabilité de propagation biologique. La géographie de l'industrie elle-même n'est jamais aussi proprement urbaine ou rurale de toute façon, tout comme l'agriculture industrielle monopolisée fait appel à la fois aux grandes et aux petites exploitations : « Dans la petite exploitation d'un entrepreneur en bordure de forêt, un animal destiné à l'alimentation peut attraper un agent pathogène avant d'être renvoyé vers une usine de transformation située sur la périphérie d'une grande

ville ».

Le fait est que la sphère « naturelle » est déjà englobée dans un système capitaliste entièrement mondial qui a réussi à changer les conditions climatiques de base et à dévaster tant d'écosystèmes précapitalistes (11) que les autres ne fonctionnent plus comme dans le passé. C'est là un autre facteur de causalité, puisque, selon Wallace, tous ces processus de dévastation écologique réduisent « le type de complexité environnementale avec laquelle la forêt perturbe les chaînes de transmission » des virus. En réalité, il est donc erroné de considérer ces régions comme la « périphérie » naturelle d'un système capitaliste. Le capitalisme est déjà mondial et en train de se totaliser. Il n'a plus de limites ni de frontière avec une sphère naturelle, non capitaliste, qui serait au-delà, et il n'y a donc pas de grande voie de développement sur laquelle les pays « arriérés » suivraient ceux qui les devancent en remontant la chaîne de valeur, ni de véritable nature sauvage capable d'être préservée dans une sorte de condition pure et intacte. Au lieu de cela, le capital n'a qu'un arrière-pays subordonné, lui-même entièrement soumis aux chaînes de valeur mondiales. Les systèmes sociaux qui en résultent – y compris tout ce qui va du prétendu « tribalisme » au renouveau des religions fondamentalistes antimodernes – sont des produits entièrement contemporains et sont presque toujours connectés de facto aux marchés mondiaux, souvent de manière assez directe. Il en va de même pour les systèmes biologiques et écologiques qui en résultent, puisque les zones « sauvages » sont en fait immanentes à cette économie mondiale, à la fois dans le sens abstrait de la dépendance vis-à-vis du climat et des écosystèmes qui y sont liés et dans le sens direct de l'insertion dans ces mêmes chaînes de valeur mondiales.

Ce fait crée les conditions nécessaires à la transformation de souches virales « sauvages » en pandémies mondiales. Mais Covid-19 n'est pas la pire des maladies. Une illustration idéale du principe de base – et du danger mondial – se trouve plutôt dans Ebola. Le virus Ebola (12) est un cas clair de réservoir viral existant qui se répand dans la population humaine. Les preuves actuelles suggèrent que ses hôtes d'origine seraient des espèces de chauves-souris originaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui agissent comme porteurs mais ne sont pas eux-mêmes affectés par le virus. Il n'en va pas de même pour les autres mammifères sauvages, tels que les primates et les céphalophes (une sorte d'antilopes), qui contractent périodiquement le virus et subissent des épidémies rapides et mortelles. Le virus Ebola a

un cycle de vie particulièrement agressif au-delà des espèces qui en sont le réservoir. Par contact avec n'importe lequel de ces hôtes sauvages, l'homme peut également être infecté, avec des résultats dévastateurs. Plusieurs grandes épidémies se sont produites, et le taux de mortalité pour la majorité d'entre elles a été extrêmement élevé, presque toujours supérieur à 50 %. La plus grande épidémie enregistrée, qui s'est poursuivie sporadiquement de 2013 à 2016 dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, a fait 11 000 morts. Le taux de mortalité des patients hospitalisés lors de cette épidémie était de l'ordre de 57 % à 59 %, et beaucoup plus élevé pour ceux qui n'avaient pas accès aux hôpitaux. Ces dernières années, plusieurs vaccins ont été mis au point par des entreprises privées. Mais la lenteur des mécanismes d'approbation et les droits de propriété intellectuelle se sont combinés à l'absence généralisée d'infrastructures sanitaires et de ce fait les vaccins n'ont pas fait grand-chose pour arrêter la dernière épidémie, centrée sur la République démocratique du Congo (RDC) et qui est maintenant la plus durable.

La maladie est souvent présentée comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle, au mieux aléatoire, au pire imputable aux pratiques culturelles « impures »

10. À leur manière, ces deux voies de production de la pandémie reflètent ce que Marx appelle la subsumption « réelle » et « formelle » dans la sphère de production proprement dite. Dans la subsumption réelle, le processus de production proprement dit est modifié par l'introduction de nouvelles technologies capables d'intensifier le rythme et l'ampleur de la production – de la même manière que l'environnement industriel a modifié les conditions de base de l'évolution virale, de sorte que de nouvelles mutations sont produites à un rythme plus soutenu et avec une plus grande virulence. Dans la subsumption formelle, qui précède la subsumption réelle, ces nouvelles technologies ne sont pas encore mises en œuvre. Au lieu de cela, les formes de production existantes sont simplement rassemblées dans de nouveaux lieux qui ont une certaine interface avec le marché mondial, comme dans le cas des travailleurs manuels qui sont placés dans un atelier qui vend leur produit avec un bénéfice – et cela est similaire à la façon dont les virus produits dans un cadre « naturel » sont sortis de la population sauvage et introduits dans les populations domestiques via le marché mondial.

11. Cependant, c'est une erreur d'assimiler ces écosystèmes à des écosystèmes « préhumains ». La Chine en est un parfait exemple, car nombre de ses environnements naturels apparemment « primitifs » étaient en fait le produit de périodes d'expansion humaine beaucoup plus anciennes qui ont anéanti des espèces autrefois communes sur le continent est-asiatique, comme les éléphants.

12. Techniquement, il s'agit d'un terme général désignant environ 5 virus distincts, dont le plus mortel est lui-même simplement appelé virus Ebola, anciennement « virus du Zaïre ».

Covid-19 & Chine

des populations pauvres vivant dans les forêts. Mais le calendrier de ces deux grandes épidémies (2013-2016 en Afrique de l'Ouest et de 2018 à maintenant en RDC) n'est pas une coïncidence. Elles se sont toutes deux produites précisément au moment où l'expansion des industries extractives a déplacé davantage les populations forestières et perturbé les écosystèmes locaux. En fait, cela semble être vrai au-delà des cas les plus récents, puisque, comme l'explique Wallace, « *chaque épidémie d'Ebola semble liée à des changements d'utilisation des terres par le capital, depuis la première épidémie à Nzara, au Soudan, en 1976, où une usine financée par le Royaume-Uni a filé et tissé du coton local* ». De même, les épidémies de 2013 en Guinée se sont produites juste après qu'un nouveau gouvernement a commencé à ouvrir le pays aux marchés mondiaux et à vendre de grandes étendues de terre à des conglomérats internationaux de l'agroalimentaire. L'industrie de l'huile de palme, connue pour son rôle dans la déforestation et la destruction écologique à l'é-

13. Pour le cas spécifique de l'Afrique de l'Ouest, cf.: R.G. Wallace, R. Kock, L. Bergmann, M. Gilbert, L. Hogerwerf, C. Pittiglio, R. Mattioli et R. Wallace, « Did Neoliberalizing West African Forests Produce a New Niche for Ebola », *International Journal of Health Services*, Vol. 46, n° 1, 2016. Pour un aperçu plus large du lien entre les conditions économiques et le virus Ebola en tant que tel, voir Robert G. Wallace et Rodrick Wallace (Eds), *Neoliberal Ebola : Modelling Disease Emergence from Finance to Forest and Farm*, Springer, 2016. Et pour l'exposé le plus direct du cas, bien que moins savant, voir l'article de R.G. Wallace, « Neoliberal Ebola : the Agroecomic Origins of the Ebola Outbreak », *Counterpunch*, 29 juillet 2015 : <https://www.counterpunch.org/2015/07/29/neoliberal-ebola-the-agroecomic-origins-of-the-ebola-outbreak/>

14. Cf. Megan Ybarra, *Green Wars, Conservation and Decolonization in the Maya Forest*, University of California Press, 2017.

15. Il est certainement incorrect de laisser entendre que tout le braconnage est mené par la population rurale pauvre locale, ou que toutes les forces de gardes forestiers des forêts nationales des différents pays opèrent de la même manière que les anciens paramilitaires anticommunistes, mais les confrontations les plus violentes et les cas les plus agressifs de militarisation des forêts semblent tous suivre essentiellement ce schéma. Pour un large aperçu du phénomène, voir le numéro spécial de 2016 de *Geoforum* consacré à ce sujet, dont on peut lire en ligne la préface : Alice B. Kelly, Megan Ybarra, « Introduction to the themed issue : "Green security in protected areas" », *Geoforum*, Vol. 69, 2016, pp. 171-175 : http://gawsmith.ucdavis.edu/uploads/2/0/1/6/20161677/kelly_ybarra_2016_green_security_and_pas.pdf

16. De toutes les maladies mentionnées ici (Ebola, grippe aviaire, SRAS) c'est sans doute la moins dangereuse, mais son taux de mortalité élevé est en grande partie le résultat de sa propagation rapide à un grand nombre d'hôtes humains, ce qui a entraîné un nombre élevé de décès en chiffres absolus malgré un taux de mortalité très faible.

chelle mondiale, semble avoir été particulièrement coupable, car ses monocultures dévastent les multiples blocages écologiques qui contribuent à interrompre les chaînes de transmission et attirent littéralement les espèces de chauves-souris qui servent de réservoir naturel pour le virus (13).

Parallèlement, la vente de grandes étendues de terre à des entreprises agro-forestières commerciales entraîne à la fois la dépossession des habitants de la forêt et la perturbation de leurs formes locales de production et de récolte qui dépendent de l'écosystème. Cela ne laisse souvent pas d'autre choix aux pauvres des zones rurales que de s'enfoncer davantage dans la forêt, alors même que leur relation traditionnelle avec cet écosystème a été perturbée. Il en résulte que la survie dépend de plus en plus de la chasse au gibier sauvage ou de la récolte de la flore locale et du bois pour la vente sur les marchés mondiaux. Ces populations deviennent alors les figurants de la colère des organisations environnementalistes mondiales, qui les décrivent comme des « *braconniers* » et des « *bûcherons illégaux* », responsables de la déforestation et de la destruction écologique, alors que c'est ce qui les a poussés vers de telles occupations. Souvent, le processus prend ensuite une tournure beaucoup plus sombre, comme au Guatemala, où les paramilitaires anticommunistes issus de la guerre civile du pays ont été transformés en forces de sécurité « *vertes* », chargées de « *protéger* » la forêt contre l'exploitation forestière illégale, la chasse et le narcotrafic devenus les seules activités disponibles pour ses habitants indigènes – qui y avaient été poussés précisément à cause de la violente répression qu'ils avaient subie de la part de ces mêmes paramilitaires pendant la guerre (14). Ce modèle a depuis été reproduit dans le monde entier, encouragé par les médias sociaux des pays à hauts revenus qui célèbrent l'exécution (souvent littéralement prise en photo) de « *braconniers* » par des forces de sécurité soi-disant « *vertes* » (15).

Le confinement en tant qu'exercice d'habileté politique

Covid-19 a attiré l'attention du monde entier avec une force sans précédent. Le virus Ebola, la grippe aviaire et le SRAS, bien sûr, ont tous eu leur lot de frénésie médiatique. Mais quelque chose concernant cette nouvelle épidémie a généré un autre type de persévérance. Cela s'explique en partie par l'ampleur spectaculaire de la réaction du gouvernement chinois, qui a donné lieu à des images tout aussi spectaculaires de grandes villes vidées, contrastant fortement

avec l'image habituelle de la Chine dans les médias, surpeuplée et très polluée. Cette réaction a également été une source fructueuse pour les spéculations habituelles sur l'effondrement politique ou économique imminent du pays, rendues encore plus fortes par les tensions persistantes de la guerre commerciale naissante avec les États-Unis. Cette situation, combinée à la propagation rapide du virus, lui confère le caractère d'une menace mondiale immédiate, malgré son faible taux de mortalité (16).

À un niveau plus profond, cependant, ce qui semble le plus fascinant dans la réponse de l'État est la façon dont elle a été présentée, par l'intermédiaire des médias, comme une sorte de répétition générale mélodramatique pour la mobilisation générale de la contre-insurrection intérieure. Cela nous donne un aperçu réel de la capacité répressive de l'État chinois, mais souligne également l'incapacité profonde de cet État, révélée par sa nécessité de prendre appui sur une combinaison de mesures de propagande, déployées à travers toutes les facettes des médias, et de mobilisations de la bonne volonté de la population locale qui, autrement, n'aurait aucune obligation matérielle de se conformer. La propagande tant chinoise qu'occidentale a mis l'accent sur la capacité répressive réelle de la quarantaine. La première, en la décrivant comme un cas d'intervention gouvernementale efficace dans une situation d'urgence. Et la seconde, comme encore un cas de surenchère totalitaire de la part de l'État chinois. La vérité tacite, cependant, est que l'agressivité même de la répression signifie une incapacité plus profonde de l'État chinois, qui est lui-même encore en pleine construction.

Cela nous donne une idée de la nature de l'État chinois, en nous montrant comment il développe des techniques nouvelles et innovantes de contrôle social et de réponse aux crises, qui peuvent être déployées même dans des conditions où les mécanismes de base de l'État sont rares ou inexistant. De telles conditions, en revanche, offrent une image encore plus intéressante (bien que plus spéculative) de la manière dont la classe dirigeante d'un pays pourrait réagir lorsque des crises généralisées et une insurrection active provoquent des panes similaires dans les États les plus solides. L'épidémie virale a été en tout point favorisée par les mauvaises relations entre les différents niveaux de gouvernance : la répression des médecins « *lanceurs d'alerte* » par les fonctionnaires locaux qui va à l'encontre des intérêts du gouvernement central, les mécanismes inefficaces de signalement dans les hôpitaux et la fourniture extrêmement



médiocre de soins de santé de base, n'en sont que quelques exemples. Entre-temps, les différents gouvernements locaux sont revenus à la normale à des rythmes différents, presque totalement hors du contrôle de l'État central (sauf dans la province de Hubei, l'épicentre). Au moment où nous écrivons ces lignes, il semble presque entièrement aléatoire de savoir quels ports sont opérationnels et quelles localités ont relancé la production. Mais cette quarantaine « bricolée » a fait que les réseaux logistiques de ville à ville sur de longues distances restent perturbés, puisque n'importe quel gouvernement local semble capable d'empêcher simplement les trains ou les camions de marchandises de passer ses frontières. Et cette incapacité de base du gouvernement chinois l'a obligé à traiter le virus comme s'il s'agissait d'une insurrection, jouant la guerre civile contre un ennemi invisible.

L'appareil d'État national a réellement commencé à fonctionner le 22 janvier, lorsque les autorités ont renforcé les mesures d'intervention d'urgence dans toute la province de Hubei, et ont déclaré au public qu'elles avaient l'autorité légale de mettre en place des installations de quarantaine, ainsi que de « mobiliser » tout le personnel, les véhicules et les installations nécessaires pour contenir la maladie, ou de mettre en place des barrages et de contrôler la circulation (marquant ainsi de leur empreinte un phénomène dont elles savaient qu'il se pro-

duirait de toute façon). En d'autres termes, le déploiement complet des ressources de l'État a en fait commencé par un appel aux efforts volontaires de la population locale. D'une part, une catastrophe d'une telle ampleur met à rude épreuve les capacités de tout État (voir, par exemple, la réponse aux ouragans aux États-Unis). Mais, d'autre part, cela reproduit un modèle courant dans l'art de gouverner chinois, selon lequel l'État central, en l'absence de structures de commandement efficaces, formelles et applicables jusqu'au niveau local, doit plutôt s'appuyer sur une combinaison d'appels à la mobilisation des fonctionnaires et des citoyens locaux, largement diffusés, et d'une série de sanctions infligées après coup à ceux qui ne le font pas bien (sous la forme de mesures de répression de la corruption). La seule réponse vraiment efficace se trouve dans des domaines spécifiques où l'État central concentre l'essentiel de son pouvoir et de son attention – dans ce cas, la province de Hubei en général et Wuhan en particulier. Au matin du 24 janvier, la ville était déjà complètement fermée, aucun train n'arrivant ou ne sortant – près d'un mois après la détection de la nouvelle souche du coronavirus. Les dirigeants nationaux de la santé ont déclaré que les autorités sanitaires avaient la possibilité d'examiner et de mettre en quarantaine toute personne à leur discrétion. Outre les grandes villes de la province de Hubei, des dizaines d'autres villes chinoises,

dont Pékin, Guangzhou, Nanjing et Shanghai, ont mis en place des mesures de verrouillage plus ou moins sévères des flux de personnes et de marchandises à l'entrée et à la sortie de leurs « frontières ».

En réponse à l'appel à la mobilisation de l'État central, certaines localités ont pris des initiatives étranges et sévères. Les plus effrayantes se trouvent dans quatre villes de la province du Zhejiang, où trente millions de personnes ont reçu des passeports locaux, permettant à une seule personne par ménage de quitter son domicile une fois tous les deux jours. Des villes comme Shenzhen et Chengdu ont ordonné que chaque quartier soit bouclé, et ont autorisé la mise en quarantaine d'immeubles entiers pendant 14 jours si un seul cas confirmé de virus y était trouvé. Entre-temps, des centaines de personnes ont été détenues ou condamnées à des amendes pour avoir « répandu des rumeurs » sur la maladie, et certains de ceux qui ont fui la quarantaine ont été arrêtés et condamnés à de longues peines de prison. Les prisons elles-mêmes connaissent maintenant une grave épidémie, en raison de l'incapacité des fonctionnaires à isoler les personnes malades, même dans un environnement littéralement conçu pour faciliter l'isolement. Ce genre de mesures désespérées et agressives reflète celles des cas extrêmes de contre-insurrection, rappelant le plus clairement les actions de l'occupation militaire-coloniale dans des

Covid-19 & Chine

endroits comme l'Algérie ou, plus récemment, la Palestine. Jamais auparavant elles n'avaient été menées à une telle échelle, ni dans des mégapoles de ce type qui abritent une grande partie de la population mondiale. La conduite de la répression offre donc une étrange leçon pour ceux qui ont à l'esprit la révolution mondiale, puisqu'il s'agit essentiellement d'une répétition de la réaction de l'État.

Incapacité

Cette répression particulière bénéficie de son caractère apparemment humanitaire, l'État chinois étant en mesure de mobiliser un plus grand nombre de locaux pour aider à ce qui est, essentiellement, la noble cause de l'étranglement de la propagation du virus. Mais, comme on peut s'y attendre, ces mesures de répression se retournent toujours contre nous. La contre-insurrection est, après tout, une sorte de guerre désespérée menée uniquement lorsque des formes plus solides de conquête, d'apaisement et d'incorporation économique sont devenues impossibles. C'est une action coûteuse, inefficace et d'arrière-garde, qui trahit l'incapacité profonde de toute puissance chargée de la déployer – qu'il s'agisse des intérêts coloniaux français, de l'imperium américain en déclin ou d'autres. Le résultat de la répression est presque toujours une seconde insurrection, ensanglantée par l'écrasement de la première et rendue encore plus désespérée. Ici, la quarantaine ne reflétera guère la réalité de la guerre civile et de la contre-insurrection. Mais même dans ce cas, la répression s'est retournée contre elle à sa manière. L'État ayant concentré une grande partie de ses efforts sur le contrôle de l'information et la propagande constante déployée par tous les appareils médiatiques possibles, les troubles se sont largement exprimés sur les mêmes plateformes.

17. Citant des amis sur le continent, Au Loong Yu affirme dans une interview que le gouvernement de Wuhan est effectivement paralysé par l'épidémie. Il suggère que la crise déchire non seulement le tissu social, mais aussi la machine bureaucratique du PCC. Et qu'elle ne pourra que s'intensifier au fur et à mesure que le virus se propagera, devenant une crise croissante des autres gouvernements locaux du pays. Il est possible d'écouter (en anglais) cette interview réalisée par Daniel Denvir le 7 février 2020 sur le site de la radio *The Dig* : <https://www.thedigradio.com/podcast/hong-kong-with-au-loong-yu/>

18. Cette vidéo elle-même est authentique, mais il convient de noter que Hong Kong a été un foyer particulier d'attitudes racistes et de théories de conspiration à l'égard de la Chine continentale et du PCC, de sorte qu'une grande partie de ce qui est diffusé sur les médias sociaux par les Hongkongais au sujet du virus devrait être soigneusement vérifié.

La mort du docteur Li Wenliang, un des premiers lanceurs d'alerte sur les dangers du virus, le 7 février, a secoué les citoyens enfermés dans leurs maisons à travers le pays. Li était l'un des huit médecins arrêtés par la police pour avoir diffusé de « fausses informations » début janvier, avant de contracter lui-même le virus par la suite. Sa mort a déclenché la colère des « net-citoyens » et une déclaration de regrets du gouvernement de Wuhan. Les gens commencent à voir que l'État est composé de fonctionnaires et de bureaucrates maladroits qui n'ont aucune idée de ce qu'il faut faire, mais qui n'hésitent pas à employer la force (17). Ce fait a été essentiellement révélé lorsque le maire de Wuhan, Zhou Xianwang, a été contraint d'admettre à la télévision d'État que son gouvernement avait retardé la diffusion d'informations critiques sur le virus après que l'épidémie s'est déclarée. La tension même causée par l'épidémie, combinée à celle induite par la mobilisation totale de l'État, a commencé à révéler à la population les profondes fissures qui se cachent derrière le portrait que le gouvernement brosse de lui-même. En d'autres termes, de telles conditions ont exposé les incapacités fondamentales de l'État chinois à un nombre croissant de personnes qui, auparavant, auraient pris la propagande du gouvernement pour argent comptant.

Si l'on pouvait trouver un symbole unique pour exprimer le caractère fondamental de la réponse de l'État, ce serait quelque chose comme la vidéo tournée par un habitant de Wuhan et partagée avec l'internet occidental via Twitter à Hong Kong (18). Elle montre un certain nombre de personnes, qui semblent être des médecins ou des secouristes, revêtues d'une sorte de vêtement de protection complet se prenant en photo avec le drapeau chinois. La personne qui tourne la vidéo explique qu'elle se trouve tous les jours à l'extérieur de ce bâtiment pour diverses séances de photos. La vidéo suit ensuite les hommes alors qu'ils enlèvent leur équipement de protection et restent debout à discuter et à fumer, allant même jusqu'à utiliser une des combinaisons pour nettoyer leur voiture. Avant de partir, l'un des hommes jette sans cérémonie la combinaison de protection dans une poubelle voisine, sans même prendre la peine de la mettre au fond, où elle ne serait pas visible. Des vidéos comme celle-ci se sont rapidement répandues avant d'être censurées : des petites déchirures du mince voile de l'État se donnant en spectacle.

À un niveau plus fondamental, la quarantaine a également commencé à montrer la première vague de répercussions écono-

miques sur la vie personnelle des gens. L'aspect macroéconomique de cette situation a fait l'objet de nombreux rapports, la baisse massive de la croissance chinoise risquant de provoquer une nouvelle récession mondiale, surtout si elle s'accompagne d'une stagnation continue en Europe et d'une récente baisse de l'un des principaux indices économiques aux États-Unis, qui montre une chute soudaine de l'activité commerciale. Partout dans le monde, les entreprises chinoises et celles qui dépendent fondamentalement des réseaux de production chinois examinent désormais leurs clauses de « force majeure », qui permettent de retarder ou d'annuler les responsabilités des deux parties dans un contrat commercial lorsque celui-ci devient « impossible » à exécuter. Tout en étant pour l'instant peu probable, cette simple perspective a provoqué une cascade de demandes de reprise de la production dans tout le pays. L'activité économique n'a cependant repris que de manière fragmentaire, tout fonctionnant déjà sans problème dans certaines zones, et tout étant encore en arrêt indéfini dans d'autres. Pour le moment, le 1^{er} mars est devenu la date provisoire à laquelle les autorités centrales ont demandé que toutes les zones situées en dehors de l'épicentre de l'épidémie reprennent le travail.

Mais d'autres effets ont été moins visibles, bien qu'ils soient sans doute beaucoup plus importants. De nombreux travailleurs migrants, y compris ceux qui étaient restés dans leur ville de travail pour le festival de printemps ou qui ont pu rentrer avant la mise en place des différents confinements, sont maintenant coincés dans une dangereuse impasse. À Shenzhen, où la grande majorité de la population est constituée de migrants, les habitants signalent que le nombre de sans-abri a commencé à augmenter. Les nouvelles personnes qui apparaissent dans les rues ne sont pas des sans-abri de longue durée, ayant plutôt l'apparence d'avoir été littéralement jetées à la rue, ne pouvant aller nulle part – elles portent toujours des vêtements relativement beaux, ne savent pas où dormir en plein air ni où trouver de la nourriture. Plusieurs bâtiments de la ville ont connu une augmentation des petits vols, principalement de la nourriture livrée aux portes des résidents qui restent à la maison pour la quarantaine. Dans l'ensemble, les travailleurs perdent leurs salaires car la production est au point mort. Les meilleurs scénarios pendant les arrêts de travail sont des quarantaines dormantes comme celle imposée à l'usine Foxconn de Shenzhen, où ceux qui reviennent d'ailleurs sont confinés dans leurs quar-



tiers pendant une semaine ou deux, reçoivent environ un tiers de leur salaire normal et sont ensuite autorisés à retourner à la chaîne de production. Les entreprises plus pauvres n'ont pas cette possibilité, et la tentative du gouvernement d'offrir de nouvelles lignes de crédit bon marché aux petites entreprises ne servira probablement pas à grand-chose à long terme. Dans certains cas, il semble que le virus va simplement accélérer les tendances préexistantes en matière de délocalisation des usines, car des entreprises comme Foxconn augmentent leur production au Vietnam, en Inde et au Mexique pour compenser le ralentissement.

Guerre surréaliste

Pendant ce temps, la maladroitement première réaction au virus, la dépendance de l'État à l'égard de mesures particulièrement punitives et répressives pour le contrôler, et l'incapacité du gouvernement central à coordonner efficacement les activités entre les localités pour jongler simultanément avec la production et la quarantaine sont autant d'indications d'une profonde incapacité de l'appareil d'État central. Si, comme l'affirme notre ami Lao Xie (19), l'administration Xi a mis l'accent sur la « construction de l'État », il semblerait qu'il reste beaucoup à faire à cet égard. Dans le même temps, si la campagne contre Covid-19 peut également être considérée comme une fuite en avant contre l'insurrection, il est à noter que le gouvernement central a la capacité d'assurer une coordination efficace dans le seul épiscentre de Hubei et que ses réponses dans d'autres provinces – même dans des endroits riches

et bien considérés comme Hangzhou – restent largement non coordonnées et désespérées. Nous pouvons considérer cela de deux façons : premièrement, comme une leçon sur la faiblesse qui sous-tend les limites du pouvoir de l'État, et deuxièmement, comme une mise en garde contre la menace que représentent encore les réponses locales non coordonnées et irrationnelles lorsque l'appareil d'État central est débordé.

Ce sont là des leçons importantes pour une époque où la destruction causée par une accumulation sans fin s'est étendue à la fois vers le haut dans le système climatique mondial et vers le bas dans les substrats microbiologiques de la vie sur Terre. De telles crises ne feront que se multiplier. Alors que la crise séculaire du capitalisme prend un caractère apparemment non économique, de nouvelles épidémies, famines, inondations et autres catastrophes « naturelles » seront utilisées pour justifier l'extension du contrôle de l'État, et la réponse à ces crises sera de plus en plus l'occasion de tester des outils nouveaux et non éprouvés de contre-insurrection. Une politique communiste cohérente doit saisir ces deux faits ensemble. Sur le plan théorique, cela signifie comprendre que la critique du capitalisme s'appauvrit chaque fois qu'elle est coupée des sciences dures. Mais au niveau pratique, cela implique aussi que le seul projet politique possible aujourd'hui est celui qui est capable de s'orienter sur un terrain défini par un désastre écologique et microbiologique généralisé, et d'opérer dans cet état perpétuel de crise et d'atomisation.

Dans une Chine en quarantaine, nous commençons à entrevoir un tel paysage, du

moins dans ses grandes lignes : des rues vides en fin d'hiver, recouvertes de neige intacte, des visages éclairés par téléphone qui regardent par les fenêtres, des barricades fortuites où travaillent quelques infirmières ou policiers ou des bénévoles ou simplement des acteurs rémunérés chargés de hisser des drapeaux et de vous dire de mettre votre masque et de rentrer chez vous. La contagion est sociale. Il n'est donc pas vraiment surprenant que la seule façon de la combattre à un stade aussi avancé soit de mener une sorte de guerre surréaliste contre la société elle-même. Ne vous rassemblez pas, ne provoquez pas le chaos. Mais le chaos peut aussi se construire dans l'isolement. Alors que les fourneaux de toutes les fondries refroidissent en donnant des braises doucement crépitantes, puis des cendres refroidies par la neige, les très nombreux désespoirs mineurs ne peuvent s'empêcher de sortir de cette quarantaine pour se transformer en un chaos plus grand qui pourrait un jour, comme cette contagion sociale, s'avérer difficile à contenir. ■

26 février 2020

19. Lao Xie (pseudonyme) est un militant d'un des nombreux groupes qui ont émergé en Chine continentale lors de la vague des grèves de 2010, auteur d'une théorie selon laquelle le régime de Xi Jinping est fondamentalement caractérisé par le projet de construction d'un État bourgeois adapté à la tâche de gouverner la société capitaliste pendant de nombreuses années, contrairement aux régimes précédents (de Deng Xiaoping à Hu Jintao), qui se sont « provisoirement » contentés des restes des institutions de « l'ère socialiste ». Cf. « A State adequate to the task », conversation with Lao Xie, *Chuang* n° 2, <http://chuangcn.org/journal/two/an-adequate-state/>

Les protestations collectives reprennent avec la reprise du travail

Par
China Labour Bulletin*

Après un mois au cours duquel il n'y a pratiquement pas eu de manifestations de travailleur-es en Chine parce qu'une grande partie du pays était en confinement, les travailleur-es recommencent à mener des actions collectives.

De nombreuses mobilisations sont liées aux difficultés économiques causées par l'épidémie de Covid-19.

La carte des grèves du *China Labour Bulletin* (1) a enregistré à ce jour 25 conflits, depuis que les entreprises situées en dehors de la province centrale de Hubei ont progressivement repris la production après la longue pause, commencée au moment du Nouvel An lunaire, à partir de la mi-février. Ce chiffre est encore très faible par rapport aux années précédentes et la plupart des protestations étaient relativement peu importantes, mais étant donné que le Covid-19 est encore répandu dans de nombreuses régions du pays, il est remarquable qu'il y ait des protestations ou manifestations collectives.

La plupart des mouvements concernent les secteurs des services et des transports qui connaissaient déjà des difficultés économiques avant l'épidémie de Covid-19. Le 10 mars, par exemple, plus d'un millier de chauffeurs de taxi dans la ville de



Les chauffeurs de taxi protestent à Lanfang, Hebei, le 7 avril 2020

Liuzhou (2), dans le sud-ouest du pays, ont organisé une manifestation pour demander la suspension des frais de location de taxi et le droit de revendre leur véhicule à la compagnie de taxi sans pénalité. Les chauffeurs ont déclaré que même si les gens retournaient au travail, le manque de passagers les empêchait de gagner leur vie. Le nombre de protestations de chauffeurs de taxi (3) avait beaucoup augmenté avant l'épidémie de Covid-19, à la fin de l'année dernière, car les mécontentements accumulés contre les réglementations des autorités locales, la gestion des compagnies de taxi et surtout la concurrence des chauffeurs de taxi à la demande et sans permis ont éclaté dans une série de manifestations à grande échelle, parfois violentes.

La plupart des récentes protestations des travailleur-es sont liées à des arriérés de salaires et à des licenciements. Plusieurs travailleur-es d'une entreprise de restauration rapide à Pékin, par exemple, ont organisé une manifestation le 10 mars, après que l'entreprise eut refusé de payer trois mois d'arriérés de salaires totalisant près de 400 000 yuans (4 800 euros), même après qu'un tribunal d'arbitrage lui avait ordonné de payer.

La veille, le 9 mars, le personnel médical d'un hôpital privé de Zibo, dans le Shandong, s'est mobilisé contre le retard de trois mois dans le paiement du salaire, et ils ont dénoncé l'utilisation de fournitures médicales périmées.

Lors d'une manifestation à Pékin, des travailleur-es se sont opposés à la politique

de congé sans solde obligatoire, mise en œuvre par le fournisseur de services en ligne 58.com, qui ne donnerait au personnel qu'une indemnisation égale à 80 % du salaire minimum mensuel local, loin d'être un salaire permettant de vivre décemment.

Début mars, plusieurs protestations ont également été organisées par des propriétaires de petits magasins et de restaurants qui demandaient une réduction des loyers en raison de la chute brutale des affaires qu'ils avaient connue depuis le début de l'épidémie. Le *Financial Times* (4) a noté que les magasins familiaux, les échoppes et restaurants de rue, ainsi que de petites entreprises similaires emploient environ 230 millions de personnes en Chine et sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques.

Les ouvrier-es du bâtiment, dont certains ont été recrutés pour construire des hôpitaux d'urgence pour les patient-es atteints de Covid-19 à Wuhan, ont également protesté contre les salaires impayés. Plus récemment, des ouvrier-es d'un chantier de construction à Zhoukou, dans le Henan, ont été agressés après avoir organisé une manifestation contre des arriérés de salaires.

Alors que la production normale reprend progressivement en Chine, les travailleur-es qui ont déjà déjà repris les luttes, après des mois de perturbations économiques, seront plus déterminés que jamais à faire en sorte que leurs droits à la rémunération, à la sécurité sociale et à l'indemnisation ne soient pas violés. ■

Hong Kong, le 17 mars 2020

* *China Labour Bulletin* est une ONG de Hong Kong, fondée en 1994, qui se donne pour but de promouvoir et de défendre les droits des travailleurs en Chine. Nous avons repris cet article du site *China Labour Bulletin* : <https://clb.org.hk/content/collective-protests-begin-flare-again-china-returns-work> (Traduit de l'anglais par JM).

1. On peut voir la carte des grèves, mise quotidiennement à jour sur le site : <https://maps.clb.org.hk/>

2. Sur les grèves des chauffeurs de taxi à Liuzhou (en chinois) : https://mp.weixin.qq.com/s/d2rD72E3i_3MfzA5Nx5xkA

3. En anglais : <https://clb.org.hk/content/latent-grievances-erupt-massive-taxi-driver-protests-across-china>

4. *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/ea3d7c2-629c-11ea-b3f3-fe4680ea68b5>

5. <https://clb.org.hk/content/construction-workers-under-pressure-more-cities-rush-build-hospitals>

Covid-19, le capitalisme et la fin de la normalité

Par
Jaime Pastor*

J'emprunte le titre de l'œuvre de James K. Galbraith, *The End of Normal* (1), car il semble aujourd'hui incontestable que la « normalité » est définitivement terminée et que nous nous trouvons à un tournant inédit de notre histoire contemporaine. Et, surtout, de celle d'un capitalisme mondialisé, qui s'était imposé comme le seul système possible. Parce que c'est maintenant qu'il faut le remettre en question. Pour des raisons encore plus fortes.

S'il existe un débat parmi les scientifiques sur les origines de la pandémie, il semble qu'il y ait suffisamment de preuves que la propagation est étroitement liée à « *la cocotte-minute évolutive de l'agriculture et de l'urbanisation capitaliste* » (2) et avec des facteurs tels que « *l'altération globale des écosystèmes associée à la crise écosociale et climatique, la déforestation de l'Asie du Sud-Est, les changements massifs dans l'utilisation des terres, la fragmentation des habitats, l'urbanisation, la croissance massive du tourisme et du transport aérien, la faiblesse et la marchandisation des systèmes de santé publique* », comme l'explique Joan Benach dans « *Le coronavirus est une menace pour les quartiers les plus pauvres* » (3). Un ensemble de facteurs, donc, qui exigent une remise en question radicale du modèle de civilisation injuste et anti-écologique qui a façonné le capitalisme tout au long de son histoire et qui a atteint son point culminant sous le néolibéralisme.

Un capitalisme qui ne s'est même pas montré compatible avec la tâche de garantir un droit universel aussi fondamental que la santé. Bien au contraire, il l'a restreint en pillant, privatisant, réduisant et surexploitant la santé publique et ses travailleur-es pour la mettre entre les mains du secteur privé, uniquement motivé par la logique du profit maximum. C'est tout cela qui a créé les conditions de l'effondrement du système qui se produit actuellement dans les pays dits développés – le Premier Monde, mal nommé et supposé modèle –, avec la tragédie

humaine qui en résulte et que nous observons avec une indignation croissante ces jours-ci.

S'il y avait des doutes avant cette crise, il ne devrait plus y en avoir pour vous convaincre que nous sommes entrés dans l'ère du « *capitalisme du désastre* » (4), avec la crise climatique comme principale menace pour la vie sur la planète, mais avec d'autres qui interagissent avec elle, comme celle de la santé et l'aggravation des inégalités de toutes sortes, qui transforment un nombre croissant de personnes en objets jetables. Ajoutons-y une perspective de sortie de crise encore pire, en raison de l'entrée imminente dans une nouvelle Grande récession, déjà probable avant l'irruption de Covid-19. Cette récession en sera d'autant plus grave et elle va générer une augmentation énorme de la dette mondiale et, en conséquence, une puissante pression des grandes multinationales pour que les États les sauvent à nouveau afin qu'elles puissent se concurrencer encore plus dans le cadre de l'instabilité géopolitique générale.

Au milieu de ce repli national-étatique quasi généralisé, nous pourrions bientôt nous retrouver face à une offensive d'austérité néolibérale plus dure que la précédente – y compris dans une Union européenne qui a montré toute son impuissance lorsqu'il s'agit d'apporter une réponse solidaire, comme l'expliquent Manuel Garí et Fernando Luengo (5). Il est possible que ce nouveau tour de vis soit accompagné, dans le meilleur des cas, de quelques mesures temporaires de compassion visant à neutraliser les mouvements sociaux, comme c'est le cas actuellement, mais cela ne compensera pas la brutalité du recours des employeurs aux Procédures réglementaires sur l'emploi temporaire (ERTE) car déjà, comme le rappelle Martín Cúneo, « *le gouvernement sauve les grandes entreprises bénéficiaires* » (6). Ces mouvements sociaux apparus avant la pandémie, ces révoltes populaires dans de nombreux endroits de la planète, stimulées par les mobilisations initiées par l'écologie et le féminisme, renaîtront, nous l'espérons, face à cette probable stratégie de choc, sous

l'une ou l'autre variante nationale-étatique, en fonction des différents rapports des forces sociales et politiques.

(Dé)raison d'un monde en faillite

Cependant, il ne sera pas facile pour un néolibéralisme qui était devenu « *la nouvelle raison du monde* » (7) de retrouver la légitimité perdue dans cette crise. En effet, nous avons vu comment la réponse à la pandémie s'est révélée incompatible avec la culture de l'individualisme propriétaire et de « *l'esprit d'entreprise* » et nécessite la recherche de solutions collectives – à ne pas confondre avec des « *solutions* » étatiques – pour la défense du public, du bien commun, de la solidarité et du soutien mutuel pour les soins. Dans ce domaine, la revendication de soins de santé publics universels, gratuits et de qualité, sous contrôle social, dans n'im-

* Jaime Pastor, militant d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol), est politologue et éditeur de la revue en langue espagnole *Viento Sur*. Nous reprenons cet article du site de cette revue : <https://www.vientosur.info/spip.php?article15758> (Traduit de l'espagnol par JM).

1. *The End of Normal: The Great Crisis and the Future of Growth* (2014), qu'on pourrait traduire par « la fin de la normalité », mais que les éditions du Seuil ont publié en 2015 sous le titre *La Grande Crise : Comment en sortir autrement*.

2. Voir l'article « *Contagion sociale : guerre de classe microbiologique en Chine* » en p. 14.

3. Entretien avec Joan Benach, chercheuse à l'université Pompeu Fabra de Barcelone et directrice du Grup de Recerca en Desigualtats en Salut – Employment Conditions Network : <https://www.elcritic.cat/entrevistes/joan-benach-el-coronavirus-es-una-amenac-molt-forta-per-als-barris-mes-pobres-52834>

4. Naomi Klein, *La Stratégie du choc : Montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008.

5. Cf. Manuel Garí et Fernando Luengo, « *Crise sanitaire et politique économique : nouvelle déception de l'Union européenne* », en p. 29.

6. Martín Cúneo, « *España se va al ERTE: el gobierno rescata a las grandes empresas con beneficios* », El Salto : <https://www.elsaltodiario.com/coronavirus/espasa-se-va-al-erte-amancio-ortega-inditex-gobierno-rescata-grandes-empresas-beneficios>

7. Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde – Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, 2010.



porte quelle partie du monde, est aujourd'hui la plus urgente. Une lutte qui se manifeste déjà par un très grand nombre d'initiatives venues d'en bas – même dans des conditions de confinement et en faisant de la nécessité une vertu – qui annoncent un bond en avant dans la construction et le renforcement de réseaux d'auto-organisation communautaire dans de nombreuses villes, quartiers et villages partout dans l'État.

La paralysie forcée d'une longue liste d'activités économiques, pour les réduire à ce qui est essentiel (souvent sous la pression de la classe ouvrière autour du slogan « *Nos vies valent plus que vos profits* », comme cela s'est produit dans l'industrie ou la construction) permet de donner de la crédibilité aux propositions de diminution sélective – y compris la remise en cause du modèle de consommation, en distinguant les besoins des faux désirs – issues de l'écologie, à la revalorisation du travail de soins que le féminisme réclame depuis longtemps, en somme à la préfiguration d'une économie morale alternative par opposition au fétichisme de la croissance économique et à l'économie politique du capital.

8. Ce plan de choc social peut être consulté, en espagnol, sur son site : <http://www.plandechoquesocial.org/>

9. La réforme constitutionnelle espagnole de 2011, à l'initiative du Premier ministre socialiste José Luis Zapatero avec le soutien du Parti populaire, a modifié l'article 135, en y introduisant le concept de « *stabilité budgétaire* » qui établit que le paiement de la dette publique est prioritaire devant toute autre dépense dans le budget de l'État. Cependant, un délai – jusqu'au budget de 2020 – était adopté pour l'entrée en vigueur de cette modification, promulguée le 27 septembre 2011.

10. Voir l'article de Pere Ortega, « El coronavirus y las fuerzas armadas » (Le coronavirus et les forces armées), *Publico*, 23 mars 2020 : <https://blogs.publico.es/cronicas-insumisas/2020/03/23/el-coronavirus-y-las-fuerzas-armadas/>

Il ne sera donc pas facile pour les think tanks néolibéraux de répéter l'histoire de 2008, en cherchant à blâmer démagogiquement ceux du bas de l'échelle pour avoir « *vécu au-dessus de nos moyens* » et à faire de l'État le sauveur des grandes entreprises dans sa version libérale ordinaire. Le cadre hégémonique est contesté et avec lui émerge le sentiment collectif que cette crise change tout. Ou du moins devrait tout changer en commençant par la socialisation des secteurs stratégiques de l'économie, de la production et de la reproduction de la vie. Et donc en pointant vers une réponse à la crise qui mette en avant la nécessité d'une redistribution radicale de la richesse de haut en bas et des Plans de choc social, similaires à ceux qui sont proposés par plus de 200 groupes sociaux dans le cas espagnol (8), face au keynésianisme pervers annoncé par les États au profit du « 1 % ».

Tous les efforts devront être faits pour empêcher un retour à la « *normalité* » qui existait avant cette crise, en exigeant une rupture radicale avec le vieux soi-disant bon sens et en forçant le démantèlement de toutes les politiques qui ont prédominé pendant la longue vague de néolibéralisme. Il ne s'agit pas, par exemple, de suspendre temporairement la loi de stabilité budgétaire ou l'article 135 de la Constitution espagnole (9), mais de les abroger, comme certaines forces de gauche l'ont déjà proposé lors du récent débat au Parlement espagnol.

Car il semble désormais évident que le temps du « *réformisme sans réformes* » représenté par le social-libéralisme est révolu. Des discours comme celui de Pablo Casado montrent déjà la crainte de la droite qu'après cette crise toutes les coupes et tous les profits faits au nom de la préservation de la sacro-sainte propriété privée soient remis en question. Et il ne faut pas se laisser intimider, bien au contraire, parce que nous

allons assister à une plus grande polarisation des intérêts, valeurs et des raisons en conflit, et que les demi-mesures ne vaudront plus rien. Nous devons proposer des mesures qui, une fois pour toutes, conduiront à une transition radicale vers une rupture civilisationnelle, des réformes qui remettront en question la logique de ce capitalisme de plus en plus destructeur dans lequel nous sommes plongé-es et qui ne servent pas simplement à reprendre ce système.

Sécurité(s) humaine(s) contre le néolibéralisme d'exception

Il existe cependant un autre domaine de lutte plus complexe et plus difficile à affronter pédagogiquement en raison des mesures prises par les gouvernements dans la lutte contre la pandémie. C'est tout ce qui concerne la suspension des droits fondamentaux, découlant de l'état d'alerte ou d'urgence, selon les pays. Car, si l'adoption de mesures de confinement et d'autres visant à freiner la contagion est justifiée (bien que certaines d'entre elles résultent de l'absence d'une politique préventive qui aurait dû tenir compte des avertissements émanant d'une partie au moins de la communauté scientifique), le recours au vocabulaire de la guerre ne l'est pas. Pas plus que de voir les hauts commandements militaires jouer le premier rôle dans les conférences de presse en appelant les citoyens à devenir des soldats. Ce n'est pas l'armée qui doit jouer le rôle premier dans les tâches d'assistance. Elles auraient pu être assumées par les services de protection civile si ces derniers y avaient été préparés à l'avance (10).

Derrière cette option autoritaire il y a la conception erronée de la lutte contre la pandémie comme une guerre et, avec elle, l'intention de restreindre nos libertés et nos droits au nom d'une « *unité nationale* » (avec le corrompu Philippe VI en tête), qui prétend ignorer que la pandémie n'abolit pas les inégalités – des classes sociales, des genres, de la couleur de peau, de l'âge, de la diversité des fonctions, des territoires et toutes les autres. Un discours qui sert d'alibi pour exiger un alignement en rangs serrés et, en particulier, la démonstration de la force et son abus par les membres de la police et des forces militaires dans les rues et, pire encore, la promotion d'un populisme punitif contre les personnes et les groupes sociaux vulnérables, comme cela a déjà été dénoncé par les collectifs juridiques.

Nous ne sommes pas confronté-es pour autant à la menace réelle d'un nouveau bond en avant dans le processus de dé-démocratisation, déjà en place avant cet état

d'alerte. C'est pourquoi il est vraiment nécessaire de promouvoir dès maintenant ce que Jordi Muñoz a défini comme une « *culture démocratique d'exception* » (11), qui permettra de contrecarrer une culture de sujets obéissant à un État autoritaire et re-centralisateur, qui aspire à sortir encore renforcé de cette crise.

En bref, dans cet état d'alerte, nous devons surveiller ceux qui nous surveillent si nous voulons éviter que l'exception ne devienne la règle et que, là aussi, la tendance au panoptisme (12) numérique ne se propage. Un danger qui n'est pas irréaliste mais de plus en plus proche, comme nous le voyons sous ses formes extrêmes dans des pays comme la Chine, la grande puissance qui pourrait bien être le vainqueur à court terme de cette crise dans le jeu géopolitique mondial. Un nouveau paradigme de contrôle social de la dissidence est en train d'émerger, comme le dénonce le collectif *Chung* : « *Alors que la crise séculaire du capitalisme prend un caractère apparemment non économique, de nouvelles épidémies, famines, inondations et autres catastrophes "naturelles" seront utilisées pour justifier l'extension du contrôle de l'État, et la réponse à ces crises sera de plus en plus l'occasion de tester de nouveaux outils de contre-insurrection.* » (13).

Tout cela au nom d'une conception de la sécurité réduite à la préservation de l'ordre public dans un monde orwellien et dans la nouvelle économie de guerre capitaliste que l'on veut nous vendre. Face à cela, il sera nécessaire de défendre un concept complexe et multidimensionnel de sécurité humaine (qui devrait être étendu aux autres êtres sensibles et souffrants), comme l'a déjà avancé, avec d'autres voix prémonitoires, Elmar Altvater, défenseur d'un communisme solaire, comme l'horizon de plus en plus nécessaire (14). ■

27 mars 2020

Union européenne, une nouvelle déception

Par Manuel Garí et Fernando Luengo*

La réponse des institutions communautaires arrive tardivement, après plusieurs semaines de progression incontrôlable de la maladie, l'action visiblement non coordonnée (et irresponsable) des gouvernements et la confirmation du début d'une récession économique qui, si elle était annoncée avant le Covid-19, est maintenant un fait évident. Et ce à un moment où nous pouvons dire que, plus que jamais, la coopération internationale est nécessaire pour éviter les dangers d'une crise mondiale d'une ampleur encore inconnue.

Les institutions et les politiques révèlent leur vraie nature et passent ou non le test de leur utilité sociale précisément dans ces moments difficiles. C'est de ce point de vue, celui de la défense des intérêts de la majorité sociale, que nous abordons cette réflexion sur les actions d'une Union européenne (UE) à la dérive, dépassée par les événements et en train de se décomposer.

Les médias annoncent que les institutions européennes qui gouvernent l'UE ont enfin pris conscience de la gravité de la situation. La Commission européenne (CE) accepte le non-respect du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) et la Banque centrale européenne (BCE) ouvre des lignes de financement extraordinaires, élargissant son programme d'achat d'obligations d'entreprises et de titres de la dette publique.

Certains dirigeants politiques et responsables communautaires ont également déclenché un débat sur la possibilité de lancer des « *coronabonds* », ouvrant la porte, jusqu'ici bloquée, à la mutualisation de la dette publique par le biais de ce que l'on a appelé les euro-obligations. Celles-ci ont été rejetées à plusieurs reprises par les ordolibéraux qui dirigent des pays comme l'Allemagne et ceux qui se trouvent dans leur zone d'influence immédiate, comme c'est le cas des Pays-Bas. Et maintenant, ça continue de plus belle. Alors que nous terminons ce texte, le ministre allemand de l'Économie a rejeté cette alternative, avec les

mêmes arguments que d'habitude, ignorant la gravité de la situation pour l'UE, gravité qui exigerait une réponse commune de sa part.

Dans les réflexions qui suivent, nous nous référons plus particulièrement aux deux premières questions. En ce qui concerne le Pacte de stabilité et de croissance, la présidente de la CE, Ursula von der Leyen, a déclaré que, compte tenu des circonstances exceptionnelles dans lesquelles vivent les pays de la Communauté, son non-respect est autorisé, se bornant ainsi à reconnaître ce que la réalité a déjà amplement démontré. La réduction des recettes fiscales résultant de l'effondrement de l'activité économique, et l'augmentation des dépenses publiques pour faire face à la maladie rendent impossible la réalisation de ces objectifs de déficit et de dette publique.

En tout cas, nous nous félicitons de la rupture du verrou des politiques d'austérité, car cela donne aux gouvernements une marge de manœuvre nécessaire pour faire face à la pandémie, bien qu'insuffisante et temporaire. Mais nous ne pouvons pas oublier les conséquences plus que néfastes de l'obsession restrictive des institutions communautaires dans le domaine budgétaire : facteur clé de l'augmentation des inégalités, l'austérité a socialisé à partir de 2008 les coûts d'une crise provoquée par une industrie financière débridée, elle a piégé les économies dans une boucle récessive, et en conséquence elle a affaibli la capacité d'intervention des autorités publiques, dont les coffres sont vides et endettés, les mettant dos au mur dans une situation d'urgence comme celle que nous connaissons actuellement. Un exemple dramatique en est la dégradation du système de santé publique,

11. Jordi Muñoz, « Tres pregunats para después de la pandemia » (Trois questions pour l'après-pandémie), *Viento Sur*, 25 mars 2020 : <https://www.vientosur.info/spip.php?article15751>

12. Le concept, issu de l'architecture carcérale imaginée à la fin du XVIII^e siècle par Jeremy et Samuel Bentham pour permettre à un gardien d'observer tous les prisonniers, a été repris par Michel Foucault (*Surveiller et punir*, 1975) en tant que modèle abstrait d'une société disciplinaire, axée sur le contrôle social. La technologie numérique ouvre de nouvelles voies à ce modèle...

13. Voir l'article « *Contagion sociale : guerre de classe microbiologique en Chine* » en p. 14.

14. Voir à ce sujet Michael Löwy, *Écosocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, éd. 1001 nuits, Paris 2011.

* Manuel Garí, économiste, collabore à la revue *Viento Sur* et milite dans les rangs de Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol). Fernando Luengo, économiste, anime le blog *Otra economía* (<https://fernandoluengo.wordpress.com/>). Cet article a d'abord paru sur le site de la revue *Viento Sur* : <https://www.vientosur.info/spip.php?article15757> (Traduit de l'espagnol par JM).

Covid 19 & Union européenne



incapable pour le moment de freiner la progression rapide du coronavirus.

Pour toutes ces raisons, à notre avis, la position consistant dans une situation aussi défavorable à assouplir les critères budgétaires stricts établis par la CE et reportés dans les traités européens et les Constitutions nationales, dans le seul but de les rétablir lorsque la crise aura été surmontée, constitue une solution conjoncturelle imposée par cette situation d'urgence et non un changement de cap. Ce qui est une erreur fondamentale.

La crise a mis en évidence la nécessité d'un secteur public fort, au service d'abord des classes populaires. De même que, au-delà de la maladie, les grands défis qui nous attendent en termes d'égalité, d'écologie, de démocratie et de dignité nécessitent une intervention stratégique de l'État. Ce qui met en évidence la question de réparer les dégâts des politiques néolibérales. Dans l'immédiat, cela signifie un engagement en faveur de la santé publique, en inversant le processus de démantèlement et de privatisation. Il en va de même pour l'ensemble des services sociaux. Mais aussi préparer le développement du secteur public dans les domaines bancaire, pharmaceutique et bio-sanitaire, de l'eau, du gaz et de l'énergie.

Tout cela est incompatible avec les politiques d'austérité budgétaire et avec l'existence même du Pacte de stabilité et de croissance, mais aussi avec les politiques de privatisation et avec l'absence d'harmonisation fiscale et sociale. Dans ce contexte, il faut garder à l'esprit que l'UE a été construite en séparant strictement la politique monétaire – placée « *au-dessus* », sans contrôle, ni politique ni des États membres – et la politique budgétaire (et donc sociale), qui est laissée au niveau des États, eux-mêmes soumis à des restrictions. Le Pacte de stabilité et de croissance ne peut et ne doit pas être respecté, que ce soit maintenant ou lorsqu'il s'agira de reconstruire l'économie après le

tsunami causé par la maladie. Ce pacte, son contenu et sa logique doivent être définitivement remis en question.

En ce qui concerne le rôle de la BCE, Christine Lagarde, sa présidente, a fait des déclarations malvenues. Elle a souligné que la fonction de cette institution n'était pas d'intervenir pour réduire les primes de risque de la dette publique des États, bénissant ainsi le négoce et la spéculation des intermédiaires financiers privés sur cette dette. Cela a eu un impact immédiat en augmentant les taux d'intérêt, en particulier dans les économies les plus vulnérables, comme l'Italie.

Plus récemment, Christine Lagarde a annoncé le lancement d'un programme d'achat d'obligations publiques et privées d'une valeur de 720 milliards d'euros, qui s'ajoutent aux 125 milliards précédents. Avec deux objectifs principaux. D'une part, pour arrêter la hausse de la prime de risque de la dette publique (contredisant ainsi de ce qu'elle avait elle-même annoncé quelques jours avant). D'autre part, pour fournir des ressources aux gouvernements, aux familles et aux entreprises qui, en théorie, bénéficieront de taux d'intérêt plus bas sur les prêts accordés par les banques.

La vérité est que cette intervention (présentée comme une réponse extraordinaire à une situation exceptionnelle) ne change pas d'une virgule la feuille de route tracée dans les programmes d'achat d'actifs – assouplissement quantitatif – inaugurés par Mario Draghi. Si ces décisions ont calmé les marchés en abaissant la prime de risque, elles ont surtout eu la « *vertu* » de fournir des financements à des conditions extraordinairement privilégiées aux grandes banques et aux grandes entreprises.

Si l'objectif était que ce financement atteigne les familles et les entreprises et élargisse le champ d'action du gouvernement, le bilan est un échec total. Il a été utilisé principalement pour récompenser les hauts dirigeants et les grands actionnaires, pour le

rachat d'actions afin d'augmenter la valeur des entreprises en bourse et pour ouvrir des lignes de crédit aux entreprises « *zombies* » qui ont déjà un niveau d'endettement élevé. Il en a résulté une augmentation substantielle de la dette, en particulier de la dette privée, la tendance à la hausse des indices boursiers et l'accroissement substantiel des inégalités. En réalité, la BCE a évolué, comme toujours, dans le cadre des coordonnées définies dans son traité fondateur, qui interdit l'ouverture de canaux de financement direct aux États qui doivent recourir aux marchés pour couvrir leurs besoins – évidemment !

Les institutions communautaires, précisément pour ne pas faire peser tout l'effort sur les budgets nationaux, auraient dû mobiliser des ressources à la hauteur du défi posé par la pandémie. Elles ne l'ont pas fait, et la réponse de ces jours-ci profite aux oligarchies et ne garantit pas du tout que l'argent arrivera là où il est nécessaire de toute urgence. À cet égard, la BCE pouvait et aurait dû acquérir une dette publique à taux zéro, c'est-à-dire sans frais pour les gouvernements, et la convertir en dette perpétuelle, afin de faciliter le financement supplémentaire extraordinaire, nécessaire pour combattre la maladie. Cela représenterait un apport direct d'espèces sonnantes et trébuchantes pour faire face à la crise sanitaire, humanitaire, économique et sociale.

Il ne s'agit pas seulement d'un manque de réflexes, du poids de l'inertie institutionnelle, de l'idéologie néolibérale qui pèse sur toutes les politiques communautaires, des préjugés sur les vertus de l'austérité budgétaire et du rôle prétendument neutre de la BCE. Tout cela compte, bien sûr. Mais la chose la plus importante à garder à l'esprit, qui explique tout ce qui précède, ce sont les puissants intérêts qui se cachent derrière le Pacte de stabilité et de croissance et les programmes d'achat d'actifs : les entreprises privées qui ont transformé le secteur public en un marché, les banques qui ont trouvé avec la dette un succulent commerce, les riches qui ont reçu des ressources pour continuer à spéculer en bourse, les grands actionnaires qui s'approprient une partie fondamentale des bénéfices obtenus dans les entreprises, et leurs cadres dirigeants, qui ont maintenu leurs rémunérations extraordinairement élevées. C'est la « *coalition d'intérêts* » qui gouverne l'Europe. Ce sont les piliers sur lesquels s'est construite une Europe asymétrique, qui a surtout profité aux élites entrepreneuriales et financières. C'est ce cancer qu'il faut éradiquer. ■

26 mars 2020

IV^e Internationale : déclaration européenne*

Face à la pandémie de Covid-19, nos vies valent plus que leurs profits

En Europe, et surtout dans l'Union européenne – deuxième bloc économique mondial –, il est prouvé jour après jour que les politiques publiques menées depuis vingt ans ont sapé les structures de santé publique qui auraient pu faire face à une pandémie telle que celle de Covid-19. En mars, cette zone était au cœur de la pandémie. Aujourd'hui, c'est aussi au tour des États-Unis, et demain de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie, avec des risques de plus en plus importants pour des millions de personnes dans des pays aux structures sanitaires déficientes.

En 20 ans, les hôpitaux, les postes de médecins et d'infirmières et des dizaines de milliers de lits de soins intensifs et de réanimation ont été supprimés afin de respecter les règles des budgets d'austérité et la logique du capitalisme néolibéral : réduire la part de la protection sociale dans le PIB. Hormis l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg, les autres pays ne disposent que de 4 à 11 lits de soins intensifs pour 100 000 habitants, le Portugal et la Grèce étant les pays qui affichent les chiffres les plus bas. Dans ces deux pays, comme dans l'État espagnol, en France et au Royaume-Uni, la dernière décennie a vu se succéder des projets de suppressions de lits d'hôpitaux. Ces politiques, régulièrement dénoncées par les personnels de santé ces dernières années, ont créé une pénurie catastrophique de ressources pour faire face à la pandémie. L'Italie et la France ont déjà atteint ou dépassé leur capacité maximale dans les unités de soins intensifs. D'autres pays seront confrontés à la même situation dans les prochaines semaines. Partout, les gouvernements ont été lents à prendre des mesures pour faire face à cette pénurie en fournissant le matériel de protection nécessaire (masques, gels, etc.), les équipements essentiels (lits, respirateurs) et en recrutant d'urgence du personnel hospitalier. Même en Allemagne, des centaines de milliers de lits ont été supprimés au cours des deux dernières décennies et le rapport entre le nombre d'infirmières et de patients montre qu'il manque au moins 110 000 infirmières.

Dans le même temps, la principale obsession des gouvernements et des capitalistes en Europe a été le spectre de la récession et le maintien d'une production maximale. Lorsque des mesures d'urgence pour protéger la population ont été imposées, plusieurs gouvernements ont procédé, et procèdent encore, à des injonctions contradictoires. Contraints de décider, dans plusieurs pays, du confinement de toute la population afin de ralentir et réduire la propagation du virus, ils ont continué à pousser au maintien d'une activité économique maximale, au risque de la santé des travailleur-es, même dans des secteurs comme la production automobile, la construction, l'industrie militaire ou les chantiers navals. En outre, les travailleur-es des secteurs vitaux (production et distribution de denrées alimentaires, routes, transports publics, personnel médical et des maisons de retraite) ne disposent pas de suffisamment d'équipements de protection individuelle, et même les lignes directrices de l'UE en matière de législation sur la sécurité et la santé sont largement ignorées.

Certains pays ont promulgué des décrets interdisant les « activités non essentielles », mais toujours dans le but de maintenir l'essentiel de la production économique. La France et l'Italie ont interdit certains licenciements, mais ces mesures ont une portée limitée. Dans l'État espagnol, les travailleur-es touché-es par les fermetures devront rattraper les heures non travaillées après la réouverture des entreprises. Ces dernières semaines, on a déjà enregistré 1,5 million de licenciements, dont 500 000 en Catalogne. En Italie, la Cofindustria a exercé de fortes pressions pour que les activités se poursuivent dans la plupart des secteurs économiques, mais les travailleur-es et les syndicats combattifs ont obligé le gouvernement à réduire partiellement le nombre de secteurs autorisés à continuer à fonctionner. Désormais, même dans les zones les plus touchées, une simple déclaration aux autorités de police locales permet à de nombreuses usines et manufactures de poursuivre leurs activités. Mais la résistance des travailleurs se maintient également. En France,

c'est souvent par manque de pièces ou de débouchés immédiats que la production s'est arrêtée. PSA et Renault tentent maintenant de reprendre un maximum d'activités. La ministre française du Travail elle-même a exercé une pression maximale pour que le secteur du bâtiment et des travaux publics reprenne son activité.

Des millions de travailleur-es ont été directement licencié-es ou mis-es au chômage partiel avec perte de salaire. Des contrats précaires et temporaires n'ont pas été renouvelés. Des millions d'indépendant-es qui n'ont pas le statut de salarié se sont également retrouvé-es sans activité et sans revenus. Mais, pour tout le monde, toutes les dépenses et crédits arrivent et doivent être payés. Toutes et tous les travailleur-es, quel que soit leur statut (salarié, indépendant, chômeur, temporaire, saisonnier, etc.) doivent avoir leur revenu garanti à 100 %, avec un minimum garanti pour tous et toutes en fonction du coût de la vie dans le pays. Les bénéfiques et les dividendes doivent être utilisés pour financer cette garantie.

Les personnes vivant dans des conditions précaires, les sans-abri et les femmes sont les premières touchées par la propagation du Covid-19 et le confinement. Les logements précaires, les logements exigus et insalubres créent un confinement pour les pauvres qui n'a rien à voir avec celui des riches. En Italie et en France, les plus aisés ont quitté les

* Voici la liste des signataires de cette déclaration : **Allemagne** : Internationale Sozialistische Organisation (ISO) ; **Autriche** : Sozialistische Alternative (SOAL) ; **Belgique** : SAP - Gauche anticapitaliste ; **Danemark** : Socialistisk Arbejderpolitik (SAP) ; **État espagnol** : Anticapitalistas ; **France** : SFQI – militant-es de la IV^e Internationale en France ; **Grande-Bretagne** : Socialist Resistance ; **Grèce** : OKDE-Spartakos, TPT (Tendance programmatique IV^e Internationale) ; **Irlande** : Socialist Democracy ; **Italie** : Communia Network, Sinistra Anticapitalista ; **Pays-Bas** : SAP - Grenzeloos ; **Pologne** : Zbigniew Marcin Kowalewski ; **Portugal** : SPQI - collectif des militant-es de la IV^e Internationale, Toupeira Vermelha ; **Russie** : Mouvement socialiste russe (RSD) ; **Suède** : Socialistisk Politik ; **Suisse** : Bewegung für den Sozialismus/Mouvement pour le Socialisme (BFS/MPS), solidaritÉS ; **Turquie** : Sosyalist Demokrasi için Yeniyol.

Covid 19 & Union européenne

zones les plus exposées pour s'isoler dans des zones moins exposées.

Les autorités russes ont eu recours à des mesures répressives, condamnant à de lourdes amendes pour les violations de quarantaine et renforçant le dispositif de vidéosurveillance et de contrôle de police. Simultanément, ils ont effectivement refusé d'apporter le moindre soutien aux travailleurs des petites et moyennes entreprises qui ont perdu leurs revenus ou leur emploi. De plus, trois millions de travailleur-es migrants d'Asie centrale qui ne peuvent pas rentrer chez eux et beaucoup d'entre elles et eux qui ont perdu leur emploi se sont retrouvés dans une situation très vulnérable. La propagation de l'épidémie risque de provoquer énormément de victimes, largement dues au programme brutal « *d'optimisation* » néolibérale de l'hôpital que le gouvernement russe a mis en œuvre au cours des années précédentes.

De même, la violence domestique et les féminicides augmentent partout dans un tel contexte.

Dans les prisons de nombreux pays, les populations et le personnel pénitentiaire se trouvent également dans des conditions de surpopulation sans équipement de protection.

Les migrant-es, en particulier celles et ceux qui sont bloqué-es entre la Grèce et la Turquie, mais aussi celles et ceux qui sont entassé-es dans des camps, sont encore plus exposé-es en raison de leur condition physique précaire. Dans la plupart des pays, ces populations sont laissées sans soutien de l'État et même des ONG, sans aide alimentaire et entassées dans des centres où les mesures de protection sont inapplicables. Le Portugal a décidé de régulariser temporairement les réfugié-es et sans-papiers présent-es sur son sol, mais cela ne concerne que celles et ceux qui ont déjà une demande de régularisation confirmée par les autorités.

Plus encore que d'autres, les migrant-es sont confronté-es à une crise sans précédent en matière de revenus, d'emploi, de logement et de faim, et les secteurs de « *l'aide sociale* » s'effondrent pour d'immenses et diverses catégories défavorisées de la population, autochtones ou non, migrant-es et réfugié-es compris.

En même temps, les migrants et les populations issues de l'immigration postcoloniale fournissent une part importante des salarié-es dans des secteurs essentiels comme la santé et les soins, les transports publics, la production et distribution alimentaire, le nettoyage, secteurs aussi largement féminisés.

La pandémie exacerbe la discrimination

de classe, et les classes populaires, les plus précaires, sont celles qui paient et paieront le plus lourd tribut à cette pandémie, notamment en termes de décès.

Dans le même temps, plusieurs gouvernements, menés par l'Italie et la France, ont tenté de masquer leur négligence par une posture guerrière, un recours à tout l'appareil du nationalisme : mise en avant de l'armée, de l'hymne national, de l'appel à l'Union Sacrée, alors que la discrimination de classe n'a jamais été aussi forte que depuis le début de cette pandémie. De même, plusieurs gouvernements ont déclaré l'état d'urgence (Italie, France, Portugal, Espagne), avec la tentation d'utiliser cette situation pour limiter les droits sociaux et démocratiques. Ainsi, en Allemagne, la crise du Covid-19 est utilisée pour remettre en question ou annuler différents acquis du mouvement ouvrier : par exemple, en Bavière, la loi sur les heures de travail et, dans toute l'Allemagne, la loi sur le ratio du personnel pour les soins infirmiers. En France, le gouvernement autorise par décret les entreprises à déroger aux règles sur la durée du travail et l'octroi de congés ; en Espagne et au Portugal des dispositions interdisent le droit de grève dans les secteurs de la santé et des productions essentielles ou permettent de briser la grève. Le Parlement hongrois a donné à Orban les pleins pouvoirs, court-circuitant ainsi tout contrôle démocratique.

Cette pandémie n'est pas une surprise, notamment pour de nombreux scientifiques. La croissance massive de l'industrie agro-alimentaire, notamment de la viande, la déforestation ainsi que l'augmentation des bidonvilles dans les mégapoles, les chaînes de valeur mondiales ont créé une bombe à retardement de développement et de prolifération mondiale de souches de virus nouvelles et inconnues.

Face à cette crise, l'Union européenne a fait une triste démonstration. La situation actuelle est le résultat de nombreuses années de politique d'austérité : par exemple, au cours de la dernière décennie, pas moins de 63 fois, l'UE a exigé des réductions des dépenses de santé publique dans différents pays. Loin de mettre en place une coordination sanitaire, de mettre en commun les ressources pour lutter contre la pandémie, les gouvernements ont commencé par fermer les frontières nationales avec les « *pays infectés* », ont refusé l'aide demandée par l'Italie et ont pris des mesures contradictoires de manière désordonnée. Pendant des semaines, l'Italie a reçu plus d'aide venant de la Chine, de la Russie et même de Cuba que venant des pays européens. Le manque de masques, de tests et de lits de soins

intensifs a rendu inévitable un confinement strict dans beaucoup de pays, mais aujourd'hui encore, il n'y a pas de coopération au niveau européen pour rattraper le retard. Les seules préoccupations des sommets européens de ces dernières semaines ont été de suspendre temporairement les règles budgétaires, et le rachat massif de titres par la BCE dans le cadre du « *quantitative easing* » (assouplissement quantitatif) pour se sauver de la crise boursière et financière. Entre-temps, l'UE a refusé l'émission de « *coronabonds* », directement garantis au niveau européen, afin que des pays comme l'Italie, qui en faisait la demande, ne puisse pas bénéficier de prêts à faible taux d'intérêt. Cyniquement, la seule proposition est d'utiliser le MES (mécanisme européen de stabilité), dont l'aide est conditionnée à des mesures d'austérité, les mêmes qui ont créé la situation catastrophique actuelle. À aucun moment, la coopération en termes de soins de santé, de ressources industrielles et de personnel médical n'a été envisagée et chaque État poursuit sa propre politique de sauvegarde.

Mesures d'urgence

Les organisations et les militant-es de la Quatrième Internationale en Europe mettent en avant un programme de mesures d'urgence :

- l'injection de moyens suffisants pour la mise à disposition massive de kits de dépistage, la multiplication des lits de réanimation et des respirateurs. La généralisation gratuite à l'ensemble de la population des masques de protection et des tests biologiques appropriés est la condition de la levée du confinement. Soutien immédiat à une production démocratiquement contrôlée de ces moyens et à une recherche non commerciale de médicaments et de vaccins contre le Covid-19,
- la cessation de toutes les activités économiques qui ne sont pas essentielles à la vie quotidienne et à la protection de la santé de la population,
- la prise en charge à 100 % par les entreprises et/ou l'État des salaires des travailleur-es ayant suspendu leur activité, y compris les contrats précaires et temporaires, les travailleur-es domestiques, indépendant-es et les travailleur-es saisonnier-es, ceci sans aucune obligation de prendre des jours de congé ou de récupérer ultérieurement les heures non travaillées. Obligation pour l'État de payer les salaires des salarié-es dont les employeurs refusent de les verser pendant la crise. Le gouvernement devra ensuite récupérer le coût de cette intervention en infli-



geant une amende aux entreprises coupables de ne pas avoir payé les salaires. Pour les travailleur-es du secteur informel, pour les chômeur-es non rémunéré-es, pour les étudiant-es, pour tous ceux et toutes celles qui en ont besoin, l'État doit assurer un revenu minimum garanti permettant de vivre décemment,

- l'interdiction de tout licenciement et la réintégration des salarié-es licencié-es depuis le début de la pandémie,
- le refus de toute mesure autoritaire et exceptionnelle de suspension des droits sociaux, y compris le droit de grève,
- mise à disposition de moyens de protection (masques, gels, lunettes, gants) pour tous ceux et toutes celles poursuivant une activité, permettant leur protection et l'exercice immédiat du droit de retrait si les conditions de sécurité ne sont pas respectées,
- l'arrêt de toute expulsion de locataires, la suspension des loyers, des prêts personnels et des factures d'eau et d'énergie, la mise à disposition d'un logement convenable pour tous ceux et toutes celles qui vivent dans des conditions précaires ou sans logement, la réquisition des logements vides,
- la mise en place d'une prise en charge sociale adéquate pour les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et tous celles et ceux qui sont socialement isolé-es par le confinement,
- la mise en place, notamment dans les pays où le confinement a été décidé, de mesures de protection d'urgence immédiates pour les femmes et les enfants victimes de violence, avec des décisions rapides d'éloigner les conjoints violents ou de fournir un logement de remplacement aux victimes,
- la garantie d'un accès en temps voulu à la contraception et à l'avortement en tant que procédure médicale vitale,
- la régularisation immédiate de tous les

migrant-es et réfugié-es sans papiers avec un accès immédiat à tous les systèmes de protection sociale, la fin de toutes les expulsions ; alors que le Covid-19 s'est déjà répandu dans les camps, la fermeture immédiate des camps de détention très surpeuplés, en particulier celui Moria à Lesbos est impérative, avec la réquisition des hôtels et appartements nécessaires avec des conditions d'hygiène et de confinements satisfaisantes. Les frontières de l'Europe doivent être ouvertes pour l'admission en toute sécurité des réfugié-es.

La situation exige également que les intérêts des classes populaires soient mis au premier plan dans une série de décisions urgentes :

- la réorganisation publique du secteur de la santé, intégrant l'ensemble du secteur privé, avec l'embauche immédiate de toutes les personnes de santé nécessaires au fonctionnement des services dans le cadre de la réouverture des lits, des services et des hôpitaux fermés ces dernières années, l'ouverture de toutes les structures de santé nécessaires et l'augmentation des salaires des personnels de santé,
- le transfert dans le domaine public de l'industrie pharmaceutique et la production des médicaments nécessaires indépendamment des droits de brevet,
- le transfert dans le domaine public des principales plateformes de médias sociaux, Facebook, WhatsApp, Amazon et Zoom qui profitent massivement du confinement et collectent des données qui généreront d'énormes profits à l'avenir. Elles doivent être reprises (sans indemnité, elles ont déjà trop profité), et fonctionner comme des services publics transparents à but non lucratif,
- dans chaque pays, transfert de la propriété des services funéraires au secteur public. Les entreprises privées ne doivent pas être autori-

sées à tenter de profiter de la mort et du chagrin des gens pour maximiser leurs recettes,

- pour une agriculture durable et une justice alimentaire mondiale,
 - la conversion immédiate des industries appropriées (voitures, avions, armes...) en productions aidant la société à gérer la crise sanitaire : ventilateurs, surveillance, lits de soins intensifs, équipements de protection. Les travailleur-es pourraient enquêter sur leur propre lieu de travail et prendre des mesures de reconversion en coopération avec les autorités sanitaires,
 - l'expropriation des banques privées sans indemnisation des grands actionnaires et la socialisation du système financier sous contrôle citoyen, la suspension de tous les frais bancaires sur les comptes privés et l'octroi aux classes populaires de prêts à taux zéro pour répondre à leurs besoins immédiats,
 - la suspension immédiate du paiement des dettes publiques doit permettre de mobiliser les fonds suffisants dont les pays ont besoin pour répondre aux besoins des populations pendant la pandémie. La suspension du paiement de la dette doit être combinée à un audit avec participation citoyenne afin d'identifier la partie illégitime et de l'annuler.
- Malheureusement, cette pandémie et la crise mondiale sont les prémices de crises répétées produites par la mondialisation et les changements climatiques. Le capitalisme a créé un monde qui déstabilise, dépouille les sociétés humaines et exacerbe les risques de catastrophes climatiques ou sanitaires. Nous devons mettre fin à l'ancien monde des profits, des pandémies et du changement climatique, et arrêter la destruction de la vie sur notre planète.

Plus que jamais, nos vies valent plus que leurs profits !

Le 8 avril 2020

Protégeons nos vies, pas leurs profits !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

La pandémie du Coronavirus constitue un problème de santé publique gravissime et les souffrances humaines qu'elle va provoquer seront énormes. En Europe occidentale, les systèmes de santé sont déjà au bord de l'asphyxie. Si elle atteint massivement des pays dits du Sud, dont le système de santé publique, déjà faible ou très fragile, a été terriblement mis à mal par 40 ans de politiques néolibérales, les décès seront très nombreux.

Nous sommes confrontés à la plus grave pandémie depuis un siècle. Le nombre de morts dus à la grippe (dite espagnole) de 1918-1919 reste difficile à évaluer, mais il fut considérable, frappant avant tout de jeunes adultes. Sa gravité s'explique notamment par le fait qu'elle a suivi directement la Première Guerre mondiale. La rapidité d'expansion de la pandémie Covid-19 s'explique quant à elle notamment par l'affaiblissement des capacités de résistance des populations, provoqué par l'ordre néolibéral et la montée des précarités. Et cela dans le contexte de la multiplication des échanges internationaux due à la mondialisation capitaliste, la marchandisation généralisée et le primat de la loi du profit.

Ce nouveau coronavirus a été détecté dès novembre 2019 en Chine. Les médecins ou scientifiques qui ont tenté de lancer l'alerte ont d'abord été réprimés, réduits au silence. Si le PCC avait immédiatement réagi, le danger d'épidémie aurait peut-être été tué dans l'œuf.

La politique du déni de danger n'est pas le propre du régime chinois. Donald Trump aux États-Unis s'est moqué de ce « *virus étranger* ». Jair Bolsonaro, avec le Brésil déjà plongé dans la pandémie, a déclaré que « *l'interdiction des matchs de football est une hystérie* » et a défié les lois et les directives des autorités sanitaires pour participer à une manifestation contre la Justice et le Parlement. Boris Johnson au Royaume-Uni a d'abord prôné « *l'immunisation de groupe* » (permettre la propagation du virus afin que l'épidémie atteigne librement ses limites intrinsèques, quand autour de 70 % de la population sera infectée). Il a été obligé de



changer cette approche impitoyable et dangereuse. Sophie Wilmès, Première ministre belge, a longtemps fait la sourde oreille à toute alerte. La présidence française n'a pas reconstitué les stocks stratégiques (tenues et produits de protection...) dès que les premiers cas sont apparus en janvier 2020. Les gouvernements de pays peu touchés à l'est de l'Europe ne tirent pas les leçons de la crise sanitaire qui frappe l'ouest du continent. L'Union européenne n'a pas été capable d'organiser la plus élémentaire des solidarités envers l'Italie, frappée de plein fouet, alors qu'elle ne produit même pas de masques sur son sol... La raison essentielle de ce retard est la volonté des gouvernements de ne pas compromettre l'activité économique et la circulation des marchandises, de consacrer le minimum de ressources à la protection des populations. La volonté de poursuivre des politiques d'austérité dans le cadre de l'offensive du capital contre le travail et le spectre de la récession ont été plus forts que la préservation de la santé des populations.

Malgré les progrès très rapides de la recherche médicale et scientifique, il est trop tôt pour prévoir l'évolution du virus SARS-CoV-2 : sera-t-il sensible à l'arrivée des beaux jours dans l'hémisphère nord et la maladie va-t-elle régresser ? Va-t-il muter et si oui, va-t-il gagner ou perdre en virulence ? L'expansion de la maladie à partir de la

Chine s'est faite sur un axe est-ouest (incluant l'Europe, l'Iran et les États-Unis), où les conditions se sont avérées favorables. Cependant, le virus est dorénavant présent au Sud aussi, où il peut se multiplier, par exemple lors du prochain changement de saison, avant de revenir en force au Nord. Si l'on peut espérer que des traitements médicaux soient découverts assez rapidement, un vaccin demandera du temps pour être mis au point. Il serait irresponsable de miser sur une extinction naturelle, à brève échéance, de la maladie Covid-19.

Le virus se diffuse très rapidement. Le rapport entre les cas avérés d'infection et le nombre réel des personnes touchées n'est pas connu en l'absence de tests de dépistage systématique mais sa dangerosité est bien établie. La mortalité de la maladie peut varier suivant les pays. Elle serait bénigne dans 80 % des cas, sérieuse dans 20 % – dont très grave dans 5 % et mortelle dans quelque 2 % des cas. Les plus âgés ou les plus malades ne sont pas les seuls en grave danger. Des personnes de plus en plus jeunes se retrouvent en réanimation là où l'épidémie explose.

Les grands médias et les gouvernements mettent l'accent sur les différences de taux de mortalité en fonction de l'âge mais ils se gardent bien d'attirer l'attention sur les différences de classe et sur comment la morta-

lité due à la pandémie du coronavirus va affecter les êtres humains selon leurs revenus et leur patrimoine. Se mettre en quarantaine ou accéder à un service de réanimation quand on a 70 ans et qu'on est pauvre ce n'est pas du tout la même chose que quand on est riche.

Face au nouveau coronavirus, il n'existe pas d'anticorps dans la population. Le traitement des malades graves est lourd, il demande du matériel de pointe et un personnel médical formé, compétent. À défaut (ou si le système hospitalier est débordé), bien des malades guérissables meurent et vont mourir. À défaut de mesures drastiques, si 4 milliards de personnes étaient infectées, cela provoquerait 80 millions de morts.

La pandémie de Covid-19 est donc à prendre très au sérieux par nos organisations et tous les réseaux militants progressistes. Là où l'épidémie se développe, des mesures très fermes pour l'endiguer et protéger les populations doivent être prises. Là où ce n'est pas le cas, les leçons des pays les premiers touchés doivent être tirées pour s'y préparer, au cas où elle se développerait, et imposer aux gouvernements de réelles mesures préventives.

Des plans préventifs d'envergure

Dans la plupart des pays touchés, faute de préparation, les gouvernements gèrent la pénurie, faisant parfois de nécessité vertu. Là où ils existent, les plans préventifs doivent être renforcés. Et être établis là où ils n'existent pas.

Ces plans doivent préparer la réorganisation du système de santé dans son ensemble et la mobilisation de toutes les ressources nécessaires en cas d'épidémie, et en particulier une augmentation immédiate du personnel des services de santé qui sont déjà en grave sous-effectif.

Les hôpitaux ont été soumis à des restrictions budgétaires successives, affaiblis, voire privatisés, alors qu'ils constituent l'un des piliers du combat contre une épidémie, traitant des soins lourds. Les services privés de soins, de production de médicaments et de matériel médical doivent être réquisitionnés, sous contrôle public et social. Le gouvernement de l'État espagnol a pris l'initiative de réquisitionner les lits d'hôpitaux privés.

Des stocks stratégiques de tenues de protection, de gels hydro-alcooliques, de kits de dépistage doivent être constitués en priorité pour les personnels de la santé et autres travailleur-es essentiels, et pour les secteurs les plus à risque de la population.

Les plans préventifs comprennent aussi la recherche médicale et scientifique. Or, là encore, du fait des logiques austéritaires, le financement des recherches a été réduit ou coupé, notamment concernant les coronavirus. Toutes les entreprises privées travaillant dans ce domaine doivent être nationalisées sous contrôle public et social.

La Corée du Sud a montré l'utilité des tests massifs de dépistage pour comprendre la dynamique de l'épidémie et intervenir aussi tôt que possible. Or, pour des raisons de restrictions budgétaires, ces stocks n'ont pas été maintenus à niveau quand ils existaient. En conséquence, la pénurie de moyens crée des situations dramatiques. En situation de pénurie, les moyens de protection doivent être réservés en priorité au personnel soignant, qui peut néanmoins se retrouver lui-même en situation de sous-équipement, et à leurs proches.

Les conditions de vie doivent être garanties par la suspension du paiement des loyers, des emprunts et des services de l'eau, du gaz et de l'électricité. Il faut l'arrêt immédiat de toute expulsion. La mise en place de lieux d'hébergement pourvus de tous les équipements nécessaires pour les sans-abri et la réquisition de logements vides pour ne pas laisser les gens dans les immeubles insalubres sont des mesures d'urgence. Ceux et celles qui vivent dans la rue ne peuvent pas s'isoler ou être confinés.

La crise économique et sociale à venir, déclenchée par la pandémie mais préparée par l'accumulation des problèmes dans l'économie capitaliste, ne devrait pas être l'occasion d'une nouvelle concentration des richesses et d'une destruction des droits sociaux. Au contraire, les forces progressistes doivent pousser à des solutions basées sur la redistribution des ressources et sur le bien commun.

Enfin, face à l'envol de l'épidémie, des mesures très strictes de limitation du contact social et des déplacements, et donc de réduction drastique de l'activité économique ont dû être prises. Les plans de prévention doivent donc inclure une aide massive à la population pour éviter la montée de la paupérisation et pour que personne ne se retrouve démuné en temps de crise sanitaire. Cela doit s'appliquer aussi bien aux travailleur-es salariés qu'aux travailleur-es indépendants. Les coûts de ces restrictions devraient être supportés par une augmentation des impôts sur les bénéficiaires et les revenus des entreprises, ainsi que sur les grandes fortunes.

L'importance vitale de l'auto-organisation sociale

Nous devons exiger des autorités qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires à la protection sanitaire et sociale de la population, mais rien ne serait plus dangereux que de s'en remettre à elles seules. La mobilisation indépendante des acteurs sociaux est indispensable.

Le mouvement ouvrier doit combattre pour que les conditions maximales de sécurité sanitaire soient respectées sur les lieux de travail et que les revenus des travailleur-es soient intégralement maintenus en cas de chômage total ou partiel. Des grèves ont déjà eu lieu pour exiger la fermeture des lieux de travail consacrés à des productions sans utilité immédiate, comme l'automobile, par exemple à Mercedes Benz, Vitoria au Pays Basque. Ailleurs, des travailleur-es essentiels, dans les hôpitaux en France ou dans la collecte des ordures ménagères en Écosse, ont pris des mesures pour exiger de meilleures conditions de sécurité.

Les organisations locales ont un rôle essentiel à jouer sur de nombreux plans. Elles permettent de briser l'isolement dans



Covid 19 & IV^e Internationale

lequel peuvent se retrouver des personnes, entre autres les femmes qui se trouveront sans doute obligées de prendre une charge encore plus lourde de tâches domestiques et de garde d'enfant en période de confinement. En combattant les racismes, xénophobies, LGBT+phobies elles peuvent s'assurer que les précaires, migrant-es, sans-papier-es, minorités discriminées ne soient pas exclus de fait des protections auxquelles elles et ils ont droit. Elles peuvent aider les femmes qui se retrouveraient dans un huis clos mortifère avec un conjoint violent. Elles peuvent s'assurer que les gestes quotidiens de « *distan- ciation sociale* » sont respectés.

De nombreux exemples d'organisation de base au niveau d'un quartier, d'un immeuble, avec des personnes se mettant en contact, entre celles proposant de l'aide et celles ayant besoin d'aide (personnes âgées, handicapées, en quarantaine) existent, souvent pour la première fois, dans différents pays, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en France. En Italie, parallèlement à l'aide pratique, des communautés se sont réunies pour rompre l'isolement social et faire preuve de solidarité en chantant en masse depuis leur balcon et fenêtre.

Les mouvements sociaux doivent pouvoir s'appuyer sur une expertise indépendante, médicale et scientifique, pour savoir quelles mesures sont efficaces et indispensables, et pour favoriser les échanges internationaux. Médecins et chercheurs doivent s'engager avec eux.

Enfin, l'auto-activité du mouvement social est une garantie démocratique irremplaçable. L'autoritarisme des pouvoirs peut se renforcer en temps d'urgence sanitaire, au nom de l'efficacité. Il faut opposer à cette tendance lourde un front de mobilisation

unitaire aussi large que possible.

Une crise globale de la société capitaliste

Une pandémie représente un test majeur pour une société. La situation en Lombardie, dans le nord de l'Italie, illustre dramatiquement ce qu'il en est de l'ordre dominant. La Lombardie est en effet l'une des régions d'Europe la plus riche qui bénéficie de l'un des meilleurs systèmes hospitaliers. Ce dernier a néanmoins été affaibli par les politiques néolibérales. Il est aujourd'hui noyé sous le flot des malades graves, au point que l'Association des anesthésistes en réanimation a donné pour consigne d'opérer un tri entre les patient-es et de ne soigner que celles et ceux dont l'espérance de vie est la plus grande, en laissant mourir les autres.

Il ne s'agit pas ici d'une situation ponctuelle, comme quand des secouristes doivent décider après un accident faisant de multiples victimes qui soigner en premier lieu, mais d'une faillite systémique qui aurait pu être évitée si la politique sanitaire avait été autre. La pénurie impose en temps de paix la mise en œuvre d'une médecine de guerre où l'on renonce à tenter de sauver tout le monde ! C'est une terrible cassure des solidarités qui se produit dans l'une des régions les plus développées du monde tant sur le plan économique que sanitaire — et qui peut arriver demain ailleurs en Europe.

Condamnation sans appel de l'ordre capitaliste dominant

La question n'est pas de savoir si la pandémie Covid-19 se « *normalisera* » demain, mais au prix de combien de morts, de combien de déchirures sociales. C'est une ques-

tion récurrente, car nous vivons au temps du retour des grandes épidémies (SRAS, Sida, H1N1, Zika, Ebola...). L'état chronique de crise sanitaire se combine aujourd'hui à la crise écologique globale (dont le réchauffement climatique est l'une des facettes), à l'état de guerre permanent, à l'instabilité de la mondialisation néolibérale et de la financiarisation du capital, à la crise des dettes, à la montée des précarités et au délitement du tissu social, à la montée en puissance de régimes de plus en plus autoritaires, à des discriminations, racismes et xénophobies...

Combattre la crise sanitaire exige concrètement de combattre la dictature des transnationales et des lobbies pharmaceutiques ou agro-industriels, en opposant à ces derniers une agroécologie paysanne et une agroforesterie permettant la reconstitution d'écosystèmes équilibrés. Cela exige d'imposer une réforme urbaine pour en finir avec les mégapoles insalubres, d'opposer de façon générale à la logique du profit celle de la gratuité : toute personne malade doit être soignée gratuitement, quel que soit son statut social... Nos vies valent plus que leurs profits !

L'écossocialisme représente l'alternative à cette crise globale de la société capitaliste. La riposte à la crise sanitaire constitue un champ de mobilisation en convergence avec les autres terrains de lutte pour construire cette alternative. Une telle convergence des luttes écossocialistes, féministes, ouvrières doit avoir pour but de se débarrasser du système capitaliste qui nous tue et qui tue la planète pour construire une nouvelle société.

Le 17 mars 2020

**Bureau exécutif
de la IV^e Internationale**



De la crise du « progressisme » au progrès des crises

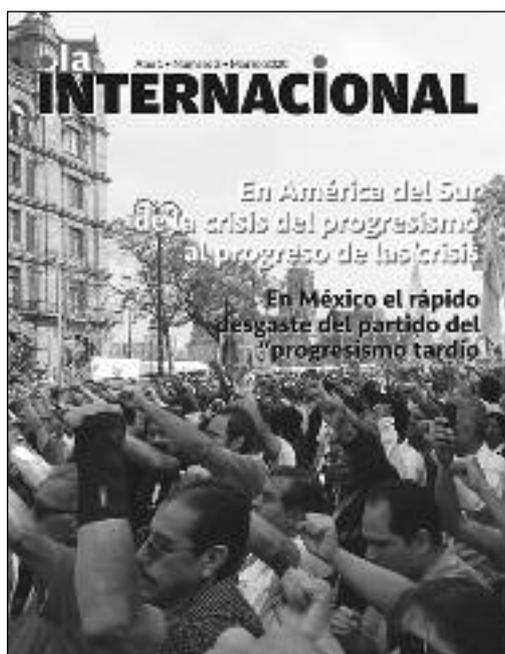
Par
Luis Rangel*

Au cours des dernières années, les débats sur l'Amérique latine au sein de la gauche internationale avaient tendance à se focaliser sur les pays dont les gouvernements, avec des formes et des rythmes différents, ont pris une certaine distance avec les oligarchies traditionnelles de leurs pays (parfois plus dans les discours que dans la réalité) : Venezuela, Bolivie, Brésil, Argentine, Équateur. En général, sans oublier leur importance politique et économique mais surtout en fonction de la situation conjoncturelle, on insistait beaucoup sur le Venezuela, le Brésil ou l'Argentine. Même l'Équateur semblait être un élément de plus de « l'axe progressiste », en ce qui concernait les analyses internationales. Lorsque nous avons vu les expériences progressistes tomber l'une après l'autre, se dégrader, entrer en crise, les débats ont alors tourné autour de « la fin du cycle » et de la droite menaçante et revancharde. Appels urgents à contenir l'ennemi, unité... Sur quoi ? Pour quoi ? Avec qui ? Ennemi principal ou secondaire ? Au fil des mois la situation est beaucoup plus complexe. Elle se caractérise par au moins trois éléments :

- ❶ Un florilège de résistances populaires, massives, d'événements, la force du peuple.
- ❷ Une extrême droite qui n'est plus un fantôme mais une réalité terrifiante.
- ❸ Un énorme problème d'horizons. Nous ne voulons pas cela ! crient les peuples... Mais alors, que voulons-nous ? Et, plus important... Comment allons-nous parvenir là où nous voulons aller ?

Un tableau de la situation actuelle

● **Nicaragua.** Au cours de ces dernières années le gouvernement Ortega-Murillo a approfondi (au cas où il y avait encore un doute) sa trahison complète du sandinisme. En s'alliant avec la droite et les églises conservatrices. En 2018, il met en œuvre une réforme des retraites qui déclenche un soulèvement populaire, de rage, sans direc-



tion, auquel il répond par la répression et la prison pour les militantes féministes, les jeunes activistes et les vieux combattants du FSLN.

● **Puerto Rico.** Dès 2019, la grande vague a commencé avec l'été chaud dans la Caraïbe, à la suite de fuites de conversations sur la messagerie Telegram du gouverneur d'alors, Ricardo Rossello, dans lesquelles il se moquait ouvertement des gens, de leurs douleurs et de leurs peines (ainsi que des « blagues » mysogines et homophobes) à la suite de l'ouragan Maria qui a frappé l'île en 2017 (souvenons-nous des moments où Trump lançait aux gens du papier hygiénique). La condition coloniale de l'île a fait que pendant des mois elle s'est retrouvée sans électricité, sans que puisse parvenir l'aide internationale, et le mépris du gouvernement fut tel que les gens durent enterrer leurs morts quand et comme ils le pouvaient. Une mobilisation populaire a éclaté qui a finalement forcé Ricardo à démissionner après des manifestations monstres (auxquelles ont pris part des personnalités comme Ricky Martin, Bad Bunny, Residente, etc., ce qui donne une idée de la profondeur sociale de l'explosion). À son apogée, un tiers de la population recensée de l'île était dans la rue.

La chute de Rossello a signifié une victoire – en dansant – pour la première fois dans cette décennie.

● **Pérou.** En octobre 2019, le président péruvien Martin Vizcarra a dissous le Congrès contre la majorité parlementaire Fujimoriste. Une crise politique profonde qui atteint la gouvernance institutionnelle elle-même. Malgré les mobilisations de décembre (la nuit de Noël 2017 !), il s'agit d'une crise centrifuge où le niveau de mobilisation joue jusqu'ici un rôle moins grand que la crise des oligarchies au pouvoir.

● **Équateur.** Une augmentation brutale du prix des carburants, comme celle vécue au début de 2018 au Mexique, un décret d'austérité économique dans lequel l'État s'est livré complètement au FMI et qui concernait également les retraites et la dette, tout cela a fait éclater une mobilisation sociale dont les peuples indigènes regroupés dans la CONAIE ont été les principaux protagonistes. Il est important d'en mentionner quelques éléments : 1) Le rôle protagoniste des peuples indigènes. 2) La crise de l'expression locale du « progressisme » : le mouvement a pu sortir d'une sorte de « campisme », où le mot d'ordre « *ni Lenin [Moreno] ni [Rafael] Correa* » a eu un enracinement profond, au-delà des sphères militantes, sans pour autant que cela ait signifié automatiquement une alternative au pouvoir. 3) Une victoire, la seconde de l'année, au son de la flûte de Pan. Depuis des années des acteurs importants du mouvement populaire équatorien avaient pris leurs distances avec Rafael Correa, et il y a dans le gouvernement de Lenin Moreno, au-delà des querelles personnelles, d'importantes continuités avec le Corréisme, et pas seulement parce qu'il fut son candidat et son vice-président, à tel point que l'accusation de « *trahison* » – for-

* Luis Rangel est militant du Parti révolutionnaire des travailleur-es (PRT), section mexicaine de la IV^e Internationale. Cet article a été d'abord publié par la revue mexicaine *la Internacional* n° 2 de mars 2020 (Traduit de l'espagnol par Fabrice Thomas).

Amérique du Sud

mulée par Correa contre Moreno – tombe d'elle-même.

● **Haïti** vit une explosion populaire contre le gouvernement de Jovenel Moïse depuis que la corruption cynique, provenant de l'accord lancé par Hugo Chavez en 2005, est apparue au grand jour. Le système Petrocaribe n'a toujours pas servi à aider à reconstruire Haïti, 10 ans après le tremblement de terre qui l'a dévasté, mais à construire des hôtels de luxe, des plages privées, des bateaux de croisière pendant que l'urgence humanitaire continue, sans aliments, sans les fournitures de base, avec des maladies incurables qui s'étendent sur cette nation qui porte encore le châtiment des oligarchies mondiales pour être née de la rébellion des esclaves qui la rendit indépendante entre 1791 et 1804. Pendant ce temps le monde entier se tait.

● **Chili**. Du point de vue régional, c'est avec la Bolivie l'épicentre où les événements et leur issue auront le plus grand impact sur tout le continent. La bulle néolibérale a éclaté (le Chili a toujours été le contre-exemple de la droite face au Venezuela). Une augmentation du prix du métro et le mouvement qui s'y est opposé, mené au début par des étudiants et des lycéens, a déclenché un mouvement massif, profond qui a mis au centre, parmi d'autres éléments, les retraites (un système privatisé et pourri), l'accès à l'éducation (il faut s'endetter à l'infini pour accéder à l'université), l'offensive d'inégalité sociale, la répression politique et la remise en cause de la Constitution de Pinochet et du pacte de transition. Depuis des mois, les rues du Chili réclament de tout changer, débordant non seulement l'oligarchie mais également plusieurs des structures traditionnelles du mouvement social, dont les prises de position, par exemple celles de la CUT ou du Frente Amplio, ont été lamentables : le président Pinera n'est pas tombé aussi à cause de ce type d'attitudes. Une mobilisation en profondeur, qui a gagné jusqu'aux supporters de football – mais aussi les femmes, les artistes... – devenant un véritable festival populaire. Un moment où les femmes furent en première ligne, s'organisant à partir de plateformes féministes et où, non sans contradictions, on peut penser qu'il y a une bonne synergie entre les espaces féministes et d'autres espaces d'organisation. Un événement, ou, comme le dit le nouvel hymne de la lutte au Chili, la danse de ceux qui sont de trop...

● **Argentine**. Après la défaite du kirchnerisme en 2015, c'est maintenant Macri qui a connu la déroute électorale. Le « *progressisme local* », le kirchnerisme, obtient une victoire par défaut, apparemment plus grâce à une implosion extérieure qu'à sa propre

force, au milieu d'un appauvrissement généralisé.

● **Brésil**. La légitimité de Bolsonaro se dégrade tout en jouant avec l'équilibre climatique global dans la tragédie amazonienne. Lula est parvenu à sortir de prison, réorientant les débats et les centres de gravité de la gauche brésilienne. Marielle Franco, camarade du PSOL, conseillère de la ville de Rio, femme des favelas noire, lesbienne, a été assassinée en mars 2018 : un acte de répression politique d'une opposante à la militarisation des favelas à Rio, à laquelle Bolsonaro et ses acolytes sont liés.

● **Bolivie**. Tout juste après la victoire équatorienne et la vague de colère populaire pleine d'espoir au Chili, la Bolivie a connu un coup d'État qui pourrait se transformer en défaite historique de grande envergure, même si bien sûr tout dépend de la lutte en cours. Ni l'usure et les contradictions du gouvernement d'Evo Morales, ni la complexité du scénario qui a poussé tacitement des secteurs du mouvement social du côté des factieux, ne peuvent excuser la terrible erreur des secteurs populaires qui se sont alignés de fait ou par omission sur les putschistes. Mais c'est l'erreur politique d'Evo de ne pas avoir respecté le résultat défavorable du référendum de 2016 (que personne ne l'avait obligé à faire) qui a ouvert la porte à la droite ultra pour clamer à la fraude électorale aux dernières élections et a déchainé les pires forces réactionnaires, racistes et ultra-conservatrices, qui ont réalisé le coup d'État en organisant la violence de rue et militaire. Il y a eu une forte résistance au coup tandis que le MAS l'acceptait tacitement – une acceptation forcée, en quelque sorte, de sa défaite.

● **Colombie**. Au milieu de l'année 2019, la Colombie a laissé sur la touche Uribe lui-même juste après le retour à la lutte armée de secteurs des FARC (et par conséquent des paramilitaires des Autodéfenses unies – AUC – qui ne l'ont jamais quittée) tandis que les assassinats de leaders sociaux ne s'arrêtent pas. En partie produit d'une rage populaire accumulée, en partie à cause de l'écho des révoltes régionales, un autre régime « *exemplaire* » de la droite continentale a été déstabilisé lorsque le 21 novembre la grève nationale a commencé. À la différence des cas de l'Équateur ou du Chili (où les explosions furent « *inattendues* »), en Colombie on est arrivé à la grève générale du 21 novembre après des mois de préparation. La réponse à la convocation (qui ne visait qu'une manifestation traditionnelle) a dépassé toutes les attentes et a mis, là aussi, au centre de l'ordre du jour la population réclamant un changement général dans tout le pays.

● **Uruguay**. Dans ce qui semblait être un pays de stabilité de longue haleine, après des décades de « *gouvernement progressiste* », en novembre la plateforme de droite a gagné les élections.

● **Venezuela**. Le dramatique nœud vénézuélien ne présente pas de pistes de solution à long terme. La crise institutionnelle s'approfondit avec l'élection d'une nouvelle direction de l'Assemblée nationale, qui exclut Guaidó. L'opposition se trouve plongée dans sa propre crise interne.

● **Amérique centrale**. La dévastation sociale y impose, à des rythmes toujours plus accélérés, l'émigration à des milliers de personnes, qui fuient pour sauver leur vie. Ils butent contre le mur transfrontalier accepté par le président mexicain Andrés Manuel López Obrador. Ce dernier offre des emplois sur la frontière militarisée du sud du Mexique, alors que se multiplient les déportations, abus et répressions de l'État mexicain.

Quand on voit ce scénario général, avec tous ces événements politiques (et ceux non mentionnés) de grande profondeur dans chaque pays, il semble bien qu'il n'y ait pas d'autres mots pour le décrire : événement, lutte, espoir contre défaites. Les fragiles structures plus ou moins républicaines, qui ont été construites dans divers pays, à contrecœur, par les oligarchies centenaires, s'effondrent sous nos yeux. Et les perspectives futures sont contradictoires et incertaines. Essayer de les comprendre implique un bon inventaire du passé immédiat et, de là, une tentative d'en tirer quelques leçons, quelques hypothèses (au risque de généralisations).

1. Les progressistes n'ont pas été si progressistes, la droite n'a pas été si défaite

Il n'est pas possible de comprendre les crises et la conjoncture en Équateur, au Venezuela, au Brésil ou en Argentine, sans évoquer les « *bons moments* » des gouvernements jouissant d'une légitimité populaire, prononçant des discours de gauche et conduisant des politiques redistributives. Mais il faut également se référer à leur histoire d'usure, de transition, de crises, de « *trahisons* » internes, de défaites électorales, de coups d'État et de reculs.

Un trait commun : avant ces gouvernements il y eut des luttes, des crises politiques, des insurrections populaires, des mobilisations exemplaires avec peu de victoires sociales. Au cours des périodes d'ascension de ces gouvernements « *progressistes* », les droites traditionnelles étaient désorientées

et dispersées. Elles étaient en contraste avec ces gouvernements qui décrétaient ici, mettaient en œuvre là, rendaient hommage un jour et négociaient un autre. Au fil des mois et des années, les espoirs qu'ils ont soulevés ont été freinés, les revendications populaires ont été englouties dans les administrations et, quand le moment exigeait une confrontation ouverte avec l'ordre antérieur, les gouvernements optaient pour des « *issues responsables* » et demandaient du calme aux mouvements sociaux, sommés de dialoguer et d'écouter.

En relativement peu de temps au regard de l'ampleur des défaites subies, les droites ont ainsi pu se recycler, rénover et sélectionner parmi les faiblesses internes de ces gouvernements des éléments pour tenter de reprendre la main (avec des degrés de succès divers). Il semble qu'elles n'aient pas pris en compte le fait que ces « *années de progrès* » n'étaient pas une parenthèse, mais des cycles politiques. Lorsque les Bolsonaro, les Macri et les Moreno se sont emparés des présidences, ils s'attendaient à une stabilité politique... Mais, comme nous le voyons, ils doivent faire face à des luttes et des résistances. Ils ne pourront atteindre la stabilité sans écraser les résistances à coups de thérapie intensive.

Ainsi, les uns n'ont pas été aussi loin à gauche qu'ils le prétendaient, et les autres ne sont pas revenus aussi forts qu'ils l'avaient rêvé.

2. Le continent n'est pas seulement un endroit où les choses vont bien (ou mal sur le plan romantique)

Tandis que les choses évoluaient de cette façon dans les pays ayant des gouvernements « *progressistes* », ceux qui ne figuraient pas sur cette liste, en plus de constituer un chapelet de tragédies, avaient l'apparence de stabilité politique, « *de l'ordre et du progrès* », et à court terme on n'y voyait que peu de perspectives d'y mettre en cause le rôle de marionnette de l'empire. La crise politique péruvienne montre que les tensions sociales peuvent tourner en parallèle avec les déficiences structurelles propres aux régimes politiques et aux pactes de gouvernement. Quand les analyses régionales parlaient de virages à gauche dans la région, on oubliait dans l'analyse continentale d'importants pays comme la Colombie, le Mexique et le Chili. Les feux des projecteurs se sont tournés vers les « *retours des droites* » sans voir les éruptions et les tremblements de terre politiques. Donc, penser la région, au-delà d'une estimation des grandes tendan-



ces générales, présuppose de porter toujours l'attention sur la tendance contraire et distinguer les flux politiques, presque toujours en sens contraire les uns des autres, dépendant du moment et du pays ou groupe de pays auxquels on se réfère.

3. Les politiques publiques ne résolvent pas les contradictions de classe

Les gouvernements dits progressistes ont été et sont cela : des gouvernements. Rares sont les cas où l'ordre public a été bouleversé sur le plan constitutionnel (Bolivie, Venezuela, Équateur). Mais même dans ces cas-là, l'action des gouvernements – et leur distanciation des oligarchies traditionnelles (au-delà des phénomènes sociaux dans leur entourage) – s'est concentrée sur des politiques publiques d'assistance dirigées vers les strates les plus paupérisées de la société. En faisant ici abstraction des implications symboliques de quelques-unes de ces mesures – comme le fait que la fille d'une famille populaire soit la première de sa famille aussi bien à accéder à l'éducation supérieure qu'à voyager en avion, et de l'affront que cela a pu signifier pour les oligarchies locales racistes – à long terme et particulièrement quand les cycles économiques ont montré des signes de changement, les contradictions de classes profondes autour des thèmes clés (l'utilisation et l'origine des revenus de l'extractivisme primaire, les dettes, les conditions précaires du travail et de la retraite, entre autres) remontent à la surface. Il ne s'agit pas, pour les socialistes, de se convertir en évaluateurs populaires des politiques publiques (plusieurs d'entre elles correctes et indispensables si on prétend vivre dans des sociétés garantes des droits sociaux de base), mais plutôt de ne pas perdre de vue que ces politiques, aussi bien conçues et mises en œuvre qu'elles puissent être (y compris si on les débarrasse de tout

type de clientélisme et de germe de corruption qu'elles supposent), n'ont pas réussi à résoudre les contradictions sociales, basées sur les conflits d'intérêt de classe. Indépendamment qu'elles aient été des opérations gouvernementales correctes ou incorrectes.

4. Le prix à payer pour les gouvernements gagnants est plus élevé que celui prévu dans le contrat (il y a toujours des intérêts et des lignes en tout petits caractères)

Le chemin des gouvernements progressistes vers les présidences et les majorités parlementaires comprend d'abord généralement l'existence d'une période plus ou moins longue (et proche des élections) de fortes luttes sociales qui sans être vaincues n'obtenaient pas non plus des victoires sociales. Sauf exception, comme dans le cas de la « *guerre de l'eau* » en Bolivie. En second lieu, un possible élément commun a été le chemin sinueux et en pente raide des projets politiques, dans leur grande majorité hyper personnalisés, où une succession de défaites et de petites avancées électorales trouvait son aboutissement dans l'accession au gouvernement central. Dans certains cas, comme pour Lula et maintenant López Obrador, il a fallu attendre plus de deux élections présidentielles pour finalement réussir l'épreuve électorale. Plus qu'un problème d'acceptation populaire, cela semblait être un problème d'acceptation des sphères dirigeantes. Jusqu'à quel point les oligarchies pourraient permettre ou pas un gouvernement différent de ceux avec lesquels non seulement ils s'entendaient mais aussi avec lesquels ils avaient de fortes relations économiques.

Parvenir au gouvernement et assurer le respect du résultat électoral par les oligarchies locales obligeait à s'ouvrir à la négocia-

Amérique du Sud

tion, à intégrer des cadres « *traditionnels* » à certains postes clés, à établir des lignes rouges entre lesquelles les nouveaux projets politiques pourraient jouir d'une certaine marge de liberté conditionnelle. Les progressistes ont été conscients du prix à payer pour accéder au gouvernement, ils se sont assis à la table de négociation et ont établi les cadres de « *gouvernance* » grâce auxquels ils pourraient entrer dans le palais présidentiel. Au début, les marges acceptées dans un tel accord pouvaient paraître raisonnables et ne pas compromettre l'essence des projets qu'ils arboraient : plus de justice sociale, de distribution des revenus, etc. Mais politiquement, à moyen terme, il est devenu évident que c'était leur capacité politique qui était compromise et que c'est au sein des structures gouvernementales que se trouvent les sources des désastres postérieurs. C'est le cas par exemple du rôle de Lenin Moreno ou de Temer.

5. Le campisme tue... et le sectarisme plus encore

La question de l'attitude envers des gouvernements qui n'étaient pas issus de l'oligarchie traditionnelle et envers leurs politiques, a causé un gros mal de tête à la gauche latino-américaine. Bien qu'il y ait beaucoup de nuances et de changements selon la période où s'est posé le débat au sein de la gauche latino-américaine, je crois que deux positions extrêmes, aussi erronées l'une que l'autre, doivent être prises en compte. D'un côté, ce que nous avons défini comme « *campisme* » et, à l'opposé, une posture sectaire. Bien que leurs conclusions politiques soient opposées, les deux partagent une vision hyper simplifiée de processus complexes et contradictoires. Par conséquent ils en déduisent des postures générales et similaires pour pratiquement tout le continent.

Dans le cas du campisme, la posture fondamentale est un héritage de la pensée binaire, propre aux temps de la guerre froide : il y aurait un grand bloc « *anti-impérialiste* » qui affronterait en Amérique latine le grand pouvoir impérialiste des États-Unis. De cette façon, tout gouvernement ou formation politique qui s'en distancie relativement (même si ce n'est que de façon occasionnelle et discursive) ferait partie d'un bloc, plus ou moins homogène, qui se bat contre la CIA, la Maison Blanche et ses représentants latino-américains. Ils oublient, du coup, que si la présence impérialiste des États-Unis en Amérique latine est toujours prévalente, elle s'est complexifiée dans plusieurs pays, spécialement à partir de la pénétration de l'im-



périalisme chinois dans la région. Peu de pays, comme le Mexique, peuvent toujours être considérés comme des satellites quasi absolus des États-Unis.

En contrepartie, au lieu de constituer un bloc opposé aux oligarchies traditionnelles, les postures sectaires mettent l'accent sur les nombreuses contradictions des processus progressistes pour y voir simplement une nouvelle forme politique qui aurait pour fonction d'éviter les « *véritables révolutions* » (guidées par les sectaires, évidemment). Des révolutions, inévitables et au coin de la rue, à leurs yeux.

Au-delà du caractère erratique que peuvent avoir leurs analyses, les implications de ces postures se situent sur le terrain politique et ont souvent des conséquences sérieuses. Du côté campiste, ces visions ont conduit, par exemple, dans des espaces comme le Forum de Sao Paulo, à la honteuse défense de la dictature criminelle nicaraguayenne. En plus elles ne cherchent pas à comprendre les contradictions des processus progressistes, qui sont des éléments explicatifs de leurs différentes crises – puisque le seul coupable serait le Pentagone. Des anciens militants sandinistes, des activistes féministes et en général un mouvement s'opposant à des mesures draconiennes contre le système de retraites (que dans un autre contexte, c'est-à-dire face à un autre gouvernement, ils auraient appuyé inconditionnellement) y ont été traités de marionnettes de Washington. Les emprisonnements et le climat de répression instauré par Ortega pour se maintenir au pouvoir ont été ignorés.

La contrepartie sectaire, nous pouvons la voir dans différentes prises de position de la gauche latino-américaine doutant d'une évidence pourtant claire : la consécration d'un coup d'État en Bolivie. Pour la pensée sectaire il n'y a pas eu de coup d'État (certains allant même jusqu'à se mettre du côté des hordes fascistes !), mais seulement un conflit politique produit de conflits « *d'en haut* ».

Dans les deux cas, au Nicaragua comme en Bolivie, nous voyons des milliers de personnes mobilisées, en lutte et en résistance qui mettent leur vie en jeu. Mettre des conditions à la solidarité, à l'information et au soutien a des conséquences graves et nos prises de position doivent toujours éviter de tomber, sous l'effet de pressions conjoncturelles, aussi bien d'un côté que de l'autre. Nous devons toujours penser aux conditions nécessaires pour que les peuples avancent, résistent et gagnent.

Pour conclure

D'une certaine façon, comme depuis longtemps, nous socialistes révolutionnaires, nous nous retrouvons devant le drame de notre frustrante faiblesse organique. Si nous pouvons tirer quelques conclusions, c'est tout d'abord qu'il n'y a pas de scène politique, pour stable qu'elle puisse sembler, qui dure cent ans. Encore moins durant ces dernières années. La région latino-américaine a connu de fortes mutations et aujourd'hui l'issue est largement ouverte. Avec des signes contradictoires, les bonnes nouvelles porteuses d'espoir s'opposent à des coups durs et aux défaites. Néanmoins, le chemin pour construire des alternatives politiques indépendantes de masse est certes complexe, mais l'expérience latino-américaine en indique les possibilités. Il est important de construire des ponts entre les orbites des mouvements et des résistances (qui résistent sans horizon politique) et les misères du panorama politique. Il est également central d'être conscients du fait que, face aux crises que traversent différents pays latino-américains, la prise de position face à ces événements devra, malgré les contradictions, être claire et sans aucun doute, la situation l'exige : nous ne pouvons pas hésiter à condamner le coup d'État en Bolivie, ni à qualifier Ortega de dictateur. Les expériences latino-américaines devraient être un miroir dans lequel les révolutionnaires de chaque pays se regardent pour pouvoir être mieux préparés pour les combats à venir.

Comme c'est souvent le cas des analyses continentales, le Mexique se pose en contre-exemple, en contre-tendance générale, toujours prisonnier de sa frontière démoniaque avec l'empire, comme cela semble se répéter aujourd'hui. Un dernier mot à ce sujet, tiré de Marx qui, dans les prologues du *Capital*, avertissait les orgueilleux nationalistes allemands, incrédules devant la possibilité que leur pays suive le chemin décrit dans le *Capital* pour l'Angleterre : « *C'est de toi que parle cette histoire* ». ■

10 février 2020

« Dans le but de rendre compte de manière globale de la montée, de la consolidation et de la crise de ces expériences politiques “progressistes”, ce livre vise à fournir des clés de lecture critique pour relever les défis analytiques liés à deux éléments transcendants qui lui confèrent une valeur dépassant y compris la dimension latino-américaine : leur historicité et leur politicit , c’est-à-dire leur portée temporelle rétrospective et leur perspective à partir de la densité politique et de la composition interne qui les caractérisent ».

L’histoire du sous-continent, de l’impact des « gouvernements progressistes ou nationaux-populaires » des années 1930 et 1940, le nouveau cycle de mobilisations collectives, la vague des régimes militaires... « Malgré les différences et les spécificités qui seront exposées dans cet ouvrage, nous pouvons affirmer que l’Amérique latine du début du XXI^e siècle a été caractérisée par l’irruption d’un anti-néolibéralisme venu “d’en bas”, qui a dérivé en projet progressiste mis en œuvre “par en haut”, lequel s’est proclamé post-néolibéral, puis a été remis en question en raison de ses aspects populistes et a fini par être poussé dans ses retranchements par une combinaison de protestations surgies à sa gauche, ainsi que par la réaction restauratrice des droites néolibérales d’origine oligarchique ».

Les auteurs abordent, entre autres, les critiques « quant à l’hypothèse et aux pratiques progressistes », les diverses expériences « de luttes sociales, de mobilisations et de protestations collectives qui, sans réussir à articuler une alternative radicale cohérente et en se maintenant souvent dispersées ou sporadiques, ont néanmoins montré des fissures et des ruptures sur le flanc gauche de l’hégémonie progressiste », mais aussi les projets des élites néolibérales et des vieilles oligar-

Des bilans pour anticiper et co-construire des futurs émancipateurs

chies... « Avec ce livre, notre objectif principal est avant tout rétrospectif et vise à proposer un premier bilan d’histoire du temps présent plutôt que de s’aventurer dans diverses conjectures autour de la changeante situation de la vie politique immédiate du sous-continent ».

Les appréciations sur l’histoire du sous-continent – Amérique indo-afro-latine – sont trop souvent teintées de « campisme », réduites à l’impérialisme et à l’« anti-impérialisme », aux mesures socio-politiques sans interrogation du maintien des structures et des rapports sociaux, à la survalorisation des actions de l’État au détriment de l’activité propre des groupes sociaux concernés, à l’oubli des rapports sociaux de sexe et des divisions « ethnico-raciales ». Bref, à des regards somme toute assez condescendants.

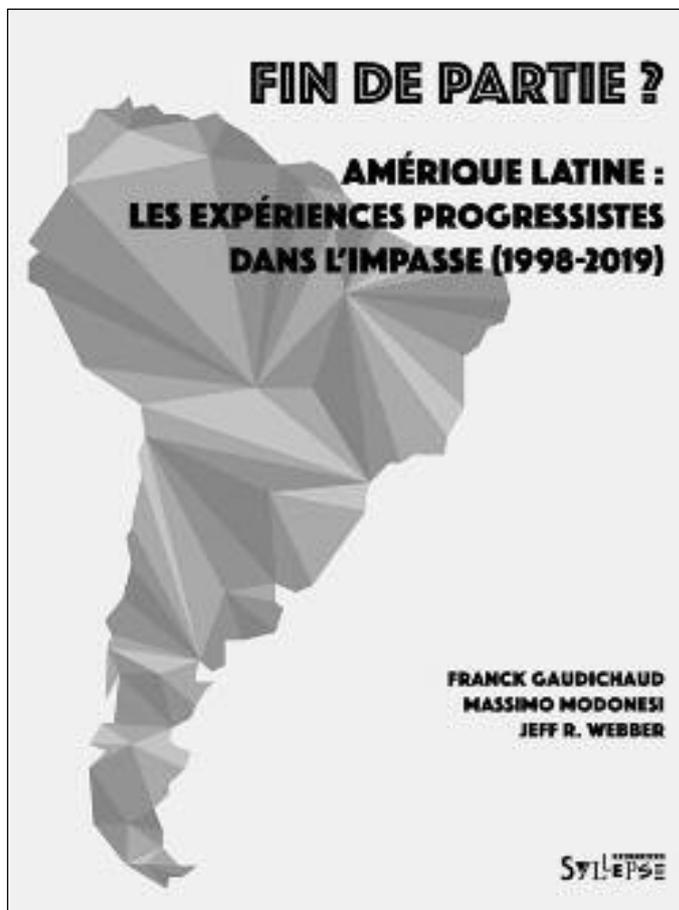
Il ne s’agit ni de nier les contraintes, ni les rapports de force, ni l’histoire propre de chaque configuration sociale et politique, mais bien d’interroger le réel derrière les masques, la division internationale du travail, le poids de la rente et de l’extractivisme, l’absence de réforme agraire de grande ampleur, le clientélisme et la corruption, le maintien des structures institutionnelles et l’absorption par l’État des énergies protestataires. Bref de ne pas en rester à l’apparence et aux souhaits, pour comprendre ce qui dans les choix et les politiques menées par les gouvernements concoure à la démobilisation populaire. Il convient d’analyser pourquoi les réactionnaires – dont les courants chrétiens évangélistes – peuvent avoir un impact important ? Pourquoi les militaires ont gardé

une telle place et des possibilités d’interventions contre-révolutionnaires ? Comment se scellent les alliances entre capitalistes locaux et étrangers ? Car « nous devons réfléchir en termes stratégiques si nous voulons anticiper et co-construire des futurs souhaitables et émancipateurs pour Notre Amérique ».

Je choisis de m’attarder sur le premier chapitre – « Des conflits, du sang et des espoirs » – de Franck Gaudichaud. Il revient sur des grands moments « de rupture de l’ordre établi », des projets « aux accents révolutionnaires, nationaux, anti-impérialistes ou populistes », une périodisation possible, les grandes défaites stratégiques des années 1970 et 1980, les années noires du terrorisme d’État, la longue nuit néolibérale des années 1990-2000, les démocraties électorales dites de « basse intensité », la crise de la dette extérieure, la contradiction « entre les prétentions démocratiques des régimes en place et le régime d’accumulation du capital en vigueur ».

J’ai notamment apprécié les analyses des rébellions populaires et de la crise de l’hégémonie néolibérale (2000-2006), des déclinaisons du « tournant à gauche » dans certains pays, de la longue expérience de « la révolution bolivarienne », de l’Équateur et ses peuples indigènes, des nouvelles formes d’actions collectives en Argentine, de l’explosion « plébéienne » en Bolivie, des logiques d’alliances de classes, de l’État redistributeur... « Cette relation dialectique en ce qui concerne les relations entre mouvements populaires, partis, État et gouvernements progressistes ou “populistes” est une clef pour comprendre les “grammaires politiques” et formes de médiation qui s’installent dans cette période entre le social, l’État et le politique, entre sociétés civiles et régimes politiques ».

L’auteur poursuit avec l’institutionnalisation des progressistes mais aussi de nombreux



mouvements (un « mélange de cooptation, rétribution symbolique et institutionnalisation des mouvements »), la place centrale de l'État et des politiques publiques redistributives, les tentatives de déstabilisation menées par l'impérialisme, l'audit historique de la dette en Équateur, les nouvelles formes d'intégration « sous-continentales autonomes », l'alphabétisation et la sortie de la pauvreté, la nouvelle pression fiscale sur l'extraction de matières premières, l'amélioration de droits des travailleurs et travailleuses dans un contexte de forte informalisation. Sans oublier le développement de critiques du modèle extractiviste et productiviste, les premières grandes ruptures et la criminalisation de mouvements sociaux...

Chute du prix des matières premières, réorganisation offensive des droites néolibérales et du gouvernement des États-Unis, dérives autoritaires et nouvelles dynamiques de lutte – Franck Gaudichaud analyse les années 2013-2018. Il souligne, entre autres, l'absence de transformation de fond des relations sociales de production et de distribution, les bénéfices du grand capital dans « l'âge d'or progressiste », les modifications des actions et visions du monde militant, l'ascension sociale et l'intégration de toute une couche de syndicalistes, les nouvelles oligarchies, la fuite des capitaux, la transformation parfois extrême des pouvoirs (« véritable "mafia" au pouvoir » dans le cas du Nicaragua de Daniel Ortega), l'augmentation de la violence, les « coups d'État institutionnels », la place de mouvements religieux réactionnaires... Il souligne le rôle du mouvement féministe « radical et dynamique, populaire et massif, clairement internationaliste » dans le retour des « résistances des classes populaires et des travailleurs », les capacités d'auto-organisation et d'auto-gestion, la problématique émancipatrice écosocialiste, la vitalité

de la pensée critique. Mais « les manœuvres de l'ordre impérialiste ou les aléas de l'économie mondiale ne peuvent occulter que le reflux de l'hégémonie progressiste et les avancées rapides des droites se nourrissent des reculs et métamorphoses conservatrices des gauches de gouvernement. Un débat nécessaire et souvent escamoté au sein du champ militant se réclamant du "populisme de gauche" ».

Comme j'ai fait le choix d'aborder longuement le premier texte, je précise que les analyses de Jeffery R. Webber (« *Marché mondial, développement inégal et dynamiques d'accumulation l'économie politique de la gauche latino-américaines* ») et de Massimo Modonesi (« *Le progressisme latino-américain – un débat d'époque* ») sont aussi importantes.

Il me semble incontournable d'analyser l'insertion des pays dans le marché mondial, le développement inégal et combiné de ceux-ci, les dynamiques d'accumulation, le rôle de la dette, les évolutions de prix des matières premières (et ce qu'elles ont permis en termes de programme de redistribution), la place de l'industrie agroalimentaire en monoculture, celle de l'industrie minière ou de l'extraction de gaz naturel et de pétrole, les logiques extractives, la hausse des profits des capitaux privés tant nationaux qu'étrangers dans le secteur des ressources naturelles, les continuités structurelles, les restructurations de l'industrie « dans une position inférieure de dépendance dans le cycle de reproduction », les sources de devises (dont les flux venant des migrant·es), l'économie dite informelle, la narco-économie et les violences induites, les impacts de la crise mondiale et ses temporalités, l'inversion des taux de croissance, les rapports de force internationaux et l'impérialisme, les investissements directs étrangers et le rôle central des multinationales dans l'é-

conomie régionale, les politiques d'ajustement structurel prescrites par les organismes internationaux, les effets de la militarisation de la « guerre contre la drogue », l'importance croissante des interventions chinoises, les tentatives d'intégration régionale et leurs limites, le rôle de « sous-impérialisme » du Brésil, etc. « *Les programmes généraux politico-économiques des États compensatoires dans la région n'ont pas remis en cause les relations de propriété sociales ou les structures existantes de production économique* »...

Il est aussi nécessaire de comprendre les débats qui ont traversé le « progressisme » du sous-continent. Massimo Modonesi aborde, entre autres, le consensus « antilibéral » et les clivages autour du « progressisme », le retour de la question paysanne et celle des peuples indigènes, le rôle des intellectuel·les « engagés et leur relation avec la vérité, la critique et le pouvoir institué », la place particulière du « chavisme », le prisme sclérosant maintenu de la contradiction principale (impérialisme et anti-impérialisme), la confusion entre souveraineté populaire et souveraineté étatique (une des tares du populisme), le fétichisme étatique conduisant à la priorité donnée à l'utilisation de l'appareil d'État plutôt qu'à sa transformation, les visions réductrices (productivisme et redistribution) de ce que pourrait être le développement et la justice sociale.

L'auteur décrit « *l'arc-en-ciel des critiques de gauche* », la « *singulière combinaison de transformation et de conservation, emmenée depuis l'État* », la démobilisation et le césarisme, le repli corporatif-clientéliste. « *La démocratisation comprise comme socialisation du pouvoir et comme impulsion de l'autodétermination est restée lettre morte dans les Constitutions et une promesse non tenue du progressisme lati-*

no-américain ».

En conclusion, les auteurs soulignent « *les méandres de la lutte de classe et des relations entre les mouvements populaires, les partis et les gouvernements progressistes depuis les années 1990 jusqu'à nos jours* ». Et aujourd'hui « *l'intensification des formes coercitives et autoritaires* ».

« *Il est indispensable de faire les bilans critiques des principaux processus ayant marqué l'histoire politique récente de "notre Amérique" » pour dégager des hypothèses stratégiques à la hauteur d'« une attente et [de] l'espoir latent d'un futur émancipateur* » et du renouveau de luttes, à commencer par les immenses mobilisations féministes contre les violences masculines ou pour les droits reproductifs et sexuels, dont le droit à l'avortement, les explosions sociales – comme au Chili – qui secouent le sous-continent comme d'autres parties du monde.

Un livre bien utile pour dépasser les visions impressionnistes, replacer des actions gouvernementales concrètes dans les dynamiques d'ensemble, rompre avec le schématisme de l'« anti-impérialisme », comprendre les choix effectués par les gouvernements et leurs impasses, mesurer les écarts entre les possibles et les réalisations. Sans larges débats démocratiques et sans auto-organisation collective des principales et principaux intéressé·es, les changements sociaux construits par le « haut » ne peuvent que sombrer dans l'autoritarisme et le clientélisme, amoindrir les capacités de résistance et de mobilisation et participer à l'affaiblissement de l'espoir.

Didier Epsztajn

* Franck Gaudichaud, Jeffery R. Webber, Massimo Modonesi, *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*, Syllepse, Paris 2019, 18 €

LA GRATUITÉ

pour penser le socialisme et l'abondance

Par
Gérard Vaysse*

Cet article se veut une réflexion sur le projet socialiste. Le socialisme est abordé non seulement comme processus de prise du pouvoir par le prolétariat, mais aussi par l'exploration de formes institutionnelles possibles pour une société où l'État et l'argent seraient en voie de dépérissement. Il prolonge un précédent article publié dans *Inprecor* (1).

Il sera question ici des revendications transitoires : leur finalité ne serait pas seulement de mettre le capitalisme en crise et de renforcer la puissance du prolétariat ; elles devraient être aussi ce qui permet, préfigure, et surtout n'est pas antagonique, avec la société que nous voulons. Cette démarche nous conduit à intégrer dès aujourd'hui dans nos luttes la question de la régression de l'argent et de l'État. Or cette problématique est ignorée par des revendications économiques qui s'en tiennent strictement au partage entre salaire et profit.

De ce point de vue, nous examinons les potentialités de la gratuité, totale ou partielle, présente dans toutes les sociétés capitalistes et qui parfois représente une part importante du PIB dans les pays développés. Le cas français est ici utilisé comme point de départ de la réflexion. La santé et l'éducation y sont plus largement gratuites que dans la plupart des pays. Mais partout, la gratuité de nombreuses infrastructures – hôpitaux ou dans de nombreux pays de l'enseignement primaire – constitue des exemples sur lesquels les militants peuvent s'appuyer pour développer l'argument suivant : « à chacun selon ses besoins, tout de suite ».

I. La gratuité est parmi nous

Le remboursement des frais de santé met en scène une transaction monétaire, mais celle-ci s'estompe quand le ou la patiente bénéficie du tiers payant : alors se met en place l'expérience du soin sans argent. Si on prête attention à la facture, par exemple un décompte des frais d'hospitali-



sation, la moindre intervention se paye 2 000 à 5 000 euros, une hospitalisation un peu longue coûtera dix fois plus cher : des sommes sans commune mesure avec un salaire mensuel ordinaire. Mais peu de gens y prêtent attention. On sera plus attentif si on doit déboursier, à défaut d'une bonne mutuelle, le forfait hospitalier (20 euros par jour d'hospitalisation en France).

Quand on marche sur le trottoir, on ne se dit pas que le trottoir est gratuit : la gratuité, quand elle n'est pas médiée par une opération de paiement-remboursement, passe alors complètement inaperçue. Et pourtant elle est massive : voies de circulation, éclairage public, panneaux de circulation, parcs urbains...

L'école primaire gratuite est effectivement pensée comme telle, et la gratuité est mise en évidence par contraste lors du paiement des fournitures scolaires, de la cantine. La gratuité de l'université française nous apparaît comme un bien indispensable au moment de sa remise en cause par le paiement des inscriptions (le processus est amorcé en France par le projet de paiement de lourds frais d'inscription par les étudiants étrangers). Les grandes écoles (Polytechnique, École nationale d'administration-ENA, école Centrale...) sont gratuites. Elles sont essentiellement destinées aux classes dominantes et conçues à cette fin. Les écoles intermédiaires, à mi-chemin entre

celles destinées au bas peuple et celles qui sont réservées à l'élite, comme les écoles de commerce, formations de kiné, d'orthophoniste, par exemple, sont extrêmement chères... L'ascension sociale a un prix ; arrivé au sommet, ça redevient gratuit et même souvent les étudiants sont rémunérés (Polytechnique, École normale supérieure-ENS, ENA, École nationale de l'aviation civile).

Attention : La gratuité que nous observons ici se démarque radicalement de la « gratuité » capitaliste façon Facebook, Google, des chaînes de télévision ou de radio : ces entreprises, en diffusant de l'information ou de la mise en relation servent à capter « du temps de cerveau disponible » afin de diffuser de la publicité, ou à capter des informations sur les utilisateurs et les revendre à des marchands.

Gratuité et redistribution

- 157 milliards d'euros consacrés à l'éducation nationale en 2018 : 6,7 % du PIB. L'État est le premier financeur de l'éducation (57,4 %), devant les collectivités territoriales (23,4 %). Le reste, 20 % environ est financé par les entreprises, d'autres administrations ou les ménages (2). La part des ménages dans le financement, y compris dans l'enseignement privé, reste très minoritaire, bien que les statistiques ne les distinguent pas des entreprises et des « autres administrations » (nous pouvons l'estimer à moins de 10 %).

- Dépenses de santé : en 2018, sur 203,5 milliards d'euros, 7 % restent à charge des ménages après remboursement par la Sécurité sociale et par les assurances complémentaires.

* Gérard Vaysse, syndicaliste retraité, ancien salarié de l'industrie chimique, embauché en 1983 avec pour objectif de « construire la LCR dans l'industrie », est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV^e Internationale.

1. Gérard Vaysse, « La stratégie ne se limite pas à la prise du pouvoir », *Inprecor* n° 653-654 de juillet-août 2018.

2. Source : ministère de l'Éducation.

Alternative en débat

Au total, l'accès gratuit aux services de santé et d'éducation représente, déduction faite de la contribution des ménages, une valeur de l'ordre de 320 milliards d'euros.

85 % de la population active en France est salariée.

Estimons maintenant ce que la gratuité ajoute au salaire. Faisons l'hypothèse que cette frange de la population active, 85 %, s'il n'y avait aucune redistribution, aurait à charge 85 % des soins de santé et d'éducation pour eux et elles, pour les personnes qui sont à leur charge, pour leur avenir de retraités. Dit autrement, il n'y aurait aucune possibilité de faire des études ou de se soigner sans que soi-même ou un proche ne les finance directement par son travail. Alors les 25,4 millions de salarié-es devraient ajouter annuellement à leurs dépenses, pour eux ou pour leurs proches, l'équivalent de 270 milliards d'euros qui sont dans la situation actuelle mis à disposition sans paiement, soit 890 € mensuels par salarié.

Faisons une hypothèse : ces sommes, pour la santé et l'éducation, ont été prélevées en amont, sous forme de cotisations sociales et d'impôts, sur l'ensemble de ces salaires, et proportionnellement aux revenus. Elles sont redistribuées de manière égalitaire. C'est une expérience de pensée : les contributions viennent aussi des entreprises (ce qui augmente les ressources disponibles par rapport à notre hypothèse) ; l'usage des soins de santé et de l'éducation est moindre pour les classes inférieures parce qu'elles sont moins éduquées et qu'elles vivent moins longtemps ; le financement de l'éducation se fait par l'impôt (en aval du salaire net), le financement de la santé principalement par la cotisation sociale (en amont du salaire net), la cotisation sociale est réduite pour les bas salaires, la part supérieure des hauts salaires est exonérée de l'assurance

d'autres) aux études.

En examinant ces chiffres, un seuil pourrait être estimé, quelque part entre les cadres moyens et les cadres de haut niveau, qui séparerait ceux qui ont intérêt à la redistribution et ceux qui auraient intérêt au paiement direct ou à des assurances privées ajustées à leur revenu et leurs besoins personnels. Les réformes néolibérales visent à activer ce seuil et à exacerber cet antagonisme potentiel en poussant les cadres vers les assurances privées ou l'enseignement privé, et en dépouillant ainsi les systèmes redistributifs pour les discréditer aux yeux de tous. Si cet objectif est atteint, les catégories inférieures sont privées de ressources, les mécanismes de redistribution sont décrédibilisés, la panique du chacun pour soi peut rapidement s'instaurer.

L'école et la santé représentent, en France, les plus gros budgets affectés à la gratuité. Cependant, les voies de circulation, les parcs urbains et naturels, l'éclairage public, les pompiers et bien d'autres services constituent des richesses disponibles pour tous et toutes sans qu'intervienne un paiement direct.

Gratuité et/ou augmentation de salaires ?

La gratuité est, pour les salariés moyens, un système d'accès aux richesses bien plus robuste que les augmentations de salaire qui peuvent être rabaissées par l'inflation, l'augmentation du coût de la vie et notamment du logement.

L'extension de la gratuité est un puissant moyen de redistribution des richesses. C'est par conséquent un nœud du conflit social car les plus riches ne veulent pas payer, en pourcentage de leur richesse, des services qui leur coûteraient moins cher s'ils les achetaient directement. Les riches n'en ont rien à faire du métro gratuit ; si leurs enfants ne

assurance privée personnelle ou d'entreprise, ont peur d'être lésés par l'entrée de plus pauvres qu'eux dans les mécanismes de redistribution. La gratuité est au cœur de la lutte des classes (santé, école gratuite). La destruction de la gratuité ou son absence est un puissant facteur de dislocation sociale.

L'extension de la gratuité est une mesure bien plus efficace socialement que l'augmentation des salaires qui est toujours inégalitaire. La structure des conventions collectives, des grilles salariales, fait qu'une augmentation des bas salaires, souvent exprimée en pourcentage, induit une augmentation plus grande des salaires plus élevés. Par la revendication salariale, il est impossible d'avancer vers une redistribution égalitaire des revenus, même en cas d'augmentation égale pour toutes et tous, qui ne fait que figer la situation présente.

Revendiquer une augmentation qui ne concernerait que les bas salaires, revendiquer une redistribution à l'intérieur du monde salarial, impliquerait une remise en cause des conventions collectives et des grilles salariales, ce qui est difficile à assumer d'un point de vue syndical.

Examinons la revendication salariale telle qu'elle est exprimée largement en France : la CGT revendique un salaire minimum de 1 800 € (brut) par mois, soit une augmentation de 18,5 %. L'extrême gauche (LO, NPA) vise un SMIC à 1 700 € net, donc 2 012 € brut (soit +500 € net), ainsi que « *aucun revenu en dessous du SMIC revendiqué* ». La démarche revendicative de l'extrême gauche conduirait, dans la structure salariale actuelle (conventions collectives et grilles de salaires inchangées) à augmenter la masse salariale des travailleurs en activité de 30 à 40 %. Si nous considérons que l'augmentation des retraites revendiquée avec un seuil bas à 1 700 € pourrait être financée par l'augmentation des salaires via les cotisations sociales, il reste par ailleurs à amener tous les autres revenus à 1 700 €, ce qui concerne 5 à 7 millions de personnes. Sans entrer dans les détails comptables, nous pouvons intuitivement en déduire une élévation de la part des salaires dans le PIB portée de 63 % actuellement à plus de 85 %, voire 90 %. Une telle revendication aboutie mettrait incontestablement le capitalisme en crise et donc répondrait formellement aux critères d'un programme de transition. Mais on peut être sceptique sur la possibilité, pour un gouvernement des travailleurs arrivé au pouvoir, de gérer un tel héritage. Affecter la quasi-totalité des richesses au revenu des ménages obère toute possibilité de création d'infrastructures (quid des transports gratuits ?), de transformation du système pro-

	(RSA)*	SMIC	Salaire médian	Salaire moyen	5 x SMIC	10 x SMIC
Salaire net mensuel	(559)	1 185	1 788	2 442	5 925	11 850
Ajout potentiel de la gratuité	(890)	890	890	890	890	890
% ajouté	(+159 %)	+ 75 %	+ 50 %	+ 36 %	+ 15 %	+ 8 %

* Revenu de solidarité active, une aide financière française légalement versée par les départements.

maladie ; enfin le revenu de solidarité active (RSA) n'existerait pas dans une société sans redistribution. Le tableau ne peut donc pas être lu comme une expression comptable de la réalité.

Malgré ces réserves, le tableau ci-dessus, tout fictif qu'il soit, montre la puissance de la redistribution par les services gratuits. Elle est en partie réelle, en partie potentielle quand elle lève l'obstacle financier (il y en a

vont pas à l'école Centrale, à l'ENS ou à Polytechnique, ils auront toujours les moyens de leur payer une école de commerce qui leur coûterait moins cher que la redistribution par l'impôt à laquelle ils sont contraints. Les riches ne veulent pas payer pour la santé des pauvres, c'est particulièrement flagrant avec l'*Obamacare* aux États-Unis. Dans ce pays, même des salariés ordinaires, qui se sentent bien couverts par leur

ductif (quid de la transition écologique ?) et même du simple entretien de l'appareil de production ! D'un point de vue écologique, elle exacerbe la consommation individuelle de biens et donc la pression sur les ressources.

Il n'est pas question ici de contester le fait que, dans les conditions sociales de la France, il est difficile de vivre avec moins de 1 700 € par mois. Simplement nous devons prendre en compte le fait que la redistribution des richesses ne se réduit pas au changement du rapport entre salaires et profits, la redistribution au sein du salariat est incontournable et ce constat complique notre démarche revendicative.

Pour réserver une proportion raisonnable à l'investissement et augmenter tous les revenus jusqu'à 1 700 € net, il faudrait faire une incursion radicale dans l'échelle des salaires (échelle de 1 à 4, par exemple entre 1 700 € et 6 800 € ?). Un tel programme politique est-il assumable dans les conditions actuelles ? Comment un syndicat pourrait-il porter un tel projet ?

Faute d'avancer dans le domaine de la gratuité, en l'absence de mobilisations de haut niveau sur ce thème, il faudrait déjà réfléchir à des revendications salariales qui n'alimentent pas la croissance infinie de la consommation, qui n'altèrent pas notre crédibilité économique et qui vont dans le sens de la redistribution des revenus. Une augmentation uniforme de 300 € pour tous les revenus, combinée à un déplafonnement de la Sécurité sociale (les revenus au-dessus de 3 428 € par mois en 2020 sont exonérés d'assurance maladie, qui est de 8,55 % cotisation employeur, 7,9 % cotisation salarié) permettrait de maintenir le salaire net jusqu'à 5 fois le SMIC. L'effet de redistribution serait puissant, la Sécurité sociale se porterait mieux et les premiers niveaux de cadres seraient préservés. Mais cela supposerait une confrontation avec les salariés du haut de l'échelle, et pas seulement avec le patronat.

Gratuité ou revenu universel ?

L'idée de revenu universel consiste à donner à chacun-e un minimum pour vivre et acheter les biens et services dont chacun-e a besoin. L'extension de la gratuité s'oppose dans son principe au revenu universel. En régime capitaliste, acheter des biens et services entretient la rente, le profit et, par le moyen du crédit, l'intérêt versé aux banques. Le revenu universel ne contredit en rien ces phénomènes car il part du postulat que les biens et services doivent être achetés.

Par la gratuité, nous limitons les possibi-

lités pour le capital de faire du profit, de prélever de la rente ou des intérêts. Nous limitons son territoire d'action.

II. Extension possible de la gratuité et ce qu'elle met en cause dans le capitalisme

Entre la gratuité totale, décrite précédemment, et le marché intégral, se trouve une zone floue dans laquelle les prix s'écartent de la valeur par divers mécanismes de redistribution ou de subventions. Par ailleurs, verser des retraites, des aides personnalisées au logement (APL), des indemnités maladie, des bourses d'études sans contrepartie directe de travail nous rapproche d'une certaine manière de l'idée de gratuité. Pour ce qui est des transports en commun de proximité, les collectivités locales financent entre 70 et 80 % des coûts, le billet ne représente alors que 20 à 30 %. : en Île-de-France, les voyageurs financent 28 % du coût (3).

À ce titre nous pouvons observer :

- Les secteurs avec des prix administrés. Certains services sont vendus, mais à un prix inférieur au coût de production. C'est le cas des transports urbains, dont la majeure partie du coût est financée par l'impôt.

- Les secteurs dont les prix sont maintenus à un niveau bas par l'intermédiaire de subventions aux producteurs. C'est le cas des produits agricoles : dans l'agriculture, le total des subventions versées est du même ordre de grandeur que le revenu global des paysans, ou, dit autrement, en moyenne les paysans ne vivent qu'avec des subventions, les ventes de produits ne générant, en moyenne, aucun revenu pour les paysans (ce qui ne veut pas dire que tous les agriculteurs en bénéficient également). En 2013, le montant moyen des aides par exploitation représentait 94 % du revenu des paysans, selon la Commission européenne. Deux remarques :
① il semble difficile de trouver ses statistiques consolidées d'après 2013, les chiffres publics qui apparaissent après cette date sont répartis par type de production ;
② les aides sont versées proportionnellement aux surfaces ou aux quantités de bétail, ce qui a pour conséquence que 20 % des exploitations aidées reçoivent 62 % des aides.

- Les subventions à la consommation : aides au logement, à l'isolation des maisons, aux voitures électriques. Ces mesures ne bénéficient pas nécessairement aux consommateurs : elles servent à entretenir leur solvabilité et sont souvent une subvention indirecte à des secteurs d'activité. Par exemple, l'aide au logement est un facteur d'augmentation

des prix des loyers. Rendre solvables les familles les moins riches permet de pousser le prix du foncier vers le haut (même phénomène avec la baisse du coût des crédits).

- Le remboursement total ou partiel : c'est le cas des soins de santé. Le tiers payant, pour les patients qui possèdent une bonne assurance complémentaire, revient à une quasi-gratuité de la plupart des soins. Mais pour ce qui concerne les soins dentaires, ophtalmo ou auditifs, nous sommes en France plus proches du système libéral de santé des États-Unis, du Canada, du Chili, etc. c'est-à-dire chacun pour soi, selon ses maladies et ses moyens financiers.

Pourquoi ce détour par les transferts financiers pour parler de la gratuité ? Parce que gratuité ne signifie pas dans notre société extériorité par rapport au capitalisme. La gratuité ou quasi-gratuité de la santé va de pair avec un secteur de la santé largement capitaliste : production de médicaments, cliniques privées. Les remboursements entretiennent des rentes de monopoles pour l'industrie pharmaceutique ou les cliniques : l'assurance maladie avait un déficit supérieur à 10 milliards d'euros de 2001 à 2015 ; or le bénéfice net annuel de Sanofi (un parmi d'autres des producteurs de médicaments largement remboursés par la Sécurité sociale) tourne autour de 10 milliards.

Le fait que le remboursement des soins de santé bénéficie aussi aux grands groupes capitalistes ne nous dissuade pas de nous battre pour leur remboursement intégral, mais ce combat se heurte aux intérêts privés et au renchérissement des coûts qu'il induit. Il ne pourra aboutir que s'il est lié au développement d'un service public de la santé et de la production de médicaments.

De même, nous revendiquerons les transports urbains gratuits, une quantité gratuite d'électricité, d'eau, etc.

Organisée par des subventions aux entreprises prestataires, la gratuité financée par l'impôt, attribuée aux utilisateurs par le moyen d'entreprises privées, ne combat en rien la domination du marché sur l'économie. La conséquence est plutôt qu'un certain nombre d'entreprises prélèvent leurs bénéfices sur nos impôts. Elles organisent leur activité de manière à maximiser leur profit, aussi la qualité de la prestation sera toujours l'enjeu d'un conflit. Des activités annexes viennent parasiter la prestation : la publicité dans le métro ou sur les abribus qui dégrade l'espace public.

Pourtant, dans le contexte marchand actuel, la gratuité totale est, comme nous

3. Cf.: www.iledefrance-mobilites.fr

Alternative en débat

l'avons montré, un formidable outil d'égalité sociale. Des services dont tout le monde a besoin, de manière incontournable, sont mis à disposition quel que soit le revenu : école, santé, transports peut-être bientôt. Les conséquences de la gratuité partielle sous forme d'aides personnalisées aux usagers sont plus contrastées : les aides au logement sont en grande partie captées par les propriétaires fonciers en poussant à la hausse les loyers.

Un service public sera toujours plus efficace, quel que soit le mode de distribution, gratuité totale, partielle ou paiement intégral, qu'une entreprise privée pour fournir des services à des prix administrés : un service public du logement devrait faire baisser massivement les prix, à défaut d'obtenir à court terme une gratuité complète. En effet, une part importante du prix du logement urbain est générée par la rente foncière (15 % dans le logement social, plus de la moitié dans le secteur privé, notamment dans les grandes agglomérations où le prix n'a plus aucun rapport avec le coût de construction). L'objectif serait de ramener le prix du logement à ce qu'il coûte réellement à construire : l'indice public des coûts de construction en France en 2019 est de 1 746 €/m², soit environ 150 000 € pour un grand appartement (85 m²) de bonne qualité dans un immeuble collectif neuf, alors qu'il est vendu de 200 000 à plus de 1 000 000 €. Un logement ancien, fini d'être payé depuis des décennies, est souvent vendu quasiment au prix d'un neuf.

Délesté du poids de la rente foncière, le logement gratuit ou quasi gratuit deviendrait alors beaucoup plus accessible pour des budgets publics : le prix d'un logement neuf est amorti en une vingtaine d'années, le prix de l'ancien est limité au coût de son entretien. Avec un coût de 33 % pour les ménages les plus modestes, le logement est leur premier poste de dépense. Il représente 18 % en moyenne (4).

Nous voyons ici que la question de la gratuité pour l'habitat ne pourrait pas se résoudre seulement par la mise à disposition des logements tels qu'ils sont valorisés et financés dans le contexte actuel. Ils sont parasités par la rente foncière, et leur financement en l'état par des fonds publics

4. Paul Ariès, *Gratuité versus capitalisme : Des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*, Larousse, Paris 2018, p. 261.

5. Paul Ariès, op. cit., p. 172.

6. Christian Chavagneux, « Une santé hors de prix aux États-Unis », *Alternatives économiques*, 14 novembre 2018

7. Jean-Marie Harribey, *la Richesse, la valeur et l'instimable : Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les liens qui libèrent, Paris 2013.

reviendrait à entretenir la classe des rentiers (ce qui est déjà en partie le cas avec le système d'aide personnalisée au logement, APL). La gratuité du logement n'est envisageable que si les financements publics s'accompagnent de l'abolition de la rente foncière.

Pour le logement comme pour la santé, la gratuité ne pourra se développer et se généraliser que si le marché est aboli ou fortement refoulé. Dans ces deux secteurs, le marché conduit en effet à la plus parasitaire des formes de capitalisme, au capital prédateur par excellence : la rente. La rente foncière, c'est le droit d'un propriétaire de prélever de la richesse sans qu'aucune production n'intervienne, simplement parce qu'il est là. La rente de monopole sur les médicaments permet aux firmes ayant déposé un brevet de fixer le prix qu'elles veulent au prétexte qu'on sera prêt à payer n'importe quel prix pour sauver sa vie. De ce fait, la santé gratuite ne trouvera son plein accomplissement que par la création d'un service public du médicament et des services de santé.

Nous voyons par ces exemples que la cherté du logement ne peut pas de manière efficace être compensée par des augmentations de salaire ou des aides au logement car ces mesures, en augmentant la solvabilité, contribuent à renchérir encore les prix du logement.

Prix du logement ancien 2019 dans les grandes villes en France au m²

Paris	10 276 €
Lyon	4 852 €
Bordeaux	4 256 €
Nice	4 041 €
Nantes	3 353 €
Toulouse	3 266 €
Lille	3 156 €
Montpellier	2 994 €
Strasbourg	2 960 €
Marseille	2 838 €
Moyenne appartements	
France entière :	3 610 €
Indice du coût de construction 2019 :	1 748 €

(Source : agences immobilières, notaires)

Retirer du marché privé les secteurs de la gratuité ou ceux dont les prix sont subventionnés est une précondition à son extension. À défaut, la gratuité est un canal de transfert de richesses (issue de nos impôts) vers des entreprises capitalistes. La subvention des producteurs ou l'aide aux consommateurs conduit systématiquement à une distorsion des prix. L'exemple de la privatisation de l'eau en France dans les années 1980 et 1990, bien documentée par les associations d'usagers, est sans appel : les factures

ont augmenté en moyenne de 27 % lors du passage au privé (5) : rente, corruption, tarifs de monopole sont inséparables d'un système privé sans concurrence tel que la distribution d'eau. L'exemple du tarif des autoroutes est également parlant : + 122 % depuis 2006.

La restauration et l'extension de services publics seraient un bénéfice économique global. Elles feraient baisser les prix par l'absence de profits et la suppression des rentes de monopole.

III. Au-delà de la gratuité : régression du rôle de l'argent

① En régime capitaliste

Le combat que mène la bourgeoisie contre les services publics, contre la santé gratuite, contre l'enseignement gratuit situe parfaitement les enjeux : par la privatisation, la classe capitaliste veut augmenter les possibilités de prélever du profit, de la rente et des intérêts. Quand, dans les pays où le système de santé public est défaillant, les personnes atteintes d'une maladie grave doivent emprunter pour se faire soigner, c'est un triple bénéfice pour la bourgeoisie : une fois pour l'employeur qui ne paie pas de cotisations sociales liées au salaire, une deuxième fois pour l'entreprise capitaliste de soins, une troisième fois par la banque qui prête de l'argent (ou qui capitalise l'assurance santé privée, ce qui revient au même, dans une autre temporalité). Le résultat est visible dans les données macroéconomiques : le coût global de la santé est de 17,2 % du PIB aux États-Unis alors qu'il n'est que de 11,5 % en France (6). Ceci pour une qualité de soins bien meilleure en France.

En France, nous avons l'habitude de la santé gratuite ou de l'école gratuite. Nous mesurons à quel point c'est un progrès social par comparaison à d'autres situations : une famille chilienne qui doit choisir entre conserver sa maison et soigner un enfant ou un parent atteint d'un cancer, les étudiants aux États-Unis qui se retrouvent endettés de 50 000 à 100 000 dollars à l'entrée dans la vie active. Par de tels exemples, on mesure à quel point l'argent nécessaire pour satisfaire les besoins fondamentaux de la vie est une limite absolue à la vie.

Une gratuité adossée à des services publics, même en régime capitaliste, peut être étendue de manière significative. Elle est l'enjeu de lutte des classes. Cette gratuité « réformiste » limite techniquement le rôle de l'argent. Son coût est diminué des profits. Si l'on retient l'argument de Jean-Marie Harribey (7) sur le fait que les services publics créent la valeur qui s'exprime dans

leur financement, nous disons que cette valeur est constituée des salaires et des approvisionnements externes. La valeur générée par les services publics ne compte pas les profits réalisés sur le travail des fonctionnaires, elle ne contribue au profit global capitaliste que par les approvisionnements venant du secteur privé. Sans plus-value, le prix du travail des fonctionnaires et sa valeur sont identiques. Transférer une activité du privé au public revient à l'amputer du profit réalisé sur les salaires, à diminuer la grandeur de son expression monétaire, à créer une même richesse (valeur d'usage) avec moins de valeur. À l'inverse, la privatisation fait augmenter les prix du montant des profits issus de la plus-value extraite de la force de travail (de manière globale car les profits se répartissent en fonction des monopoles, des productivités, etc.). Dit autrement, si le service des eaux passe de privé à public, le prix de l'eau va diminuer, un même service sera offert pour un prix moindre (amputé du profit capitaliste).

Pour redire la même chose sous un autre angle, nous pouvons avancer l'hypothèse suivante. Les salaires ne sont pas le seul coût : il faut aussi compter le coût d'acquisition et d'amortissement des moyens de production, les approvisionnements. Ce coût est très variable : faible en proportion du coût total dans l'enseignement (principalement des locaux), plus élevée dans la santé (des équipements hospitaliers coûteux), très important dans les transports urbains (du matériel roulant et des voies de circulation). Il s'agit du coût des moyens de production. Dans le secteur privé le taux de profit s'applique à toutes les sortes de capitaux : salaires, matériel, approvisionnement, locaux. Le fait que le taux de profit exigé par les capitalistes porte aussi sur les salaires investis dans la production, alors que dans le secteur public il n'y a pas d'exigence de rentabilité des salaires investis, renchérit mécaniquement l'activité privée par rapport au secteur public. Ceci sans tenir compte des monopoles et des corruptions sous-jacentes qui peuvent être une composante non négligeable des surcoûts.

Deux constats empiriques confirment ce que nous exprimons ici théoriquement : la différence du coût global de la santé entre la France et les États-Unis, la baisse du prix de l'eau lors des opérations de re-municipalisation ou à contrario son augmentation à l'occasion des privatisations.

② La gratuité dans un contexte de transition socialiste

Après avoir examiné la gratuité « en mode réformiste » telle qu'elle a été conqui-

se et qu'elle est enjeu de luttes à l'intérieur du capitalisme, imaginons-la dans un contexte de transition au socialisme. Supposons que les travailleurs aient pris le pouvoir et qu'ils dirigent l'État.

Le secteur marchand tend à diminuer et il est pour partie remplacé par des services publics du logement, de l'énergie, de l'eau, de la santé, des transports, de l'éducation, de la culture, etc. Les besoins de base en eau et en énergie sont fournis gratuitement selon un forfait par personne. Au-delà des besoins fondamentaux, leur fourniture devient payante (par exemple, les premiers 40 m³ d'eau, les premiers 1 500 kWh par personne sont gratuits). Les transports de proximité, la santé et l'éducation sont gratuits. Le logement est subventionné ou fourni de telle façon que les besoins de base d'un ménage soient satisfaits gratuitement (mais pas nécessairement en tous lieux – problème de demande supérieure à l'offre). Des systèmes de carte à points permettent de se procurer un certain nombre de produits alimentaires, définis selon les critères de besoins des personnes, de l'aménagement du territoire (proximité et diversité agricole) et de l'écologie (alimentation écologiquement soutenable), les cantines scolaires et d'entreprise sont gratuites sous réserve de respecter un cahier des charges écologique et alimentaire. On peut ainsi continuer à faire marcher notre imagination et solliciter nos désirs d'une vie meilleure. La gratuité s'étend avec pour seule limite la contrainte écologique et le combat contre le gaspillage.

③ Le paiement en régime capitaliste

Raisonnons à partir de la situation actuelle : des salaires sont versés et des impôts et contributions sont prélevés sur ces salaires. Examinons la situation d'un-e salarié-e situé sur la médiane, fictive mais réaliste : 1 800 € net par mois, soit 21 600 € par an. Son salaire total annuel cotisations sociales comprises est de 39 000 € : il/elle va payer un impôt sur le revenu (disons arbitrairement 1 500 € par an), de la TVA sur les achats (en moyenne 12 % des achats), une taxe foncière (1 000 €) et, jusqu'à ce jour, une taxe d'habitation (1 000 €). En roulant 15 000 km par an, il/elle paiera 1 200 € de taxes sur les carburants. Ses achats diminués des taxes et son revenu diminué des impôts se ramènent finalement de 21 600 € à 17 000 €.

Pour cette personne fictive (mais réaliste), environ 43 % de son salaire total (39 000 €, salaire net et cotisations sociales) est effectivement disponible pour des achats hors taxes.

Par un raisonnement abstrait, imaginons

que ce salarié-e gagnerait seulement 17 000 € par an, la somme aujourd'hui effectivement disponible déduction faite des impôts, taxes et prélèvements, il/elle ne payerait ni impôt ni TVA : rien ne changerait à son niveau de vie. Il s'agit là seulement d'une expérience de pensée concernant la situation actuelle. Nous percevons un revenu exprimé en argent que nous devons, pour la plus grande part, rendre immédiatement. Le salaire réel (net et cotisations sociales) apparaît subjectivement comme un gain fictif. Le prélèvement d'impôt à la source, la cotisation sociale prélevée en amont font que nous ne verrons pas passer une partie du salaire. La TVA, les taxes sur le carburant, prélevés sans distinction de richesse lors de l'acquisition de biens indispensables, les taxes sur le logement, interviennent à posteriori et font de ce gain nominal versé sur le compte en banque un gain fictif différé.

④ L'argent dans la transition socialiste

Projetons-nous maintenant dans la société socialiste en transition décrite ci-dessus : ce n'est plus quelque 43 % du revenu qui sont utilisés pour des achats mais beaucoup moins, car la plupart des besoins de base sont fournis gratuitement. Logement, nourriture, énergie, transports sont actuellement, dans le contexte capitaliste, les principaux postes de dépense des familles de travailleurs. Imaginons que dans un monde socialiste, ils sont fournis sans paiement, pour subvenir aux mêmes besoins, à structure de consommation égale. (À lui seul le logement pèse 30 % du budget de notre salarié fictif). Nous n'aurions alors besoin que d'environ 20 ou 25 % de notre salaire et non plus 43 %. Cela ne veut pas dire que sous le socialisme rien ne changerait dans les habitudes de consommation, mais par cette expérience de pensée, nous pouvons envisager de ramener la circulation monétaire à un cinquième de ce qu'elle est actuellement, toutes choses égales par ailleurs. Cela suppose que les biens et services de base seraient fournis sans passer par l'achat et la vente et que seule une partie de l'économie serait comptabilisée en valeur monétaire, la partie réservée au marché étant désormais minoritaire.

Le financement des services publics par l'impôt, avant la production, tel que le décrit J.M. Harribey, implique, d'ores et déjà, que la formation des prix dans les services publics ne se fait pas par le moyen du marché. Le prix des services est égal à leur financement. Le service est payé lors de la production et non pas à l'occasion de la distribution. Dans la transition au socialisme, l'économie des services publics peut se déconnecter pro-

Alternative en débat

gressivement de la notion de valeur marchande car la formation des prix n'a aucun besoin du marché. Dans ce secteur, non concurrentiel, qui concerne les services et les biens qui ne sont pas achetés (éducation, santé, énergie domestique, eau, transports,

une part de l'alimentation, un certain type de logement), l'expression monétaire sous forme d'argent n'est plus nécessaire. La gestion peut consister alors en une affectation de la main-d'œuvre. Dans ce secteur (mais pas dans le secteur marchand) la comptabi-

lité peut être exprimée directement en temps de travail, puisque la transformation, par le marché, du temps de travail en valeur ne s'effectue plus. Comme le secteur public n'est pas étanche par rapport au privé, national ou international (achat de moyens

Matière à réflexion pour une économie du don (puissances et limites)

Nous explorons ici des manifestations concrètes de l'économie du don, par la voie de l'anthropologie et par celle des expériences contemporaines. Ces exemples, dont nous ne tirons aucune conclusion concrète, peuvent alimenter la réflexion sur le don.

● **Gratuité du don de sang.** Le don de sang fondé sur le volontariat et la gratuité fonctionne dans de nombreux pays dont la France. Une publication commune de l'OMS, de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a pour titre *Vers 100 % de dons volontaires à l'échelle mondiale* (1). Cette étude commence par : Objectif A « Créer un environnement de nature à favoriser 100 % de dons volontaires », Objectif B « Forger une culture du don de sang volontaire ». Elle démontre qu'une collecte de sang sur la base du don est possible et qu'elle est plus efficace, notamment d'un point de vue sanitaire. La collecte gratuite se déploiera dans le cadre d'un environnement institutionnel adéquat, donc il doit être construit, il n'est pas donné.

● **Les logiciels libres.** Si on fait une recherche sur Google par « logiciels libres et gratuité » le robot fait une correction automatique avec « logiciels libres gratuits » et propose des liens vers des espaces qui fournissent les logiciels gratuits, notamment les espaces commerciaux (FNAC, 01.com...). Mais si la gratuité n'est pas spontanément associée à un modèle de production par Google, elle constitue néanmoins une part importante de la richesse produite dans le domaine numérique. Ce modèle alimente la réflexion sur les communs, c'est-à-dire une manière de produire, d'organiser et de répartir fondée sur la création en commun des règles et des institutions par lesquelles des producteurs de logiciels peuvent entrer en relation entre eux et avec des utilisateurs.

L'extension du don selon les anthropologues

Dans *Âge de pierre, âge d'abondance*, Marshall Sahlins rapporte de nombreuses études quantitatives sur ce qu'il appelle l'économie domestique (2). La nature des échanges évolue au fur et à mesure qu'on s'éloigne du cercle familial : à l'intérieur de la maisonnée, le don est général et sans contrepartie. Chacun donne sans attente de retour, et en même temps chacun est convaincu qu'il recevra en fonction de ses besoins. Plus on s'éloigne du cercle familial, plus le don sans contrepartie s'atténue et il est remplacé par une économie du don où la réciprocité est nécessaire, relativement codifiée, bien que non soumise à un calcul de valeur. Enfin, au-delà de certaines limites, à partir d'un certain

éloignement social (de tribu à tribu), c'est le troc ou l'échange soutenu par des pseudo-monnaies (coquillages...) qui prend le relais. Ce commerce est alors un échange **simultané** d'objets dont les valeurs sont considérées égales terme à terme.

Cependant, l'éloignement, sous l'angle de la parenté, n'est pas toujours cause d'extinction du don : Sahlins décrit un vaste réseau d'échanges dans le secteur du Queensland qui s'étend sur près de 400 miles au sud du cap York : les anciens de chaque bande sont entre eux dans une relation de frères classificatoires (une parenté fictive destinée à favoriser le commerce). Les transactions portent sur des systèmes d'échange de dons de haches et de javelots, dont les équivalences varient beaucoup dans le temps et dans l'espace (3). Dans toutes ces transactions fondées sur le don, « la bonne diplomatie économique exige que l'on s'acquitte avec quelque chose en sus, (...) une manière de souhaiter bonne route (...) en gage d'amitié, en guise de sauf-conduit, en espoir de réciprocité » (4).

Un véritable « commerce international » fonctionnait sur des milliers de kilomètres dans l'archipel des îles Trobriand et liait une vingtaine d'îles (5). Il était soutenu par l'échange de bracelets et de colliers de coquillages, qui étaient tour à tour donnés, reçus et parcouraient ainsi un cycle complet avec retour au point de départ sur un délai de deux à dix ans. Cette pratique de don à grande échelle a inspiré Marcel Mauss (6) et Maurice Godelier (7).

L'anthropologie nous montre que le don comme modalité de l'échange ne se limite pas à la sphère domestique. Mais pour s'étendre il doit se donner ses propres institutions : soit une parenté étendue (fictive à notre sens, c'est-à-dire non biologique), soit des modalités codifiées (îles Trobriand). Ce n'est pas une nature humaine du don qui lui permet de prospérer et de s'étendre, il lui faut des institutions qui le supportent.

Les choses que l'on donne, les choses que l'on garde, les choses que l'on vend

Sahlins montre que la nourriture ne peut être échangée dans des circuits où d'autres objets le sont habituellement : « à l'intérieur d'un vaste secteur social où l'argent parle pour toute chose, les denrées alimentaires sont tenues à l'écart des transactions pécuniaires ».

Chez les Eskimos d'Alaska « tout se passe comme si les nourritures ordinaires avaient leurs "circuits d'échange propres" à l'écart des objets et en particulier des objets de valeur qui font la richesse ». (8)

Mais au-delà de cercles proches définis sociologiquement, à un certain point de la périphérie « les circuits se confondent et par là même se dissolvent ». À ceux qui ne sont pas des proches, on peut tout vendre et tout acheter, même de la nourriture.

Ce phénomène peut nous rappeler que dans des périmètres à dimension humaine, à portée de rapports sociaux directs, il peut exister une multiplicité des valeurs d'usage, incommensurables les unes par rapport aux autres, et qui doivent être gérées séparément parce qu'elles peuvent ne pas être échangeables ni interchangeable (échanger, dans les relations familiales, le travail ménager contre la sécurité économique ?). De manière plus élargie, en partant de l'exemple du don de sang, qu'en France on considérerait inconvenant de rémunérer, nous pourrions imaginer des activités totalement soustraites au commerce, comme la santé et l'éducation, et bien d'autres dans une société socialiste, qu'il deviendrait inconvenant, voire inadmissible et immoral de payer. C'est déjà le cas quand l'admission aux urgences de l'hôpital ne peut pas être refusée à des patients sans argent. L'intérêt commun pourrait être soutenu par une morale commune à condition que la gratuité soit dans les domaines considérés, complète et par principe.

Dans *l'Énigme du don*, Godelier décrit le rapport à des objets que l'on ne peut ni donner ni vendre : les objets sacrés qui sont détenus par des personnes, des familles ou des tribus. Ils sont transmis de génération en génération, ils expriment le rapport aux ancêtres (en général mythiques). À l'époque contemporaine, ce rapport aux choses sacrées que l'on ne peut ni donner ni vendre est un puissant ressort des luttes des peuples autochtones pour leur terre et leur souveraineté (par exemple les peuples autochtones du Canada contre l'exploitation des gaz de schiste et les pipelines), ou de luttes foncières contre les expropriations partout dans le monde, la défense des forêts en Inde, etc. Le règne froid de la marchandise se heurte durablement au « sacré » dès lors que le pouvoir économique commence à s'immiscer dans l'espace intime de vie, le rapport aux ancêtres, le rapport à la nature. Quel qu'en soit le prix, il est des choses que des gens ne voudront jamais vendre.

Ce que nous appelons « la nature » nous a été transmis par nos ancêtres, nous devons en prendre soin et le transmettre à nos enfants : considérée de cette manière, « la nature » se présente à nous comme les choses sacrées des sociétés « primitives », les choses qu'on ne peut ni donner ni vendre, qu'on garde au sens d'en prendre soin, qu'on est amené à transmettre. De ce point de vue, l'anthropologie de Maurice Godelier nous aide à inscrire nos luttes dans un enjeu symbolique, dans une conception de l'action qui ne se

de production, vente d'énergie, de locaux, etc.) une double comptabilité, en valeur monétaire et en temps, peut être nécessaire.

Les salaires distribués sont maintenant divisés par 2 ou 3 en comparaison avec la situation actuelle. Dans le secteur privé rési-

duel, l'impôt et la cotisation sociale continuent à fonctionner, mais avec des taux augmentés à proportion de la diminution du salaire direct (compensé par la gratuité, pour tous et toutes, des principaux moyens de subsistance).

réduirait pas à un utilitarisme partagé, qu'il soit grossier (l'optimisation des intérêts individuels) ou plus sophistiqué, collectif et historique (les intérêts à long terme de l'humanité).

Ces ressorts de l'interaction humaine, mis en évidence par l'anthropologie, que ce soit l'incommensurabilité de certaines choses ou leur caractère inaliénable, ne sont pas seulement des résidus de sociétés archaïques. Nous pouvons les réactiver et en faire des composantes de nos propres interactions et des points d'appui pour nos luttes.

Le don sans possible réciprocité comme exercice du pouvoir

« Le potlatch est célèbre dans toute la littérature anthropologique : il s'agit d'une rivalité pour donner, se montrer généreux et "désintéressé". Celui qui ne peut pas rendre davantage perd l'honneur et tombe sous le pouvoir de celui qui donne. À son paroxysme il ne s'agit plus tant de donner que de détruire, de consumer ses biens les plus chers (...) Sans doute cette institution du potlatch est-elle paroxystique, et quand on l'a observée – nous le savons maintenant – c'était par ailleurs une période de grand dérèglement des sociétés indiennes, mais elle n'en délivre pas moins une leçon anthropologique essentielle : le don qui ne peut pas être rendu, et au-delà, annihile celui qui l'a reçu. Il fait des maîtres d'un côté, des esclaves de l'autre » (9).

« Nulle part [ailleurs que dans le potlatch] le prestige individuel d'un chef et le prestige de son clan ne sont plus liés à la dépense, et à l'exactitude à rendre usurairement des dons acceptés de façon à transformer en obligés ceux qui vous ont obligés » (10).

Selon Sahlins, le chef mélanésien tire son prestige et son pouvoir de sa générosité : soucieux d'accumuler des biens et de les prodiguer, il s'efforce d'agrandir sa force de travail domestique, éventuellement par la polygamie. « Manipulant ses ressources avec habileté, le nouveau leader consacre ses ressources à faire des autres ses débiteurs. Il élargit son champ d'action au-delà de la maisonnée et se crée ainsi une clientèle dont la production peut être mise au service de son ambition. » (11)

Le don sans réciprocité comme extorsion : la question du care

Le care, c'est-à-dire le soin et en même temps « l'attention portée à », est une question qui traverse les débats sur l'inégalité entre les sexes. Donner sans attendre de contrepartie, donner sans compter, est inhérent au soin des enfants, des malades, des personnes âgées. Pour les anthropologues, ce type de don s'inscrit dans l'économie domestique comme réciprocité géné-

ralisée (12). La possibilité d'une contrepartie ne peut pas être immédiate ni la plupart du temps venir de la même personne. Alors, s'il n'y a pas d'espoir de retour, pas de reconnaissance (matérielle, symbolique, en termes de pouvoir social), les personnes qui donnent, dans l'exercice du care, les femmes, et de plus en plus immigrées, sont refoulées dans une situation subalterne. Leur engagement personnel est systématiquement nié, leur salaire ou leur accès à la richesse est maintenu au niveau le plus bas. La non-reconnaissance du travail ménager et de soin brise le cycle du don (donner-recevoir-rendre). Si le retour n'est pas à la mesure de ce que l'on donne, cela implique que la société renvoie à la donatrice l'image de sa moindre valeur. Ici, donner sans espoir de retour rabaisse par le moyen suivant : les bénéficiaires ne considèrent pas que c'est un don (refus de recevoir) mais un dû qui a déjà trouvé sa rétribution, que la valeur du travail est tout entière incluse dans la – faible – rémunération ou la – précaire – sécurité économique du ménage (refus de rendre). Le care dans nos sociétés ne fonctionne ni en termes d'échange de valeur, même inégalitaire (travail contre salaire), ni en termes de don (donner-recevoir-rendre) mais il est plus proche de l'économie de prédation. À aucun moment le care n'implique une contrepartie ; au mieux, le travail sous-jacent est simplement considéré comme dépense d'énergie physique. Or le care, par l'engagement personnel qu'il implique, est beaucoup plus qu'une dépense physique, il va au-delà d'un simple travail qui serait équivalent à n'importe quel autre travail. La reconnaissance du care ne pourra pas se limiter à sa rémunération, même réévaluée. Le care comme don est incommensurable ; il devra trouver sa contrepartie dans un soin et une attention de même nature, ce qui implique qu'il ne peut plus être la spécialité de certaines personnes. ■

1. <https://www.who.int/bloodsafety/publications/9789242599695.pdf?ua=1>

2. Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance – L'économie des sociétés primitives*, Gallimard, Paris 1976, pp. 310-322, p. 379.

3. Op. cit., p. 381.

4. Op. cit., p. 414.

5. Bronislaw Malinowski, *les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, Paris 1989 (1^{re} édition 1922).

6. Marcel Mauss, *Essai sur le don*, La République des lettres, Paris 2013 (1^{re} édition, 1923).

7. Maurice Godelier, *l'Énigme du don*, Fayard, Paris 1996.

8. Sahlins, op. cit. pp. 351-352.

9. Alain Caillé, *Extensions du domaine du don*, Actes Sud, Arles 2019, p. 60.

10. Marcel Mauss, op. cit., p. 41.

11. Sahlins, op. cit., p. 226.

12. Sahlins, op. cit., p. 318.

La valeur créée par le secteur privé a pour contrepartie les achats du secteur public (machines, locaux) qui ne sont pas produits par le secteur public ainsi que les achats effectués par les travailleurs au-delà de la zone de gratuité.

Le secteur public crée lui aussi de la valeur marchande sous forme de vente au-delà de la gratuité : énergie, eau, logement consommés par les ménages au-delà des normes fixées pour la zone de gratuité, énergie consommée par les entreprises privées, etc.

IV. Les conditions subjectives de participation à la société de gratuité et sa cohésion

Pour que des gens continuent à travailler alors que la rémunération monétaire tend progressivement à s'éteindre, pour que des consommateurs acceptent les biens et services qui leur sont proposés, pour que tous participent au fonctionnement des institutions économiques et productives, à la définition des besoins, d'autres motivations que le gain d'argent et le pouvoir d'achat doivent émerger.

L'idéologie bourgeoise prétend que la motivation pour agir se réduit à l'intérêt personnel de l'individu calculateur. En optimisant ses gains, il participerait à la définition globale des besoins et des ressources, grâce à la concurrence marchande. La cohésion sociale ne serait que la résultante des intérêts égoïstes. Cette fable a été largement démontée par les sociologues. Le besoin d'appartenance sociale est aussi vital que la survie biologique ou le confort matériel : les valeurs morales des individus, leur socialisation, les motivations en termes de reconnaissance, les sentiments altruistes, le besoin de pérenniser et d'élargir son environnement social sont toujours juxtaposés aux actes que l'idéologie prétend fondés sur le calcul égoïste de l'intérêt.

Mais il serait risqué de postuler que la suppression de la concurrence marchande et de la propriété engendrerait automatiquement les comportements sociaux de coopération nécessaires à la cohésion sociale et à la production.

Nous aurons l'héritage des subjectivités construites dans un monde de prédation : dans le capitalisme, l'usage de la terre comme source de matières premières ou comme espace de déjection des résidus de la production est un usage prédateur. La concurrence généralisée, qui consiste à n'utiliser autrui que comme ressource, construit aussi une subjectivité prédatrice.

Indépendamment du capitalisme, la prédation est une relation possible partout où il

Alternative en débat

ya de la vie. Ce mode d'être se situe à l'interface entre les espèces et les groupes qu'aucune solidarité ne relie, mis à part le fait d'être une ressource l'un pour l'autre. Le renard a un comportement prédateur dans son rapport au lapin. Les tribus de pillards qui vivent aux dépens des populations environnantes ont un comportement prédateur. La fraude dans les transports ou le vol dans les supermarchés, sont des comportements prédateurs de la part de personnes qui n'ont aucun attachement personnel à l'économie des supermarchés ou au système de paiement des transports publics.

Une société de la gratuité sera celle qui saura limiter les comportements de prédation et favoriser les comportements de coopération. La gratuité ne sera pas seulement une solution technique pour la répartition, elle devra s'appuyer sur des comportements sociaux émergents.

La gratuité évoque le don. Quelles sont les possibilités d'une économie du don telle que l'ont étudiée des anthropologues dans des sociétés différentes de la nôtre, dites primitives, ou plus précisément sans État ?

Une économie morale du don

Le don est radicalement différent de la vente ou du troc. Dans ces deux types d'échanges, la contrepartie immédiate, que ce soit de l'argent ou un autre objet, considérée comme équivalente à l'objet proposé, clôt la relation. L'opération terminée, les individus se quittent et sont quittes. Plus rien ne les relie l'un à l'autre.

Le don est différent. Il appelle lui aussi une contrepartie, mais celle-ci ne peut être rendue immédiatement. La contrepartie est réputée non identique et non équivalente. Dans cet espace entre le don et le contre-don se noue une relation qui ne peut plus être éteinte, un attachement entre les personnes que seul le conflit ou la guerre peut défaire. L'objet donné porte plus que lui-même : une partie de la personne du donateur lui est attachée. Dans les sociétés dites primitives, le don est au commencement de la politique.

Le sociologue Marcel Mauss exposait (en 1923) la triple obligation du don comme principe universel de ce type de relation : « obligation de donner, obligation de recevoir, obligation de rendre » (8).

« Le don n'est pas fait dans l'inconscience, sans attente de retour. On espère bien

que celui à qui on a donné rendra, ou plutôt donnera à son tour (à soi ou à un autre) mais on n'en est nullement assuré. C'est cette dimension d'incertitude et de pari, cette marge de jeu qui caractérise le don entre sujets humains. (...) C'est cette dimension d'inconditionnalité qui scelle l'alliance. Le don est un opérateur d'alliance. » (9)

Caillé reprend la théorie du don de Mauss et l'approfondit. Il ajoute la prise en compte de la demande, « la possibilité de demander ». Du plus, il développe la notion de donation, différente du don en ce sens qu'elle crée une dette mais n'implique pas une obligation de rendre. Elle est une dette qui ne peut pas être éteinte. Si à notre naissance la terre et la vie nous sont données, alors nous sommes redevables indéfiniment (envers nos ancêtres, nos géniteurs, les générations futures, la Terre...).

La gratuité que nous voulons étendre peut être abordée comme une économie du don. Elle renoue avec une composante universelle de l'échange au sein des sociétés primitives, elle entre en résonance avec une dimension anthropologique qui ne s'est jamais éteinte, bien qu'enfouie sous les strates de l'échange marchand, refoulée aux confins des relations personnelles (cadeaux de Noël, vie de famille, pseudo-cadeaux publicitaires). À un niveau plus large, le don reste encore un ressort social non négligeable : le don de sang, l'action humanitaire, le care (de l'anglais : ensemble d'activités et métiers mettant en œuvre la « sollicitude », en tant que concept éthique, sociologique et politique). Mais il n'ouvre pas, la plupart du temps, la possibilité d'une relation, c'est un don atrophié, ou parfois perverti. L'obligation de rendre, quand elle ne peut pas être réalisée, crée une relation de domination (charité). Le non-recours massif aux aides sociales (plus de 30 % des bénéficiaires potentiels du RSA n'y ont pas recours) pourrait être observé en partie sous l'angle de l'impossibilité de rendre de la part de gens qui ne veulent pas se positionner en tant qu'exclus de la vie économique (ceux qui ne demandent pas « par fierté ») (10).

Nous partons du principe que l'économie du don n'a pas seulement un fondement historique daté, lié à un certain type de société, mais qu'elle est une dimension anthropologique et universelle. Si elle est refoulée aux marges ou manipulée par l'économie marchande, elle peut être réactivée et revenir au centre de la vie humaine.

Dans une économie du don, voici comment les quatre obligations pourraient s'articuler :

● L'obligation de donner serait celle qui amène chacun à participer à la production.

On en trouve les ressorts dans le monde actuel quand les travailleurs veulent donner du sens à ce qu'ils font, veulent être utiles, ou quand les chômeurs dépriment car ils se sentent « exclus » c'est-à-dire inutiles.

● L'obligation de recevoir : les personnes et les groupes se situent face à la mise à disposition de biens et services tels qu'ils sont définis par la société. Leurs désirs particuliers sont mis en relation avec l'intérêt collectif ; il s'agit de prendre en compte les contraintes écologiques et les besoins collectifs des producteurs. L'achat de légumes hors saison, écologiquement et socialement insoutenable, les voyages en avion, la voiture individuelle, les magasins ouverts la nuit ou le dimanche, devront être limités. L'acceptation de cette limitation, si elle est éthique et non pas marchande ou policière, ne peut être motivée que par l'obligation de recevoir ce qu'on produit et ce qu'on donne.

● L'obligation de rendre ferme la boucle et alimente la motivation du travailleur qui trouve satisfaction dans ce que la société lui donne, s'engage à perpétuer le cycle donner, recevoir, rendre.

● Enfin, pour maintenir la cohérence de la société du don, la possibilité de demander. L'expression des besoins implique la confrontation avec les moyens disponibles, avec la volonté des producteurs, avec la soutenabilité écologique. C'est la démocratie citoyenne de l'expression des besoins.

Chacun de ces moments de l'économie du don se heurte à la possibilité de l'échec ou de grippage du système :

● L'obligation de donner échoue avec la possibilité de garder : le corporatisme des producteurs (les travailleurs du nucléaire ou de l'armement qui défendent « leur usine » ; des objets ou des services de mauvaise qualité).

● L'obligation de rendre échoue avec la possibilité d'arrêter le cycle : le corporatisme des consommateurs, le parasitisme de groupes ou d'individus.

● L'obligation de recevoir échoue s'il y a refus des objets et des services produits : égoïsme anti-écologique, comportement tout puissant de consommateurs qui exigent des supermarchés 24h/24.

● La possibilité de demander échoue face à un système bureaucratique de planification (on sait ce qui est bon pour vous).

Le déploiement des moments de l'économie du don et de ses possibilités d'échec, son potentiel de division sociale voire de violence sociale, implique le déploiement des institutions qui :

① définiront les demandes et les confronteront entre elles. La possibilité de demander fonde la démocratie citoyenne pour définir les besoins ;

8. Marcel Mauss, *Essai sur le don*, La République des lettres, Paris 2013 (1^{re} édition, 1923).

9. Alain Caillé, *Extensions du domaine du don*, Actes Sud, Arles 2019, p. 35.

10. Paul Ariès, op. cit., p. 360.



② permettront aux producteurs de prendre en charge les moyens de production et d'adapter la production aux demandes sociales ainsi que l'affectation de moyens (contrôle collectif de l'investissement). L'obligation de rendre fonde la planification démocratique ; ③ placeront les producteurs dans des cadres viables pour eux et utiles à la société. L'obligation de donner fonde l'autogestion ; ④ permettront la prise en compte de l'intérêt général et des contraintes écologiques. L'obligation de recevoir fonde la définition de normes écologiques (économie d'énergie et de matière), sociales (le temps de travail est réduit, les travailleurs ne sont pas disponibles tout le temps et pour tout faire). Une nouvelle législation remet des limites au monde de la croissance infinie, de la consommation compulsive et de la mise à disposition sans borne de toute sorte de main-d'œuvre.

Les quatre obligations de l'économie du don sont imbriquées et ne peuvent fonctionner séparément. C'est en suivant leur cheminement logique et temporel que nous pouvons mettre en évidence les points de friction et les possibilités de conflit.

Ainsi se déploie une éthique imbriquée à l'économique et au politique, en rupture avec la morale individuelle de l'individu souverain.

L'économie du don n'est, pas plus que l'économie capitaliste, une économie apaisée où les conflits sociaux seraient inexistants. Elle se fait toujours au risque de « la guerre » et de la confrontation. Elle est génératrice d'égalité, pas inévitablement de paix. Mais notre utopie n'est pas une société humaine sans conflits, une sorte de nirvana où la souffrance et la violence seraient exclues. Notre utopie n'est pas une société morte, le repos éternel, la paix universelle. Notre utopie est une société vivante dans

laquelle le conflit génère le développement humain, la diversité des institutions, leur démocratie, la créativité institutionnelle et instituante à partir de la base. Une société dans laquelle la résolution des contradictions ne se fait pas par l'abaissement des individus et la domination d'une classe, ou par l'extraction d'un groupe qui sait ce qui est bon pour les autres. La société du don c'est l'abolition des classes sociales.

Les institutions dans lesquelles une économie du don peut s'enraciner

La distribution de biens et services gratuits, nous l'avons en partie sous les yeux dans le monde capitaliste. Des services publics de l'eau, de l'énergie, de la santé, etc. existent potentiellement ; ils peuvent être renforcés, approfondis. À partir de l'existant, nous pouvons imaginer un fonctionnement.

Un service public national, même efficace techniquement, s'il est étatique, n'est en capacité de prendre en compte les demandes que par le moyen de statistiques et de sondages. Un tel système dessaisit les citoyens de leur pouvoir. Les usagers n'ont alors que deux alternatives : « satisfait » ou « non satisfait ». Ce qui n'est pas différent sur le principe du « satisfait ou remboursé » pratiqué par les supermarchés. C'est lourd de déformations bureaucratiques potentielles au sein des institutions gestionnaires.

Une société socialiste hériterait d'institutions déjà existantes et structurées sur une grande échelle (éducation, santé). Ou alors, de nouvelles institutions pourraient provenir de la nationalisation d'entreprises privées dispersées et hétérogènes parce qu'organisées en chaînes de valeur et non en fonctions d'usages, et qu'il faudrait rendre cohérentes. Le passage par une phase nationale et quasi étatique peut être inévitable sous un premier gouvernement des travailleurs. Dans ces structures de grande ampleur, nous pouvons envisager dès le début l'élection au suffrage universel des directions des services publics, combiné à des modes de désignation issus des travailleur-es, des entreprises concernées, des régions.

Quel que soit le niveau – local, régional, national – les dirigeant-es des institutions de services ou de production devront être élu-es directement, que ce soit au suffrage universel ou par des assemblées. Une pyramide ascendante dans laquelle des délégué-es de base éliraient des dirigeant-es de niveau supérieur, qui eux-mêmes seraient autant susceptibles de s'autonomiser que les pyramides de pouvoir descendantes que nous connaissons bien. Toute pyramide de pou-

voir nourrit une bureaucratie qui s'autonomise à la mesure de l'éloignement entre les mandataires et les mandatés.

Pour que le processus d'appropriation collective aille à son terme, le service en question doit être progressivement décentralisé au niveau le plus bas possible selon les aspects à prendre en compte. Une véritable appropriation se réalisera au mieux par des communautés humaines réduites. La démocratie à grande échelle par délégation de pouvoir (suffrage universel pour désigner des représentant-es) sera autant que possible remplacée par des désignations à plus petit niveau (décentralisation), avec une montée en puissance d'une démocratie d'assemblées, constituées de gens présents physiquement et qui se parlent (démocratie directe).

Construire des services publics élargis, rendus cohérents, démocratisés par l'élection des dirigeant-es serait la première étape d'un pouvoir socialiste. Cependant la pleine intégration dans la société de chacun de ces services publics ne peut être accomplie que par sa transformation en « commun », selon le sens de Dardot et Laval (11). Le commun est l'institution dont les usager-es et les travailleur-es sont les maîtres, ce qui va au-delà de l'élection de dirigeant-es. Il s'agit de définir ensemble les règles de fonctionnement, les domaines de compétence, les contours géographiques, les relations avec les autres institutions elles-mêmes devenues des communs. Il s'agit de construire des relations dans la double direction géographique et professionnelle (au sens où par exemple les syndicats sont organisés en métiers et en structures locales).

La part de l'économie qui resterait dans le domaine marchand (entreprises coopératives ou privées) serait constituée d'entreprises qui pourraient vendre et acheter, renouveler leurs moyens de production de manière souveraine. Mais la reproduction élargie du capital, aujourd'hui captée par les banques (intérêts) et la Bourse (dividendes) serait collectée par un organisme unifié et affectée selon des critères de choix politiques (et non de rentabilité). Il y aurait un marché des biens mais pas de marché des capitaux (12). L'affectation du « capital » serait le résultat du débat politique. De même, le partage entre l'économie marchande et l'économie des services serait l'enjeu permanent de la délibération.

Alors, les citoyen-es, usager-es, travailleur-es pourront se sentir partie prenante

11. Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun – Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, Paris 2014.

12. Gérard Vaysses, *Inprecor* n° 653/654, op. cit.

Alternative en débat

d'une nouvelle économie, donner, recevoir, rendre et demander. « *Pour pouvoir participer à l'économie sociale ordinaire, faite d'une multitude de relations don/contre don ou de donnant/donnant, il faut s'inspirer d'un moment ou d'une instance inconditionnelle qui les fonde et à défaut de laquelle chacun ne voulant donner que dans l'espoir de recevoir plus que ce qu'il donne, aucune relation de confiance ne serait possible* » (13).

À ce stade de réflexion, dans une phase initiale du socialisme, il semble peu réaliste d'imaginer que l'interaction sociale (économie morale du don) puisse satisfaire à la totalité de l'organisation sociale. Il s'agit d'un substrat social dans lequel la politique prend racine. Obliger chacun à prendre sa part au travail commun ne peut être envisagé au départ uniquement sous forme d'obligations morales, par une éthique qui est entièrement à construire. La question du pouvoir politique et d'une certaine forme de coercition reste posée. Le nier dans la constitution des prémisses du socialisme peut conduire à de graves désillusions – c'est le penchant de Bernard Friot (14) : tout le monde reçoit un salaire, les gens iront travailler même s'ils ne sont pas obligés par le manque. C'est la naïveté des partisans du revenu universel : chacun travaille s'il veut. À l'opposé, on trouve les conceptions aussi très radicales des anarchistes ou des communistes du XIX^e siècle ou de la première moitié du XX^e (hors stalinisme) : celui qui ne participe pas au travail commun sera exclu de la citoyenneté. Pourtant, entre l'exclusion totale pour « *parasitisme* » et la liberté totale de travailler, il existe une grande marge d'action : les radars pour la limitation de vitesse, les jetons sans valeur pour obliger à ramener les chariots de supermarché, les pénalités de retard pour les impôts, nous donnent des indices pour y réfléchir. Par ailleurs, toute société sera confrontée à un niveau irréductible de prédation : dans la nôtre c'est le tra-

vail au noir, les petits trafics, les congés maladie pour convenance personnelle... Ça met de l'huile dans les rouages tant que ça ne dégénère pas en contre-pouvoir et en mafia. Quelle est la part du pouvoir politique dans la contrainte sociale ? La question reste ouverte, mais elle ne peut pas être éludée. De plus, la question du pouvoir politique et de la contrainte est ici abordée en faisant abstraction du nécessaire pouvoir de coercition contre les classes ennemies résiduelles ou allogènes.

Enfin, un marché résiduel ne peut s'intégrer à une économie socialiste que sous condition d'une monnaie souveraine et d'une abolition préalable de la dette (15).

V. Nos traditions révolutionnaires questionnées par la gratuité

Socialisme et abondance

Par cette entrée depuis la gratuité vers la transition au socialisme, nous pouvons remettre en débat la question de la société d'abondance. Selon Marx puis Lénine, la première phase du socialisme est régie par le principe « à *chacun selon son travail* », puis le communisme, parce qu'est advenue une société d'abondance : « à *chacun selon ses besoins* ». Mais l'hypothèse de l'abondance a été abandonnée avec le surgissement de la question écologique et des limites de la planète, ce qui semblait rendre obsolète le principe « à *chacun selon ses besoins* », dont plus personne ne parle. Dans *le Sourire du spectre*, Daniel Bensaid (16) prend en compte la question des limites naturelles, invitant la gauche à renoncer au « *joker de l'abondance* ». Il ironise à nouveau sur le joker de l'abondance dans *Éloge de la politique profane* (17) ou dans son *Introduction critique à « l'Introduction au marxisme » d'Ernest Mandel* (18). Nous avons exploré ici des espaces d'abondance : la santé, l'éducation, déjà présents au sein du capitalisme et dont nous ne craignons pas que les gens abusent. La gratuité interroge sur la signification « *des besoins* ». Ainsi, Paul Ariès met en relation « *besoins de* » et « *droits à* », besoins et désir, ce qui inscrit la gratuité dans l'accomplissement des relations humaines. « *La gratuité change la logique du besoin en faisant primer sa définition collective qui prend alors la forme de droits-créances. J'attends beaucoup de ce double passage de l'individuel au collectif et de la logique du besoin à celle des droits* » (19). L'hypothèse de l'abondance doit être remise au centre : l'abondance, depuis le néolithique, est liée aux besoins que l'on se donne. Si on se donne très peu de besoins avec un peu de moyens, la société

d'abondance est là : dans les sociétés dites primitives (sociétés sans État) on ne « *travaille* » que 3 ou 4 heures par jour, et encore pas tous les jours (20). Quant à la succession des phases, du socialisme au communisme, « *de chacun selon son travail* » à « *chacun selon ses besoins* », nous avons vu que ces deux possibilités sont totalement imbriquées, et ce dès maintenant, à l'intérieur du capitalisme. La perspective de conquêtes partielles permet d'envisager et d'élargir en permanence des espaces d'abondance. Prise sous l'angle des ressources naturelles limitées, l'abondance peut apparaître comme une chimère dangereuse. Sous l'angle des droits et des services, elle est à notre portée.

Mais un autre aspect de l'abondance n'a pas été examiné ici : l'abondance de travail. L'automatisation, qui dans le capitalisme est cause de chômage et d'épuisement des ressources, pourrait devenir la base d'une réduction du temps de travail, mais pas seulement. L'économie de travail en certains points pourrait libérer du travail en d'autres lieux : on valoriserait des ressources aujourd'hui gaspillées (réparation d'appareils), on s'intégrerait mieux à la vie naturelle (agriculture biologique, agroforesterie, agriculture urbaine, exploitation de terrains non mécanisables), on produirait avec le souci de la beauté et de la diversité. Libérer le travail de la concurrence permettrait de faire cohabiter des niveaux de productivité hétérogènes. Si produire une imprimante coûte 40 € et la réparer coûte 60 €, la concurrence du travail pousse à la jeter, le travail libéré de la concurrence permet de la réparer. De même il serait possible de cultiver des arbres fruitiers sur les terrasses des Cévennes et en même temps dans les plaines irriguées de la vallée du Rhône sans que la concurrence des plus productifs ne vienne anéantir la production des zones plus exigeantes en travail. Augmenter la productivité du travail pour s'en libérer n'est peut-être pas le but final du communisme.

Quel parti pour la révolution ?

Un certain étapisme a toujours séparé la prise du pouvoir du projet socialiste. Le parti révolutionnaire est conçu comme celui dont l'objectif stratégique est la prise du pouvoir par le prolétariat. Le social se connecte au politique par les luttes, apparues de manière contingente, et qui par leur ampleur créent les conditions de la révolution. Ce qu'il adviendra ensuite ? Nous n'avons pas à nous en préoccuper : « *Le communisme n'est pas pour nous un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le*

13. Alain Caillé, op.cit., p. 257.

14. Bernard Friot, *L'Enjeu du salaire*, La Dispute, Paris 2012.

15. Voir Renaud Lambert, Sylvain Leder, « Face aux marchés, le scénario d'un bras de fer » : <https://www.cadtm.org/Face-aux-marches-le-scenario-d-un-bras-de-fer>

16. Daniel Bensaid, *le Sourire du spectre*, Michalon, Paris 2000.

17. Daniel Bensaid, *Éloge de la politique profane*, Albin Michel, Paris 2007.

18. <http://danielbensaid.org/Introduction-critique-a-l-Introduction-au-marxisme-d-Ernest-Mandel>

19. Paul Ariès, op. cit., p. 334.

20. Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance – L'économie des sociétés primitives*, Gallimard, Paris 1976.

mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent présentement. » (21)

Examinons les choses sous un autre angle : quels points d'appui avons-nous, dans nos luttes et dans nos acquis sociaux, qui permettraient d'imaginer et de désirer le socialisme ? (plutôt que de se limiter à imaginer et désirer la révolution). Se libérer de l'argent, subvenir aux besoins fondamentaux pour toutes et tous, peut s'inscrire de manière réaliste dans nos combats. Si, au lieu d'être en attente des mouvements sociaux, apparus sans nous, pour travailler à leur convergence et à leur victoire revendicative, nous étions celles et ceux qui tracent la carte des combats nécessaires pour que le communisme soit pensable ?

Une Sécurité sociale intégrale et élue, sans assurance complémentaire ni ticket modérateur, ni CMU ; des transports gratuits ; un panier alimentaire gratuit, écologique, sain ; le logement pour toutes et tous et la chasse aux spéculateurs ; une augmentation de salaire fixe et non en pourcentage avec déplaçonnement de la Sécurité sociale, la gratuité des bases indispensables d'énergie, d'eau, d'internet ; un contrôle démocratique des subventions publiques aux entreprises ; des administrations de services publics élues, etc. Prises ensemble, ce ne sont pas que des revendications, c'est une utopie concrète, enracinée dans l'expérience, qui peut être dessinée ainsi.

Ce qui unifierait les militant·es de ces causes n'est pas seulement la convergence des luttes pour renverser le capitalisme, ce n'est pas seulement qu'ils et elles sont « anticapitalistes » et veulent « faire la révolution », c'est une vision commune du communisme, l'unité du combat et du projet. Chaque combat mené, victorieux ou pas, renforce le projet communiste en incluant toujours plus de militant·es, en renforçant leur cohésion autour d'une vision stratégique commune, une utopie mobilisatrice, en évitant que des divergences tactiques soient des motifs de rupture.

Alors, la révolution apparaîtrait comme un moyen pour un but inscrit dans les combats d'aujourd'hui et non pas, comme c'est le cas dans l'imaginaire militant, comme un seuil pour passer d'une société injuste et destructrice à une société libérée du mal. ■

21. Karl Marx, Friedrich Engels, *l'Idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris (édition de 1974).

Hommage à Michel Lequenne (1921-2020)

Par
Catherine Samary*

C her Michel, tu m'as impressionnée dès que je t'ai connu lors de mon adhésion à la IV^e Internationale en 1963, membre du petit Parti communiste internationaliste (PCI) qui était alors sa section. J'y avais été recrutée dans le cadre d'un entrisme combatif mené dans l'UEC par ceux qui dirigeaient le courant dit « *krivnien* » – Alain et Hubert « *Sandor* » présents à cet hommage. Quelques années plus tard, la Jeunesse communiste révolutionnaire, que nous avons construite, décidait de fusionner avec le PCI pour former après mai 68 « *la Ligue* » – comme l'appellent François Coustal et Hélène Adam qui te citent tant de fois dans leur livre.

C'est au sein de cette nouvelle section française de la IV^e Internationale reconnaissant le droit de tendance que je me suis retrouvée avec toi dans la « *tendance 3* » dite T3 en 1973, particulièrement tournée vers les nouvelles couches d'un prolétariat en grande transformation et la jeunesse (comme le rappelle Robi Morder dans un hommage qu'il te rend). Comme tu le dis dans ton *Histoire sans fard* du trotskisme, la T3 « *ne fut jamais une fraction* » – ce mode de fonctionnement que tu as tant dénoncé et qui a ravagé bien des composantes du trotskisme ; ce fractionnisme dans le comportement et la pensée, qui fut une des raisons essentielles de notre opposition (avec toi) à l'unification avec les courants qui le pratiquaient.

Tu as soutenu le droit des militantes à se réunir en « *groupes Sand* » pour mieux comprendre et combattre des rapports d'oppression des femmes ; et ta conception non fractionniste de la T3 m'a aidée à surmonter l'idée fautive que l'expression de divergences (y compris avec toi...) sur les modes de fonctionnement ou les idées exprimerait un manque de « *loyauté* » à des causes communes ou conduirait fatalement à la fin des proximités affectives.

Plusieurs types de clivages et divergences divisaient ceux et celles qui se revendiquaient du « *trotskisme* » et au-delà :



Michel Lequenne au local du PCI (SFQI) à Paris en 1946

notamment sur la façon de lutter dans/contre le capitalisme à toutes les échelles territoriales où il règne, dans une logique « *transitoire* » s'opposant à la fois à l'enlèvement réformiste et au révolutionnarisme abstrait et sectaire ; mais aussi sur le positionnement politique dans les rapports mondiaux depuis la stalinisation de l'URSS. Tu as régulièrement dénoncé divers « *campismes* ».

En substance, il s'agissait de rejeter les catégories politiques d'un monde « *bipolaire* » où il aurait fallu s'aligner sans critique sur l'URSS stalinisée contre l'impérialisme – quand d'autres s'alignaient au contraire sur le soi-disant « *monde libre* ». Nous étions nombreux à partager ton analyse du « *stalinisme* » comme « *contre-révolution dans la*

* Catherine Samary, « *Verla* », économiste, est membre du Comité international de la IV^e Internationale. Voir son site <http://csamary.fr> Elle a publié, notamment : *le Marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, Publisud/La Brèche 1988 ; *la Fragmentation de la Yougoslavie*, Cahiers d'Études et de Recherches n° 19/20, 1992 ; *la Déchirure yougoslave, questions pour l'Europe*, Harmattan 1992 ; *les Conflits yougoslaves de A à Z* (avec Jean-Arnault Dérens), éditions de l'Atelier 2000 ; *Yougoslavie : de la décomposition aux enjeux européens*, éditions du Cygne 2008 ; *D'un communisme décolonial à la démocratie des communs*, éditions du Croquant 2017. Cet hommage a été prononcé lors des obsèques de Michel Lequenne.

Les Nôtres

révolution » et de sa bureaucratie comme une « monstrueuse et criminelle excroissance ». « Excroissance – disais-tu – en cela que la bureaucratie ne peut se reproduire dans l'affirmation de fins propres, mais qu'il lui faut être parasitaire du prolétariat, déguisant ses fins sous les siennes, même quand elle parvient au pouvoir juchée sur ses épaules » (1). C'est exactement pourquoi la notion de « classe » n'est pas évidente. Mais c'est secondaire par rapport à d'autres affirmations communes :

● Il ne s'agissait pour toi ni d'une nouvelle classe fondamentale historiquement nécessaire, ni d'un « capitalisme d'État », mais le produit de circonstances historiques spécifiques et des conditions générales de toute révolution prolétarienne avec ses dangers organiques bureaucratiques internes au mouvement ouvrier y inclus ses organisations « d'avant-garde » : le rejet du campisme signifiait ne jamais renoncer à combattre des idéologies réactionnaires, les rapports d'oppression et de domination et donc le bureaucratisme au sein du mouvement ouvrier, des partis et des États se réclamant du socialisme – y compris dans nos propres rangs.

● Mais contre bien des courants et analyses se réclamant du trotskisme, pour qui l'histoire des révolutions du XX^e siècle s'est arrêtée avec la stalinisation de l'URSS, tu considérais – comme la majorité de notre Internationale, et parfois avant elle –, que la révolution yougoslave et chinoise furent de vraies révolutions et facteurs de crise du stalinisme et de sa stratégie de construction du socialisme dans un seul pays – même si la stalinisation de l'URSS et le bureaucratisme ont pesé sur ces révolutions et les suivantes, de diverses façons. Associant l'analyse et la pratique révolutionnaire, tu étais fier d'avoir été délégué par la IV^e Internationale pour diriger la Brigade Jean-Jaurès en Yougoslavie après la rupture Tito/Staline de 1948 (2).

● Loin de figer l'histoire, tu disais que « la victoire du "Printemps de Prague" aurait

signifié à court terme une poussée formidable de masse en URSS pour une nouvelle et plus décisive destalinisation que les despotes du Kremlin n'auraient pu endiguer » (3) – et c'est vrai aussi de 1980-81 en Pologne. C'est ce qui fondait l'optimisme d'Ernest Mandel. Trente ans après la chute du Mur et l'unification allemande, un retour sur tout ce passé, et son « histoire à trous » marquée d'« utopies concrètes », est encore à faire avec le regard des perdants – comme diraient Walter Benjamin, Michael Löwy ou Daniel Bensaïd.

Tu as souligné l'apport de ce dernier qui, avec « une lente impatience », s'efforçait de proposer un « balayage historique » des dernières décennies, et « d'en penser le sens ». Tu précises : « Acteur, en tant que dirigeant de la LCR et de la IV^e Internationale, il n'a jamais cessé d'être l'analyste des événements qu'il vivait, et capable de rectifier sa vision à la lumière d'événements dont nombre furent déconcertants ».

Et tu ajoutes « toutefois, sa limite est celle que, comme nous, il réfère à l'effet Del Dongo à Waterloo : les fumées de tout ce qui explose nous cachent les effets potentiels du choc des forces en présence » (4).

C'est pour échapper aux fumées de Waterloo que les un-es et les autres tentent de s'organiser collectivement – certains notamment mais jamais exclusivement dans la IV^e Internationale, comme moi et bien d'autres qui sont ici ou voudraient y être. Mais notre petite Internationale ne prétend plus depuis des années être « le parti mondial de la révolution » et elle affirme que le « changement d'époque » après 1989-1991 et le scénario spécifique de restauration capitaliste qui a marqué ce tournant et qui n'a pas encore été analysé comme il se doit, exigent une nouvelle Internationale écosocialiste, pluraliste, luttant contre tous les rapports d'oppression et tirant toutes les leçons du passé/présent.

On peut partager avec toi cette conclusion tout en considérant que nos faibles forces peuvent être un outil précieux pour cette tâche, et sans recette sur le « comment » la réaliser.

Ta mémoire, tes écrits nous restent précieux. Au revoir Michel, « Ramos », « Hoffmann »...

Martine, Delphine, à vos côtés, avec tristesse mais en gardant dans nos têtes le rire de Michel. ■

Michel Lequenne, un trotskiste singulier

Par
Michael Löwy*

Michel Lequenne nous a quittés le 13 février 2020, à l'âge de 99 ans. Ce fut un trotskiste singulier, atypique, un personnage hors pair, par sa force de conviction, sa verve polémique, son extraordinaire culture – autodidacte ! – politique, littéraire,

artistique et historique, sa propension à la dissidence, sa fidélité à l'héritage de l'Octobre rouge.

J'ai connu Michel en 1962 ; il était alors dirigeant de la tendance socialiste révolutionnaire du PSU. Catherine Samary, qui l'a rencontré également à cette époque, le décrit ainsi : « il était impressionnant, avec un drôle de rire et un grand chapeau de

1. Cf. Michel Lequenne, « De l'avenir universel de la bureaucratie », dans le numéro spécial *Qu'est-ce que l'URSS ?* de *Critique Communiste* n° 19 de novembre-décembre 1977, reproduit en fac-similé sur le site de *Contretemps* (<https://www.contretemps.eu/critique-communiste-numero-19/>). Avec, se rapportant au sujet, une interview d'Ernest Mandel par Denis Berger, et des textes de Denis Berger, Hubert Sandor et Catherine Verla.

2. Voir le chapitre « Les années Yougoslavie » et le suivant, dans *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, sur le site de Michel Lequenne (http://lequenne.michel.free.fr/Telechargement/LTUHSF_2018.pdf)

3. Ibidem.

4. Il s'agit de Fabrice Del Dongo, dans la Chartreuse de Parme. Op. cité, *Le Trotskisme...*, commentaires de conclusion.

* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste. Il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues dont : *La Pensée de Che Guevara, un humanisme révolutionnaire*, Paris 1970, Maspero et Paris 1997, Syllepse ; *La Théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris 1970, Maspero ; *Paysages de la vérité – Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris 1975, Anthropos ; *The politics of uneven and combined development, The theory of*

permanent revolution (les Politiques du développement inégal et combiné, la théorie de la révolution permanente), Londres 1981, Verso ; *Patries ou Planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne 1997, Éditions Page 2 ; *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris 2001, Presses universitaires de France ; *Franz Kafka, rêveur insoumis*, Paris 2004, Stock ; *Écosocialisme*, Paris 2011, Mille et une nuits ; *la Cage d'acier :*

Max Weber et le marxisme wébérien, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *Le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *La Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur.

poète aux larges bords ». Nous avons souvent été ensemble dans les débats de « *tendances* » des années 1970 et 1980, ainsi que dans le mouvement surréaliste, et nous sommes restés amis, même si nos analyses sur certains événements du passé – Kronstadt 1921 ! – étaient devenues contradictoires...

D'origine modeste, le jeune Michel Lequenne, né au Havre en 1921, commence à se politiser dans les rangs des Auberges de jeunesse ; réfractaire au service du travail obligatoire (STO) vichyste, il va bientôt, en 1943, rejoindre le groupe trotskiste Octobre (de Henri Molinier), qui deviendra une des composantes du Parti communiste internationaliste (PCI), la section française de la IV^e Internationale. En 1946, il est élu au Comité central du PCI, au titre de la tendance dite « *de gauche* », avec Pierre Frank, Marcel Bleibtreu et Marcel Gibelin. En 1948-50, il est un des principaux organisateurs des brigades de solidarité avec la Yougoslavie, initiées par la IV^e Internationale.

Lequenne et Bleibtreu seront parmi les premiers à s'opposer à l'orientation proposée en 1952 par Michel Pablo, le secrétaire de la IV^e Internationale. Selon ce dernier, une guerre mondiale était imminente et deux camps allaient s'affronter : l'impérialisme et l'Union soviétique. Aux trotskistes de pratiquer l'entrisme dans les partis communistes, notamment en France. Refusant cette ligne « *campiste* », il sera exclu, avec la majorité du PCI, de la IV^e Internationale.

Comme on le sait, ce sera le début d'un désastreux processus de scission internationale qui conduira, pendant une décennie, à une marginalisation du trotskisme. À peine trois ans plus tard, en 1955, opposés au cours opportuniste de Pierre Lambert, Lequenne et Bleibtreu furent exclus de ce qui deviendra la future Organisation communiste internationaliste (OCI). Participant à différentes tentatives de regroupement de la gauche socialiste, ils vont contribuer, en 1960, à la fondation du Parti socialiste unifié (PSU), où Lequenne va organiser une tendance socialiste révolutionnaire. Finalement, en 1961, Michel décide de revenir à la section française (PCI) et est élu, en 1965, au Comité exécutif international de la IV^e Internationale.

Son récit de ces années de crise dans son livre *Le Trotskisme, une histoire sans fard* (Paris, Syllepse, 2005) est une contribution notable, d'un point de vue dissident, à l'histoire de la IV^e Internationale et de sa section française (1). Ma seule réserve concerne son analyse de la Résistance (notamment communiste) qui me semble trop négative, réduisant ce combat souvent héroïque (pensons à Manouchian et ses camarades de l'Affiche rouge) au mot d'ordre nationaliste lancé par



Meeting du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) en 1967 à la Mutualité, Paris. De gauche à droite : Ernest Mandel, Michel Lequenne, Livio Maitan et Pierre Frank.

le PCF en 1944, « *À chacun son boche* »...

Pendant ces années difficiles, Michel, qui gagne sa vie comme lecteur-correcteur, poursuit des activités culturelles : la traduction avec sa femme, Soledad Estorach (une ancienne de la CNT-FAI), des écrits de Christophe Colomb – une passion qui va l'occuper toute sa vie – et le rapprochement avec le surréalisme. En 1966 il va même proposer à André Breton et ses amis du groupe surréaliste de Paris, au nom du PCI, la reconstitution de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (FIARI) – hélas, sans succès. Quelques années plus tard, il va adhérer au groupe surréaliste, reconstitué en 1970 sur l'initiative de Vincent Bounoure.

En 1968, Lequenne fait adopter par le Syndicat des correcteurs CGT une résolution de soutien au mouvement des étudiants. Au cours des années 1970, il va participer à la vie politique de la Ligue communiste, à la tête d'une tendance dissidente, la « *T3* ». Considérant (à partir des travaux d'Ernest Mandel) que la classe des travailleurs inclut aussi bien le travail manuel qu'intellectuel, l'industrie et les services, il va refuser le « *tourner vers l'industrie* » adopté par la majorité de la Ligue communiste révolutionnaire.

Toujours à cette époque, à la fin des années 1970, il va aussi s'opposer à la majorité sur plusieurs autres questions : la (désastreuse) proposition d'« *unification des trotskistes* » (c'est-à-dire avec l'OCI lambertiste), le soutien à l'URSS dans l'invasion de l'Afghanistan. Par contre, à nouveau minoritaire, il soutient l'invasion vietnamienne du Cambodge, qui sauva ce peuple de la poursuite du génocide polpotien. Certes, Michel Lequenne n'était pas infaillible, mais force est de reconnaître que sur ces enjeux, et plusieurs autres, son seul tort fut d'avoir raison trop tôt...

Sa réflexion va aussi porter sur le vieux débat trotskiste concernant la nature de l'URSS stalinienne : avec son ami argentin exilé à Paris, « *Heredia* » (Angel Fanjul), « *Hoffmann* » (Lequenne) propose, lors des Congrès de la IV^e Internationale des années 1980, l'abandon de la vieille thèse de l'État ouvrier dégénéré, qu'il propose de remplacer par « *État bureaucratique* », qui n'a plus rien d'ouvrier. Finalement, en 1988, lors de la crise provoquée par la campagne présidentielle de Pierre Juquin, il décide de quitter la LCR et l'Internationale. Il ne s'agit pas, comme il l'explique lui-même, d'une rupture avec le trotskisme, ou avec les militants du mouvement, pour lesquels il garde estime et amitié, mais de la fatigue des débats internes, et du désir de prendre de la distance pour pouvoir s'occuper de ses écrits.

En effet, c'est à partir de cette date qu'il va rédiger et publier quelques-unes de ses œuvres les plus remarquables : outre l'histoire du trotskisme mentionnée ci-dessus, une étonnante autobiographie en forme de catalogue des livres lus, *le Catalogue (pour Mémoires)* (Syllepse, 2009), le premier volume des *Grandes Dames des Lettres. De Sappho à Ann Radcliffe* (Syllepse, 2011), ainsi qu'une réflexion sur l'histoire du communisme, *Contre-révolution dans la révolution* (Éric Jamet éditeur, 2018). On peut ne pas partager la vision quelque peu acritique des années « *léninistes* » de la Révolution russe (1917-1923) proposée par cet ouvrage – qui est, en quelque sorte, son testament politique – mais son analyse de la contre-révolution stalinienne est admirable.

Cet infatigable empêqueur de penser en rond va nous manquer... À sa fille Delphine et à sa compagne Martine Roux, toute notre solidarité. ■

1. Disponible en ligne : http://lequenne.michel.free.fr/Telechargement/LTUHSF_2018.pdf

Un entretien avec Michel Lequenne, le « surréaliste du comité central »

Par
Uraz Aydin*

J'ai eu l'occasion de connaître Michel Lequenne en janvier 2014 dans le cadre d'une recherche postdoctorale. En effet je « travaillais » sous la direction de Michael Löwy sur la trajectoire du mouvement surréaliste après la mort d'André Breton et plus précisément sur le Bulletin de liaison surréaliste publié de 1970 à 1976. Et je désirais réaliser un entretien avec lui (aux côtés d'Ody Saban, Thomas Mordant, Roger Renaud et Gilles Bounoure) pour m'informer sur cet épisode de l'aventure surréaliste où Vincent Bounoure avait eu un rôle de premier plan. Mais c'était aussi l'occasion pour moi de rencontrer cette figure mythique du trotskisme français que j'avais d'abord connu par les anecdotes de Masis Kürkçügil, dirigeant de la section turque, qui l'avait connu dans les années quatre-vingt, notamment lors du XII^e congrès de la IV^e Internationale. Il me racontait que durant ce congrès, afin de plaisanter sur la résolution concernant la participation des militants immigrés à des cellules locales avec lesquelles ceux-ci n'avaient vraisemblablement aucun rapport quotidien – et qui étaient déjà la plupart du temps impliqués dans un travail d'intervention auprès des immigrés –, Lequenne lui avait fait passer un petit mot parodiant une décision de l'Internationale

* Uraz Aydin, rédacteur de *YeniYol*, revue de la section turque de la IV^e Internationale, est un de nombreux universitaires limogés pour avoir signé une pétition en faveur de la paix avec le peuple kurde. Il a enregistré l'entretien avec Michel Lequenne, que nous reproduisons ici, en janvier 2014. Cet entretien n'a pas été destiné à la publication et Michel Lequenne n'a pas lu ni confirmé sa transcription ; il en aurait peut-être modifié des formulations, des choses qu'on dit mais qui sonnent différemment quand elles sont imprimées, d'autant qu'il s'agissait d'une conversation sur le surréalisme et qu'il ne pensait pas livrer un « testament politique ». Mais c'est justement ce qui fait l'intérêt de cet entretien : présenter de façon brève et vivante son lien, sa liaison, avec le surréalisme en faisant entendre sa voix – une voix aux tonalités très particulières et une voix politique tout aussi originale... car Michel était fermement convaincu d'avoir raison contre tout le monde, tout le temps !

Communiste selon laquelle Lénine devait rejoindre la cellule des coiffeurs...

D'autre part, ma mère, Aslihan Aydin avait traduit (à la suite de notre camarade romancier-traducteur, qui fut aussi un ancien rédacteur d'Inprecor, Yigit Bener, ainsi que son père, Erhan Bener, écrivain lui aussi) des textes de Michel Lequenne pour l'édition turque de *Marxisme et Esthétique*. Je découvrais aussi ses écrits de critique culturelle dans les pages de *Critique communiste* et encore plus tard son autobiographie *Catalogue (pour mémoires)* et son *Trotskisme, une histoire sans fard*.

Nous nous donnâmes finalement rendez-vous le 8 janvier chez lui à 11 heures. Dans notre échange de mails, Michel précisa au début que notre entretien devrait être fini à 12h30 car il avait un rythme de travail assez strict, mais ajouta plus tard qu'il pouvait quand même me garder jusqu'à 13 heures ! Ravi de pouvoir bénéficier de cette demi-heure en rab, je pris mes précautions pour arriver pile à l'heure. Toutefois ayant emprunté la mauvaise direction, j'arrivais essoufflé devant sa porte avec 6-7 minutes de retard. Lorsque je m'excusais pour ce contretemps, il me répondit : « Non ça va vous êtes dans les temps, pendant la Résistance on attendait au maximum dix minutes avant de quitter le lieu du rendez-vous ». J'entrais ainsi dans l'Histoire, en même temps que dans sa demeure.

L'entretien dont je garde encore l'enregistrement dura bien au-delà des deux heures promises. Nous sympathisâmes assez rapidement et notre discussion entrecoupée, ou plutôt accompagnée, de ses magnifiques éclats de rire et – malheureusement – de tous, dépassa largement les limites de mon sujet de recherche pour s'attarder sur des critiques de la Ligue, la LCR ; ses aventures amoureuses ; sur l'intérêt qu'il portait à Anatole France (dont, en tant que « anatolien » – tel qu'il se définissait –, il était fier de détenir les œuvres complètes) ; ses exercices de rédaction de poèmes en alexandrins ; sur les six projets de livres qu'il espérait encore rédiger à l'âge de 93 ans (« un pari contre la mort », disait-il) et son faible pour Marilyn

Monroe dont une image de jeunesse ornait sa bibliothèque au milieu de nombre de dessins, peintures, photos et gravures (dont un original de Jan Svankmajer).

Ce fut ma seule et unique rencontre avec Michel, même s'il continua pendant quelque temps à m'envoyer des articles de polémique contre Marc Ferro, Leonardo Padura ou encore avec la revue *Dissidences* concernant son numéro sur Pierre Broué, qu'il conservait précieusement dans son fichier « règlements de comptes ».

Michel Lequenne nous a quittés à l'âge de 99 ans, laissant derrière lui des milliers de pages d'analyse marxiste, de critique – radicale – d'art, d'histoire à contre-courant et de narration littéraire mais aussi l'exemple d'une indomptable foi révolutionnaire incarnée par son engagement militant, qu'il exprimait aussi – probablement en s'esclaffant – lors d'un entretien avec Vincent Bounoure et Michael Löwy avec cette analogie insolite : « Encore une fois le lémurien sera plus fort que le diplodocus... »

• **Quel a été votre rapport au surréalisme en général et plus particulièrement avec le principal animateur du groupe maintenant, Vincent Bounoure ?**

Michel Lequenne : J'ai été un surréaliste tout à fait particulier. À la fin de l'Occupation, quand je suis arrivé à Paris, je connaissais quelques éléments du surréalisme, quelques peintres, mais très superficiellement. Ma formation était très particulière. Pour l'art, la littérature, j'ignorais. J'écrivais des poèmes, en particulier des sonnets en vers classiques, j'ai continué d'ailleurs, j'aime tellement cet exercice. Et pour la peinture, pour moi l'avant-garde ça s'arrêtait à Monet. En sortant de la clandestinité, découvrir l'art moderne fut donc un vrai choc. Mais pour en revenir au surréalisme, je tombais dans une organisation où la culture politique s'associait au surréalisme. Et le manifeste Breton-Trotsky c'était vraiment la liaison. Mais il se trouve que le mouvement surréaliste, au lendemain de la guerre, arrivait à la conclusion que la perspective de Trotsky ne s'était pas réalisée, qu'il n'y avait pas eu de révolution, etc.

J'avais lu le livre de Nadeau (1) qui a été pour moi très important. Puis en 1952 Breton nous envoie son volume des *Entretiens* (2), dédicacé aux amis de *la Vérité* (3), au « *Vieux* » (Léon Trotski), etc. Et les entretiens... « *boum boum* », ça a été décisif pour moi et à partir de là j'ai acheté toutes les revues surréalistes. Et tout d'un coup je suis devenu « *le surréaliste du comité central* », à chaque fois que quelqu'un disait « *ah c'est un évènement surréaliste* », je leur criais « *mais laissez donc le surréalisme tranquille* » (rires).

Pour les revues, j'étais loin d'être d'accord sur tout et j'ai eu des désaccords avec le surréalisme, qui d'ailleurs subsistent. Participer au mouvement surréaliste, ça ne se posait même pas. Tout a changé à partir du *Manifeste des 121* (4). Tout à coup on s'est retrouvé sur le même plan. J'ai surtout eu des relations avec Jean Schuster, c'était le « *politique* » du moment. Mais qui lui, à l'inverse de ce qu'a été Vincent Bounoure plus tard, prenait bien soin de m'éloigner du groupe. Il ne voulait pas que des gens comme moi interviennent dans leurs affaires. Mais il a parlé plusieurs fois à notre cercle Karl Marx.

Nous avons eu une rencontre extrêmement amicale avec Vincent et Micheline Bounoure par l'intermédiaire d'une amie mais sans suite immédiate... oh quoique... non je passe à l'essentiel.

L'essentiel, c'est janvier 1976. C'était le début de la revue *Critique communiste* et il y a eu un numéro spécial féminisme et sexualité. Venait aussi de paraître le livre de Xavière Gauthier (5). J'avais écrit une critique féroce de son livre dont le principal argument était que le surréalisme c'est de l'homosexualité refoulé. Elle s'en prenait en particulier à Pierre Molinier, que j'adorais déjà comme artiste. Donc je lui rentrais dedans.

Immédiatement, une réponse de Bounoure, une longue lettre qui me remerciait de prendre leur défense. Avec un point de désaccord sur Sade (6). Ce qui a entraîné un débat. Qui s'est arrêté avec la fin de la publication des deux numéros de la revue *Surréalisme*, chez Savelli.

C'est moi d'ailleurs qui les avais emmenés chez Savelli, créé par le jeune Jean-Jacques Samary, le frère de Catherine. Mais qui a connu une évolution très différente.

Donc ma réponse est restée inédite. Mon attitude sur Sade était opposée à l'exaltation qui a été continuée par [Annie] Le Brun, opposée aussi à la critique anti-Sade bourgeoise, je faisais une critique marxiste de Sade. Une analyse marxiste de sa place dans les Lumières et dans la révolution, etc.

Un pari contre la mort

• *Et vous ne l'avez pas publié depuis ?*

Michel Lequenne : Non je n'en ai pas eu l'occasion. J'avais une telle activité politique, ça m'amenait à écrire des milliers et des milliers de pages d'articles et des quantités d'articles de polémique, complètement inutiles d'ailleurs. Et je commençais des livres que je ne finissais jamais. Il m'a fallu cesser mon activité de critique d'art à la fin du siècle pour me dire, bon je vais finir mes livres. Et j'en suis encore là. J'ai fini le mois dernier un livre qu'il m'a fallu trois ans pour écrire. Ça s'appelle *Contre-révolution dans la révolution* (7), pour essayer d'en finir une fois pour toutes avec la continuité bolchevisme-stalinisme. Un travail gigantesque qui m'a obligé à relire des milliers et des milliers de pages et j'ai fini un livre qui fait lui-même 1 500 000 signes.

Alors j'ai encore trois grands livres à écrire. D'abord le deuxième volume de mes *Grandes Dames des Lettres*. Je ne m'accorde pas trop d'années non plus, disons que c'est un pari contre la mort. 2016 ça sera le 500^e anniversaire de *l'Utopie* de Thomas More, qui a été écrit exactement dix ans après la mort de Colomb. Et je ferai un livre qui reprendra des études que j'ai faites dans les années soixante, vous n'étiez même pas né. Dans une petite revue où j'avais publié une quinzaine d'articles sur l'utopie. Et que j'avais arrêté d'ailleurs avec la fin de la publication de cette revue. Ça m'est arrivé plusieurs fois (rires). La revue est tombée, j'ai arrêté d'écrire. Je venais de publier trois articles sur *Cyrano*, puis un article sur *Fontenelle* qui n'est pas paru car la revue s'est arrêtée. Moi je ne suis pas quelqu'un qui fait un livre en alignant des articles du passé. Comme dans *les Grandes Dames* j'ai revu et complété ce que j'avais écrit dans les *Cahiers du féminisme* (8). J'écris en chroniques mon *Un seul marxisme* (9) aussi. Et puis je vais rassembler tous mes écrits sur l'art que j'appellerai humblement *Pour une nouvelle histoire de l'art* (rires). Plus un roman que je tiens à cœur. Et j'espère écrire aussi *Mon surréalisme*, ce qui va me ramener à notre sujet...

« Un seul marxisme »

• *Votre Un seul marxisme reprendra donc votre débat contre la conception de « Mille marxismes », je suppose ?*

Michel Lequenne : Oui, c'était une rubrique dans *Contretemps*, la revue de Daniel Bensaïd. Il faut dire que Bensaïd – et toutes mes relations avec lui ont été très compliquées – avait toujours préservé son contact avec moi. Il avait donc créé sa propre revue

Contretemps, à laquelle je n'étais pas abonné et il ne m'avait pas demandé de participer. On avait participé à une chose ensemble, qui était très bien en principe, c'était un groupe de recherche avec des militants, sans a priori, sans hiérarchie. On examinera les thèmes, on pourra parler librement et on sortira quelque chose... eh bien très vite ça a dérivé : invitation aux spécialistes. Ce n'était plus un groupe de recherche entre nous, on écoutait des spécialistes et il n'en sortait rien.

Critique communiste ne s'était pas encore arrêté quand j'avais vu donc apparaître cette notion de mille marxismes en tant que collection chez mon éditeur. Dans cette collection, le premier volume paru était un livre sur la dialectique, alors moi en tant que dialecticien j'en avais fait une critique favorable, c'était un très bon livre de Bertell Ollman sur la dialectique du *Capital* (10). Mais en introduction je disais que la notion de mille marxismes était absurde parce que s'il y a mille marxismes il n'y a pas de marxisme, il y a juste un tas où tout le monde peut se servir.

1. Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Le Seuil, 1945 ; Points-Seuil 1970.

2. André Breton, *Entretiens 1913-1952. Recueil des entretiens radiophoniques d'André Parinaud et d'André Breton*, Gallimard 1952.

3. Il s'agit du journal que l'Opposition de gauche a commencée à éditer à partir du 15 août 1929 en France, qui devient en avril 1930 l'organe de la Ligue communiste. 255 numéros paraîtront jusqu'en janvier 1936. En janvier 1938 le Parti communiste international reprend le titre en commençant la publication d'une revue, dont six numéros paraîtront jusqu'en août 1939. À partir du 30 août 1940 les Comités français pour la IV^e Internationale impriment sous ce titre ce qui sera le premier journal clandestin de la presse française, d'abord ronéoté, puis à partir de son n° 20 imprimé à 3 000 exemplaires.

4. « *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie* », signée par 121 universitaires et artistes et publiée le 6 septembre 1960 dans le magazine *Vérité-Liberté*, a permis de regrouper des personnalités de divers horizons et a été importante pour l'histoire de la gauche et de l'extrême gauche en France.

5. Xavière Gauthier, *Surréalisme et sexualité*, Gallimard, coll. « Idées », 1971.

6. V. Bounoure, « Perversion et révolution (controverse Lequenne-Bounoure) », dans V. Bounoure, *l'Évènement surréaliste*, l'Harmattan, 2004.

7. Michel Lequenne, *Contre-révolution dans la révolution*, Éditeur Borrego, 2018.

8. *Cahiers du féminisme* est une revue publiée par la LCR entre 1977 et 1998 en tant qu'instrument militant au service des luttes des femmes contre leur oppression, dans une perspective socialiste. Voir à ce sujet : Josette Trat (coord.), *Cahiers du féminisme – Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977-1998)*, Syllepse, collection « Utopie critique », Paris 2011.

9. Cf.: <https://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/CT-8.Lequenne.Artous.pdf>

10. Bertell Ollman, *La dialectique mise en œuvre - Le processus d'abstraction dans la méthode de Marx*, préface de Michael Löwy, Syllepse, Paris 2005.

Les Nôtres

Et j'étais ahuri de voir toutes ces références, qu'on mettait Mao Tsé TOUNG et je ne sais qui encore parmi les théoriciens de la dialectique. Et donc je retrouve cette notion dans *Contretemps*, d'où un premier article : « *Un seul marxisme* ». Un énorme pavé ! D'abord on refuse de le publier, alors je proteste, j'insiste. On le publie. Il y a eu une réponse d'Antoine Artous. Alors je lui ai immédiatement répondu sous le même titre et j'ai continué. *Un seul marxisme*, ça sera donc un volume à la fin...

• *J'avais entrepris il y a des années, de traduire votre article sur le marxisme révolutionnaire et le marxisme universitaire (11), en réponse au petit livre de Perry Anderson : Sur le marxisme occidental (12)...*

Michel Lequenne : Ah oui, Perry Anderson c'est une de mes têtes de turc. Oh excusez-moi (rires) mais on dit comme ça en français. C'est un non-sens, le marxisme occidental. D'autant plus que s'il y avait un marxisme oriental qui serait le bolchevisme, je montrerais que ça a été le seul marxisme pour une époque. Je ne sais pas si tu as lu *Terrorisme et communisme* – mauvais titre –, un remarquable livre de Trotski contre Kautsky...

Le surréalisme pour tenir en équilibre

À partir de cet échange avec Vincent Bounoure, nos relations sont devenues très serrées. La conférence que l'on a faite chez mon beau-père Jean Ponce, à la campagne, a été décisive. Avec Michael Löwy, Vincent Bounoure et Jean-Louis Bédouin. D'accord avec Vincent, nous avons ensuite enlevé les interventions de Bédouin, c'est devenu un dialogue à trois (13). À partir de là, Vincent nous a proposé, à Michael et moi, d'entrer dans le groupe surréaliste.

Si j'avais eu 20 ans en 1924 quand le surréalisme est né, je n'aurais pas été surréaliste. Il y a des gens comme Aurélien Dauguet, pour lui le surréalisme c'est sortir et tirer dans la foule... Vincent nous disait, le surréalisme c'est un mouvement, au sens propre du terme, un mouvement dialectique. J'avais écrit dans mon introduction aux écrits de Bounoure que dans le surréalisme on pouvait trouver la dialectique de l'esprit,

pas avec un E majuscule comme chez Hegel, mais une dialectique de la pensée, qui n'est jamais un reflet du réel. C'est un domaine qui reste à creuser. Moi j'aurai donc été surréaliste en 38 avec le manifeste Breton-Trotski. J'ai donc rejoint le groupe à l'invitation de Bounoure mais je l'ai quitté après sa mort.

Sa mort a d'ailleurs été précédée par un grand débat dans le groupe. Mes désaccords avec le groupe, il les partageait. Quand le groupe a décidé de se scinder en deux et de mettre les marxistes et leurs sympathisants dans un autre groupe, il était scandalisé.

• *Et qui avait pris cette décision de diviser le groupe ?*

Michel Lequenne : Marie-Dominique Massoni était devenue la dirigeante. Il y a eu aussi des jeunes qui sont arrivés vers 1990, ils n'avaient pas la totalité de l'apport du surréalisme. De l'aspect « révolution » ils revenaient à « révolte ». Pour certains c'était l'aspect poétique et artistique du surréalisme qui importait. Quand on a voulu faire avec le *Bulletin surréaliste international*, comme en 1935, les « positions politiques du surréalisme », c'était impossible. Tu avais les surréalistes de l'Est pour qui le communisme, le marxisme, c'était le stalinisme.

Pour les Argentins, les Brésiliens c'était l'inverse. Et dans le groupe français, obtenir un accord avec les jeunes fut impossible. Michael, moi, Thomas Mordant et Ody Saban, nous étions dans le même camp. Ody a vécu aussi beaucoup de problèmes. D'ailleurs, à mon avis, elle était la meilleure peintre du groupe surréaliste.

Il y avait aussi Gilles Bounoure qui n'avait pas participé au groupe. Ça se comprend. Le fils et le père, ça aurait été délicat. Mais après la mort de son père, il est venu au groupe mais il n'a pas réussi non plus... Et l'amitié entre nous a succédé à celle avec son père. Ce n'est pas du tout pareil par ailleurs. Avec lui subsiste aussi des désaccords sur Sade, sur Anatole France. Pour lui Anatole c'est mauvais littérairement, moi j'ai les œuvres complètes (rires). Je suis absolument fidèle à tous mes amours successifs, celui d'Anatole France date de l'adolescence.

Dans le groupe il y a donc eu une dérive vers l'anarchie, un retour à l'anarchie. La liaison établie par Breton entre drapeau noir et drapeau rouge, moi je suis contre mais l'esprit libertaire, c'est autre chose. Il y a eu des faux accords quelques fois sur cette question. Si l'esprit libertaire exclut ce qui est nécessaire comme organisation et discipline révolutionnaire, je suis contre. Il y a eu des désaccords de principe d'autant plus que j'avais été très lié avec Daniel Guérin qui était

passé du marxisme à l'anarchisme. Et aussi avec les groupes communistes libertaires. À travers Guérin, surtout après sa mort, les dérives sont difficiles. Ça fait partie des problèmes où on marche sur un fil. Il faut un bon balancier, pour ne pas tomber d'un côté ou de l'autre. La notion de balancier est essentielle pour l'activité révolutionnaire. Le surréalisme a été un vrai balancier pour moi. D'une double façon. Aussi pour la vie étant donné que ma vie politique, elle est semée de déceptions, de défaites. C'était mon activité intellectuelle pour me tenir en équilibre. Dans ma 93^e année, je tiens encore bien droit sur le fil.

La richesse de l'imagination humaine

Ton sujet comporte aussi le terme « magie » et dans le groupe, à l'égard de notions comme la magie, l'alchimie, l'astrologie il y avait diverses positions. Par exemple pour Massoni, l'astrologie, l'alchimie c'était une science. C'est absurde. Il y a quelques années sont parus les textes de Giordano Bruno sur la magie, la magie naturelle. C'était déjà une conception surréaliste. C'est ça la richesse pour moi du surréalisme. C'est d'avoir extrait ce qui reste de la part d'inconnu. Et il faut y ajouter le hasard objectif. Car pour moi ça a été essentiel. Je vis dans le hasard objectif. Toute ma vie j'ai toujours rencontré les gens qu'il fallait au moment déterminé. Je fus donc un partisan de l'importance du hasard objectif. Ça fait partie des choses qu'il faut accepter, à la limite de l'irrationnel. Comme dans le débat entre Trotski et Breton : « *Dans l'état actuel de la connaissance...* » (14). De même que la métaphysique c'étaient des suppositions sur l'inconnu, au-dessus du savoir de tous les temps, ce qui disparaît avec le marxisme. Par contre reste l'inconnu. Dont les manifestations sont étonnantes. Naturellement le surréalisme s'est opposé au déterminisme simple. Mais moi je pense que tout est déterminé, mais seulement dans une telle complexité... Le surréalisme a donc sombré lamentablement, aussi sur ce plan...

Il y avait aussi ceux pour qui cette question de magie est surtout un jeu ; je pense que Michael [Löwy] est un peu de ce côté-là. Le jeu dans le surréalisme est toutefois essentiel. On a d'ailleurs tenté d'innover, de trouver de nouveaux jeux, mais qui aient un sens. De collage par exemple. Moi je suis pour le jeu, même si je n'ai pas beaucoup de temps pour jouer (rires). Il y a aussi l'aspect de l'analyse scientifique, historique (de l'astrologie, des magies par exemple) et on peut en extraire l'aspect poétique. Sinon les

11. *Critique communiste* n° 25, novembre 1978.

12. Perry Anderson, *Sur le marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1977, (titre original : *Considerations on Western Marxism*, Londres, New Left Book, 1976).

13. « A propos de "Civilisation surréaliste" », *l'Événement surréaliste*, op. cit. pp. 134-164.

14. Arturo Schwartz, *Breton/Trotski*, 10/18, 1977, p. 66.

magies historiques contiennent des choses parfois affreuses.

Dans notre monde actuel il y a tous les temps de l'humanité ; y compris la préhistoire, au fin fond de l'Amazonie, par pour longtemps sans doute. Et de l'autre, la féodalité. Et de même pour les connaissances, les connaissances dépassées existent un peu partout et c'est négatif. Mais dans l'histoire il y a toute l'imagination humaine, c'est ça qui est le merveilleux, c'est la richesse de l'imagination humaine.

Le côté poétique de ça, c'est certain. Et d'autant plus important qu'on est dans un monde qui tend à la pauvreté la plus extrême d'un côté, et une science qui se développe de façon exponentielle mais qui échappe à l'immense masse de l'humanité. L'idéologie dominante c'est épouvantable. Moi je regarde tous les soirs *France 2*, le journal, ce n'est pas par masochisme mais pour analyser la façon dont on crée la conscience des masses. Que je vois d'ailleurs réapparaître dans la pensée de gens que l'on rencontre comme ça. Le surréalisme serait plus nécessaire que jamais mais malheureusement il est en retrait.

« Le principal défaut pour un révolutionnaire c'est de ne pas avoir de poigne »

• *Dans l'introduction que vous avez écrite à l'Événement surréaliste (15) de Bounoure, vous disiez que le surréalisme n'est pas hors de l'histoire et que son action est toujours liée aux montées et reculs du mouvement révolutionnaire...*

Michel Lequenne : Alors il y a le problème du surréalisme et celui des groupes surréalistes. En réalité je pense que le surréalisme comme mouvement ne pouvait tenir en dehors de Breton. Si, Vincent Bounoure en avait la force mais il n'était pas reconnu, il ne pouvait pas l'être par ceux qui avaient été ses égaux...

• *Mais Jean Schuster, qui fut l'une des principales figures du groupe à partir des années 1950 ne disait-il pas la même chose dans son « Quatrième Chant » (16)...*

Michel Lequenne : Ce n'est pas pour donner raison à Schuster qui avait dit qu'après la mort de Breton c'était fini, mais lui c'était pour sombrer dans une dérive à tout va. Qui ont mené Breton à Pompidou. Avec une tentative d'y amener Benjamin Péret aussi. Ils avaient organisé un grand débat sur Péret au centre Pompidou. Péret à Pompidou, c'est une insulte ! Péret aimait bien le vin blanc, on a donc organisé une manifestation sous forme de dîner pour protester.

J'ai aussi eu des problèmes avec les gens qui ont publié les œuvres complètes de Péret. Éric Losfeld avait promis à Benjamin Péret de publier ses livres. Il a donc commencé par les poèmes, j'ai les trois volumes d'ailleurs. Il a fait faillite ensuite, ce qui a été tout à fait mauvais pour moi, car il devait publier un petit roman que j'avais écrit, qui n'a jamais été publié ensuite, qui s'appelait *le Misogyne*... Et puis la publication de Péret a été reprise et finie par José Corti, je crois. Et dans la préface il donnait des excuses à Péret pour le *Déshonneur des poètes* (17). Quand j'ai vu cette préface, je suis devenu fou de rage

Et Péret je l'avais rencontré d'ailleurs. J'ai une lettre amicale de lui, que j'ai donnée à un collectionneur pour qu'elle ne se perde pas. Nul ne pourra dire que je n'ai pas connu Péret (rires).

Concernant les moments de lutte et de retrait, 1968 a pesé d'une façon bizarre sur le surréalisme. Avec Bounoure nous avons été contre le gauchisme de 1968 parce que à l'époque c'étaient les situationnistes qui dominaient. Ce qui était très anti-surréaliste. Dans les dernières années où je suis allé à l'université d'été de la Ligue, j'ai eu une intervention archi-violente avec un petit mec, illettré d'ailleurs. Il opposait constamment Péret à Breton. Péret c'était le vrai révolutionnaire pour lui. Je lui avais dit « *si Péret était vivant, il te botterait le cul* ». Ça a été mal reçu d'ailleurs par la salle (rires).

Le principal défaut pour un révolutionnaire, c'est de ne pas avoir de poigne... de ne pas avoir la capacité de dire non. Il faut dire que moi je l'ai beaucoup...

Dans ma première brigade en Yougoslavie, il y avait un couple avec qui je suis devenu ami plus tard. Je changeais de table aux repas pour discuter avec les gens et quand je suis arrivé à leur table, le gars a dit à sa compagne : « *Ah tu vois Corinne, c'est notre tour aujourd'hui* » (rires). Et puis il a ajouté : « *Il y a deux types de trotskistes, le type Stéphane Just c'est : non, non, non ! Et il y a le type Michel Lequenne : oui, mais...* ». Dans la discussion je suis comme ça : oui, mais... Par contre, dans la confrontation...

• *Vous avez eu un débat concernant le 500^e anniversaire de la « découverte » des Amériques, dans le groupe surréaliste aussi, je crois ?*

Michel Lequenne : Oui on a eu un gros problème. Leur position c'était « *c'est la faute à Colomb* ». Il y a eu un numéro avec Colomb en Ubu... C'est absurde ! Colomb n'est pas responsable de Bush. Tous ces gens-là ignorent aussi l'histoire, la psycholo-

gie historique. Colomb ne pouvait pas penser comme nous. Dans une discussion avec un jeune historien qui était venu me rendre visite, je lui avais dit « *commencez par comprendre que ces gens-là ne pensaient pas comme nous* ». On ne peut pas juger les gens en dehors de l'histoire.

• *Mais quand on lit les débats entre surréalistes, ne pensez-vous pas qu'il y a aussi une sorte de sectarisme surréaliste, pas loin du sectarisme trotskiste ?*

Michel Lequenne : Il y a un sectarisme, c'est sûr, alors qu'ils sont très féroces à l'égard du sectarisme politique, ils ont raison d'ailleurs. Mais ils ne se rendent pas compte de leur dogmatisme. Et ça, ce n'était pas le cas de Vincent. Mais il y avait des éléments où il gardait un certain... comme l'affaire Sade. Il prenait Sade un peu en dehors de l'histoire, comme dans une pensée absolue. Moi je l'ai abordé comme un point dans la philosophie des Lumières et dans le matérialisme mécaniste. Le matérialisme de Sade n'a rien de dialectique...

« On discute, mais ils ne m'écoutent pas »

Et dans la Ligue à l'époque, sur la question du gauchisme culturel, j'étais minoritaire, comme sur beaucoup d'autres questions d'ailleurs. Après 1968, j'ai dégingolé de toutes mes responsabilités et d'ailleurs je n'ai pas résisté. Le premier soir du bureau politique ancien du PCI où Hubert Krivine a dit « *maintenant il va falloir que les anciens fassent leurs preuves* », j'ai dit au revoir, je suis sorti. J'étais dans une situation professionnelle et personnelle très dramatique à l'époque, je n'ai pas pu participer au Congrès mondial, je n'ai pas été réélu alors que j'étais membre du comité exécutif international. Mais j'ai été réélu au congrès suivant.

• *Au dixième congrès, en 1974 ?*

Michel Lequenne : Oui ça doit être ça. Bon j'ai été réélu, mais minoritaire, très minoritaire, sur la question du gauchisme encore une fois. Sur la guérilla urbaine. En Argentine ça a été dramatique.

• *Mais la IV^e Internationale est revenue de façon critique sur ces positions, non ?*

15. Publié chez l'Harmattan, 2004.

16. Dans un article intitulé « Le quatrième chant », Jean Schuster prononça la dissolution du groupe surréaliste, le 4 octobre 1969.

17. Benjamin Péret, *Le Déshonneur des poètes – Textes divers, Correspondance, Bibliographie*. Tome 7 des *Œuvres complètes*, Éditeur José Corti, 1995. Préface de Jean Schuster.



Michel Lequenne : Oui, toutes les positions que je combattais ont été finalement reconnues comme des erreurs mais pour tomber dans une autre erreur. Après le gauchisme, inversion totale, retour à l'industrie. Envoyer des étudiants en usine... Moi je l'avais fait, à la fin de la guerre, nous on préparait la révolution... Je n'étais pas en usine mais sur des chantiers, j'ai été terrassier. Avec succès d'ailleurs. Le PC avait pris toute sorte de mesures pour qu'il n'y ait pas de révolution, alors à ses militants il leur avait interdit toute activité. Tandis que moi j'avais dû travailler dur... J'ai été élu en tête sur mon chantier. Mais notre perspective était erronée. On avait appliqué la perspective générale de Trotski d'une façon un peu mécaniste, un peu comme si tout allait se reproduire de la même façon, on n'avait pas tenu compte de toute sorte de changements sur lequel Trotski n'avait pas pu nous aider.

Je ne suis plus militant, je ne peux plus. Je marche dans mon quartier mais au-delà il faut venir me chercher en voiture. J'avais arrêté toute activité politique autre que mon activité d'écriture dans *Critique communiste* mais, quand j'ai vu l'histoire du Traité européen, je me suis dit « *je ne peux pas rester devant mon ordinateur* ». Il y avait un comité dans le quartier. Pour moi ça a été étonnant car je trouvais une nouvelle génération, pas de jeunes mais d'adultes. 90 % des gens n'avaient eu aucune activité politique avant, ils arrivaient à la conscience politique sur ce sujet. J'ai vu des gens évoluer en 5 mois... Alors je me suis inscrit là-dedans. Et ensuite il y a eu la tentative de rechercher une candidature unique. Ça a été saboté essentiellement par le PC mais aussi par la LCR. À la

LCR j'ai vu qu'ils avaient décidé de présenter Besancenot. Quand ils l'avaient présenté pour les européennes, Krivine, ou un autre de la direction, je ne sais plus, m'avait demandé ce que j'en pensais. J'avais dit « *oui c'est un pari* ». Mais là c'était une erreur. On ne pourra pas avoir un candidat unique d'un parti. Après le succès du Non, je disais il faut trouver un candidat, n'importe lequel, parce que ce n'est pas important. Car il ne sera pas élu, mais s'il a un nombre de voix suffisamment important, on pourra avoir des députés aux législatives. Mais ce jeu de billard de marxistes – pas seulement théorique – est resté incompris. Ça a donné le désastre de 2007.

Puis le Front de gauche s'est créé et là j'ai vu tout de suite que c'était ça qu'il fallait faire. La Ligue aurait dû rentrer dedans, le PC aurait peut-être résisté au début mais il n'aurait pas pu l'empêcher. Et au lieu de ça ils font le NPA en expliquant qu'ils n'ont pas d'interlocuteur. Mais je leur disais les comités ce sont des interlocuteurs. Si vous voulez faire quelque chose c'est avec eux. Le parti de Mélenchon ce n'était rien du tout à l'époque, c'était un tout petit groupe... Alors ils ont fait ce NPA, en dissolvant la Ligue. Mais ils n'ont pas créé une fraction Ligue à l'intérieur. Et il y avait une forte minorité qui était pour un courant unitaire, pour rentrer dans le front de gauche. Et ce courant unitaire qui s'est partagé en deux dès le congrès de fondation du NPA. Une partie est sortie avec Picquet, qui maintenant soutient le PC.

J'ai gardé des contacts avec tous, parfois certains viennent me voir, on discute. Notamment avec Sabado. On discute beaucoup mais ils ne m'écoutent pas (rires).

Gauche unitaire [le groupe de Picquet], au départ je trouvais que c'était pas mal. Au congrès de la IV^e Internationale [après la création du NPA], un congrès ahurissant, il n'y avait plus de section française. Moi je n'étais dans aucun groupe mais Gauche unitaire, ils m'ont invité à leur réunion de préparation du congrès, et dans la salle je les connaissais pratiquement tous, c'étaient des anciens de la Ligue.

Quant à l'évolution du NPA, ils n'avaient peut-être pas d'interlocuteurs mais se sont engouffrés là-dedans tous les groupuscules. Déjà dans la dernière période de la Ligue il y avait des gens de Lutte ouvrière qui étaient rentrés. Ils avaient rompu avec LO sur son manque de démocratie mais ils rentraient dans la Ligue avec tout le petit capital LO. À une université d'été de la Ligue, je me retrouve à table avec une de ces anciens de LO et en discutant je m'aperçois que sur la Yougoslavie [elle pense que] on avait été des titistes, c'était une erreur, etc. Et je lui dis : mais c'est une opération des meilleures qu'on ait faites, une des plus correctes de soutien critique à Tito. Mais non, ils avaient les positions de LO ; Tito c'était un stalinien etc.

Alors, dans cette bataille j'ai dit qu'il fallait soutenir Mélenchon. En dernier, une fraction encore était sortie du NPA, de ceux qui en avaient été des fondateurs. Il y a donc eu trois groupes en dehors du NPA. Ils sont venus à la maison d'ailleurs, c'était formidable, très fraternel. Je leur ai dit : « *vous êtes tous les trois sortis sur une position unitaire. Ce qui vous séparait avant disparaît. Il faut que vous vous unissiez dans un groupe marxiste révolutionnaire qui sera un aiguillon de gauche à l'intérieur du Front de gauche, pas pour le détruire mais pour le faire vivre* ». Et à peine une semaine ou dix jours plus tard : « *Non, non, on va faire une union plus large, on entre en discussion avec la Fase, avec les Alternatifs, etc.* » Ça a mis plus d'un an. Un moment ils ont voulu appeler leur groupe Cerise et maintenant ça s'appelle Ensemble ! Quand je les avais vus passer des semaines à chercher un nom, moi je leur ai dit je vous en propose un : Parti des Confus Réunis, en plus ça fait PCR (rires).

Maintenant je ne sais pas où ils en sont, ils ne me répondent pas. Les messages que j'envoie, je n'ai pas de réponse. Moi tu vois, je suis un homme seul, enfin pas absolument, parce que j'ai quelques vieux copains, n'est-ce pas. Mais bon on ne fait pas un groupe... ■